



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

STATISTIQUE SUR LA PROFESSION D'AVOCAT

Situation au 1^{er} janvier 2024

Direction des affaires civiles
et du sceau

Réalisation :
Pôle d'évaluation de la justice civile

Direction des affaires civiles et du sceau

Avril 2026

AVANT-PROPOS

La **statistique sur la profession d'avocat** est une publication annuelle de la direction des affaires civiles et du sceau répondant aux besoins d'informations sur la profession d'avocat. Ce rapport réalisé par le pôle d'évaluation de la justice civile existe depuis 1994 et est structuré sous formes de plusieurs rubriques portant entre autres sur le nombre d'avocats, les modes d'exercice, les groupements d'exercice, les mentions de spécialisation, la nationalité des avocats étrangers et la discipline des avocats. Il met en lumière les principales évolutions des différentes rubriques en veillant à intégrer les réformes afférentes à la profession.

Chaque année, un questionnaire est adressé aux parquets généraux qui les font parvenir aux différents barreaux de leur ressort. En accord avec les différents représentants de la profession d'avocat, ces états statistiques sont servis directement par les barreaux via un questionnaire électronique SPHINX. Ceux-ci sont ensuite collectés et exploités par le pôle d'évaluation de la justice civile. **Les statistiques publiées sont donc le reflet des données transmises par chaque barreau.**

STATISTIQUE SUR LA PROFESSION D'AVOCAT

- Situation au 1^{er} janvier 2024 -

TABLE DES MATIERES

Avertissement méthodologique relatif à la collecte des données au 1er janvier 2024 :	4
RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS	5
STATISTIQUES AU 1^{er} JANVIER 2024 DE LA PROFESSION D'AVOCAT	7
1 Nombre d'avocats	7
1.1 Avocats inscrits au tableau au 1 ^{er} janvier 2024	7
1.2 Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département	9
1.3 Proportion de femmes	10
1.4 Avocats et notaires : deux populations plus jeunes que les autres professions judiciaires et juridiques réglementées	11
1.5 Evolution 2014-2024 du nombre d'avocats	12
1.6 Nouvelles inscriptions et désinscriptions au cours de l'année 2023	14
1.7 Avocats honoraires	17
2 Les modes d'exercice	18
2.1 Exercice en majorité à titre individuel	18
2.2 Barreau de Paris	19
2.3 Autres barreaux (hors Paris)	20
2.4 Disparités d'un barreau à l'autre	22
3 Groupements d'exercice	23
4 Sociétés de participations financières de profession libérale	26
5 Groupements de moyens et autres groupements	27
6 Mentions de spécialisation	28
6.1 Proportion d'avocats titulaires d'une mention de spécialisation	28
6.2 Forte concentration des mentions de spécialisation	28
6.3 Variation du nombre de mentions de spécialisation	30
7 Avocats étrangers inscrits à un barreau français	31
7.1 Répartition géographique des avocats étrangers	31
7.2 Exercice de la profession d'avocat par les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne selon qu'ils exercent sous le titre français d'avocat ou leur titre d'origine	33
8 Avocats de nationalité française également inscrits à un barreau étranger	33

9	Avocats étrangers inscrits à un barreau d'un Etat non-membre de l'Union européenne, inscrits sur la liste spéciale du barreau et exerçant l'activité de consultation juridique et de rédaction d'acte sous seing privé pour autrui	35
10	Bureaux secondaires et sociétés inter-barreaux	35
10.1	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux.....	36
10.2	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux.....	37
10.3	Bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux.....	37
10.4	Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau	38
11	Discipline des avocats.....	39
11.1	Enquêtes déontologiques	39
11.2	Saisines de l'instance disciplinaire et décisions rendues	40
	ANNEXE 1 - Sources statistiques.....	42
	ANNEXE 2 - Questionnaire 2024.....	43
	ANNEXE 3 - Tableaux annexes	54

Avertissement méthodologique relatif à la collecte des données au 1er janvier 2024 :

Sur les 164 barreaux français¹, 143 ont répondu à l'enquête statistique sur la profession d'avocat au 1^{er} janvier 2024, ce qui porte le taux de réponse à 87,2 %.

Pour les 21 barreaux non répondants listés ci-dessous, les données de la dernière année disponible ont été mobilisées afin de ne pas créer de rupture statistique.

Ressort de cour d'appel	Barreau
BASTIA	AJACCIO
	BASTIA
CHAMBERY	ANNECY
	CHAMBERY
DOUAI	CAMBRAI
	DUNKERQUE
	LILLE
LIMOGES	CORREZE
	LIMOGES
NANCY	MEUSE
NIMES	CARPENTRAS
NOUMEA	NOUVELLE-CALEDONIE
REIMS	ARDENNES
RENNES	QUIMPER
	SAINT-MALO
	SAINT-NAZAIRE
RIOM	CLERMONT-FERRAND
ROUEN	EVREUX
	LE HAVRE
SAINT-DENIS REUNION	MAYOTTE
VERSAILLES	VERSAILLES

¹ Le nom des barreaux retenu dans les tableaux statistiques de cette étude est celui validé par le CNB dans le cadre de la communication électronique.

RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS

NOMBRE D'AVOCATS	<p>Au 1^{er} janvier 2024, 75 681 avocats ont été recensés sur l'ensemble du territoire national contre 60 223 dix ans plus tôt (+25,7 %). Avec 32 729 avocats, le barreau de Paris concentre à lui seul 43,2 % de l'effectif total.</p> <p>Au cours de l'année 2023, on dénombre 5 020 nouvelles inscriptions dans l'ensemble des barreaux en France, à mettre en parallèle avec les 3 641 désinscriptions sur la même période.</p> <p>La profession d'avocat poursuit sa féminisation. En 2009, la proportion de femmes dépassait pour la première fois celle des hommes. Elle atteint 58,3 % au 1^{er} janvier 2024, contre 54 % dix ans auparavant.</p>
LES MODES D'EXERCICE	<p>Au 1^{er} janvier 2024, plus d'un tiers des avocats exercent à titre individuel (36,1 %). La majorité se partage ensuite entre ceux exerçant en qualité d'associé (32,1 %) et ceux exerçant en qualité de collaborateur (29,3 %). Les avocats salariés représentent 2,5 % des effectifs totaux.</p> <p>Le profil du barreau de Paris est différent des autres barreaux puisque la majorité des avocats exercent en qualité de collaborateurs (39,1 %). Dans les autres barreaux, cette proportion n'atteint que 21,8 % en moyenne.</p>
LES GROUPEMENTS D'EXERCICE	<p>Au 1^{er} janvier 2024, on compte 13 404 groupements d'exercice², contre 7 570 au 1^{er} janvier 2014. Les sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) arrivent en première position représentant 59 % des groupements³, suivies par les sociétés civiles professionnelles (11,8 %) et les associations (AARPI et autres associations, 9,8 %).</p> <p>Cette répartition s'est modifiée au cours de la dernière décennie. La part des SCP est passée de 30,7 % à 11,8 % en 10 ans. Parallèlement, la part des sociétés d'exercice libéral (SEL) toutes formes confondues a connu une progression importante, passant de 54,6 % au 1^{er} janvier 2014 à 67,1 % au 1^{er} janvier 2024.</p>
LES MENTIONS DE SPECIALISATION	<p>L'arrêté du 28 décembre 2011 modifié par les arrêtés du 1^{er} et du 20 octobre 2021 fixe la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat.</p> <p>Au 1^{er} janvier 2024, 6 825 mentions de spécialisation ont été recensées au niveau national. Plus de la moitié des mentions sont concentrées sur cinq spécialités. Le droit du travail arrive en première position, représentant 19,6 % des mentions, suivi du droit fiscal et douanier (10,4 %), du droit de la sécurité sociale (9,2 %), du droit immobilier (8,2 %) et enfin, du droit des sociétés (7,5 %).</p>

² Sociétés mono-professionnelles (99%) et pluri-professionnelles (1%).

³ Y compris SELARLU et SELEURL.

<p>LES AVOCATS ETRANGERS INSCRITS A UN BARREAU FRANCAIS</p>	<p>Au 1^{er} janvier 2024, 2 708 avocats étrangers ont été recensés sur l'ensemble du territoire, dont près des trois quarts sont inscrits au barreau de Paris (2 012 avocats étrangers). Avec 2,9 %, le barreau de Lyon arrive en seconde position.</p> <p>Parmi les 2 708 avocats étrangers recensés au 1^{er} janvier 2024, 1 082 sont originaires d'un pays de l'Union européenne (40 %), pour la plus grande part d'Allemagne (7,8 %), d'Italie (7,5 %) et de Belgique (5,3 %). Hors Union européenne, les avocats sont principalement originaires d'un pays d'Afrique (30,2 %) et d'Amérique du Nord (7,3 %).</p>
<p>LES AVOCATS DE NATIONALITE FRANCAISE EGALEMENT INSCRITS A UN BARREAU ETRANGER</p>	<p>Au 1^{er} janvier 2024, 2 476 avocats sont inscrits à la fois à un barreau français et à un barreau étranger, soit 3,3 % de l'ensemble des avocats. La quasi-totalité d'entre eux sont inscrits au barreau de Paris (96,6 %). Près de la moitié d'entre eux (48,8 %) sont inscrits à un barreau d'un autre pays de l'Union Européenne et 28,1 % d'entre eux sont inscrits à un barreau des États-Unis.</p>
<p>LES BUREAUX SECONDAIRES ET SOCIETES INTER- BARREAUX</p>	<p>Au 1^{er} janvier 2024, le nombre de bureaux secondaires ouverts par des avocats dans le ressort du barreau dans lequel ils sont inscrits est de 1 924.</p> <p>À cette même date, le nombre de bureaux secondaires ouverts dans des ressorts de barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux s'élève à 1 219.</p> <p>Enfin, les sociétés inter-barreaux sont au nombre de 846.</p>
<p>LA DISCIPLINE DES AVOCATS</p>	<p>Au cours de l'année 2023, 118 enquêtes déontologiques ont été initiées, soit par le bâtonnier dans la grande majorité des cas (94,1 %), soit à la demande du procureur général (5,9 %).</p> <p>42 % des enquêtes clôturées en 2023 ont été classées et 52,3 % ont abouti à l'ouverture d'une procédure disciplinaire.</p> <p>Les saisines du conseil de discipline, au nombre de 158 durant l'année 2023 sont à l'initiative du bâtonnier dans 84,8 % des cas.</p> <p>Parmi les décisions prononcées, 14,9 % des procédures prennent fin en raison d'une ordonnance de rejet de la requête. Lorsqu'une sanction est prononcée, il s'agit dans près d'un tiers des cas d'une interdiction temporaire (avec ou sans sursis) et dans 15,1 % des cas d'une peine assortie d'une privation du droit d'exercer certaines fonctions représentatives.</p>

STATISTIQUES AU 1^{er} JANVIER 2024 DE LA PROFESSION D'AVOCAT

1 Nombre d'avocats

1.1 Avocats inscrits au tableau au 1^{er} janvier 2024

Au 1^{er} janvier 2024, **75 681** avocats ont été recensés sur l'ensemble du territoire national. Plus des deux tiers d'entre eux sont répartis sur 11 barreaux et plus de la moitié sur les trois barreaux les plus importants en nombre. Avec 32 729 avocats, le barreau de Paris concentre à lui seul plus de 43 % de l'effectif total. Les trois barreaux suivants (Lyon, Hauts-de-Seine et Marseille) totalisent 8 860 avocats (11,7 %).

Tableau 1
Nombre total d'avocats inscrits au tableau
Les deux tiers des avocats sont concentrés dans 11 barreaux

Barreau	Nombre total d'avocats au 1 ^{er} janvier 2024	% du total en France	Cumul (%)
TOTAL	75 681	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	32 729	43,2	43,2
LYON	3 820	5,0	48,3
HAUTS-DE-SEINE	2 537	3,4	51,6
MARSEILLE	2 503	3,3	55,0
BORDEAUX	2 022	2,7	57,6
TOULOUSE	1 811	2,4	60,0
LILLE	1 300	1,7	61,7
MONTPELLIER	1 249	1,7	63,4
NANTES	1 245	1,6	65,0
NICE	1 181	1,6	66,6
STRASBOURG	1 117	1,5	68,1

Les statistiques détaillées sur le nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 3 (tableau A1a).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

- **Une majorité de barreaux de petite taille**

Dans plus de la moitié des barreaux, le nombre d'avocats est inférieur à 100 (85 barreaux), tandis qu'il est supérieur à 500 dans seulement 20 et 164 barreaux. Les écarts de taille sont considérables, variant de 32 729 avocats pour le barreau de Paris à 15 avocats pour celui de Saint-Gaudens.

Tableau 2
Répartition des barreaux selon leur taille au 1^{er} janvier 2024

Taille des barreaux (nombre d'avocats)	Nombre de barreaux concernés	% du total des barreaux	Cumul (%)
TOTAL	164	100,0	
Moins de 50	38	23,2	23,2
De 50 à 99	47	28,7	51,8
De 100 à 249	37	22,6	74,4
De 250 à 499	22	13,4	87,8
De 500 à 999	9	5,5	93,3
De 1 000 à 3 820	10	6,1	99,4
32 729 (PARIS)	1	0,6	100,0

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

1.2 Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département

Le taux d'avocats par habitant a été calculé en rapportant le nombre d'avocats au 1^{er} janvier 2024 à la population totale estimée en 2024⁴.

Au niveau de la France métropolitaine, on compte 11,3 avocats pour 10 000 habitants en moyenne, mais ce taux varie beaucoup d'un département à l'autre. Les valeurs extrêmes concernent les départements de Paris et de la Meuse où l'on relève respectivement des taux de 156,8 pour 10 000 (soit un avocat pour 64 habitants) et de 1,1 pour 10 000.

Sur l'ensemble des départements français, huit seulement présentent des taux supérieurs à la moyenne nationale. Six sont situés dans la moitié sud de la France et deux en région parisienne (barreaux de Paris et des Hauts-de-Seine).

Tableau 3
Taux d'avocats pour 10 000 habitants dans les huit départements où ces taux sont supérieurs à la moyenne nationale

Département	Population au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
TOTAL FRANCE ENTIERE	68 923 626	75 681	11,0
France métropolitaine	66 142 961	74 418	11,3
<i>dont :</i>			
PARIS	2 087 577	32 729	156,8
RHONE	1 926 989	3 880	20,1
BOUCHES-DU-RHONE	2 078 397	3 471	16,7
ALPES-MARITIMES	1 119 571	1 772	15,8
HAUTS-DE-SEINE	1 651 407	2 537	15,4
HAUTE-GARONNE	1 487 804	1 826	12,3
GIRONDE	1 707 780	2 092	12,2
HERAULT	1 243 225	1 420	11,4

Les statistiques détaillées par département sont présentées en annexe 1 tableau A2.

Sources : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -" et INSEE, Estimations de population au 1^{er} janvier 2024.

La médiane à l'échelle départementale se situe à 3,8 avocats pour 10 000 habitants, ce qui signifie que la moitié des départements français ont plus de 3,8 avocats pour 10 000 habitants, tandis que l'autre moitié ont un taux plus bas. Les taux les plus faibles sont observés dans les départements de Mayotte (0,8 pour 10 000), de la Meuse (1,1), de la Haute-Saône (1,2) et de la Creuse (1,6).

⁴ Source : INSEE, Estimations de population au 1^{er} janvier 2024.

1.3 Proportion de femmes

Au 1^{er} janvier 2024, les femmes représentent 58,3 % de l'ensemble des avocats (44 155 contre 31 526 hommes). Cette proportion varie notablement d'un barreau à l'autre. Parmi les 11 plus grands barreaux⁵, c'est à Bordeaux qu'elle est la plus importante, avec 63,9 %.

Le nombre de femmes est supérieur à celui des hommes dans 151 barreaux, soit 92 % d'entre eux. La proportion de femmes est indépendante de la taille des barreaux. En effet, certains barreaux de petite taille comptent une majorité de femmes ; c'est le cas par exemple du barreau de la Haute-Saône dans lequel cette proportion atteint un maximum : 75,9 %. A l'inverse, d'autres barreaux comptent une faible proportion de femmes, tel que celui de Mayotte (26,9 %).

Les deux tiers des avocates se répartissent sur 12 barreaux. Plus de 2 avocates sur 5 sont inscrites au barreau de Paris (40,8 %).

Tableau 4
Nombre et proportion de femmes par barreau
Les deux tiers des femmes avocats sont concentrées dans 12 barreaux

Barreau	Nombre total d'avocats	Nombre de femmes avocates			Proportion de femmes (%)
		Nombre	%	Cumul (%)	
TOTAL	75 681	44 155	100,0		58,3
<i>dont :</i>					
PARIS	32 729	18 016	40,8	40,8	55,0
LYON	3 820	2 275	5,2	46,0	59,6
HAUTS-DE-SEINE	2 537	1 524	3,5	49,4	60,1
MARSEILLE	2 503	1 463	3,3	52,7	58,4
BORDEAUX	2 022	1 293	2,9	55,6	63,9
TOULOUSE	1 811	1 144	2,6	58,2	63,2
NANTES	1 245	772	1,7	60,0	62,0
MONTPELLIER	1 249	746	1,7	61,7	59,7
LILLE	1 300	704	1,6	63,3	54,2
STRASBOURG	1 117	661	1,5	64,8	59,2
NICE	1 181	650	1,5	66,2	55,0
RENNES	987	596	1,3	67,6	60,4

Les statistiques détaillées sur la proportion de femmes par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A3).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

⁵ Les onze plus grands barreaux sont Paris, Lyon, Marseille, Hauts-de-Seine, Bordeaux, Toulouse, Lille, Nantes, Montpellier, Nice et Strasbourg. Ils comptabilisent tous plus de 1 000 avocats inscrits.

Les professions d’avocat et de notaire sont les seules qui comptent une majorité de femmes (respectivement, 58,3% et 58%) parmi les professions judiciaires et juridiques.

En comparaison, la proportion de femmes est de à 30 % pour les avocats aux Conseils, de 42 % pour les greffiers des tribunaux de commerce et 44 % pour les commissaires de justice⁶.

1.4 Avocats et notaires : deux populations plus jeunes que les autres professions judiciaires et juridiques réglementées

Les avocats et les notaires sont les professions judiciaires et juridiques les plus jeunes. En moyenne, les avocats en exercice ont 47,4 ans pour les hommes et 42,4 ans pour les femmes. De leur côté, les notaires ont respectivement 47,2 ans et 43,9 ans en moyenne. Les plus âgés sont les avocats aux Conseils, avec un âge moyen de 56,1 ans pour les hommes et 51,9 pour les femmes.

Tableau 5
Nombre et âge moyen des avocats et des officiers publics et ministériels
- % de femmes -

Professions	Nombre	Part de femmes (%)	Âge moyen	
			Hommes	Femmes
Avocats*	75 681	58,3	47,4	42,4
Ensemble des OPM**	21 302	55,0	48,0	44,0
Notaires	17 528	58,0	47,2	43,9
Commissaires de justice	3 783	44,0	50,3	43,9
Greffiers des tribunaux de commerce	237	42,0	49,7	46,5
Avocats aux Conseils	125	30,0	56,1	51,9

Sources : *Pour l’âge moyen des avocats : CNBF- Rapport d’activité 2022 (Statistiques au 31 décembre 2022), **Ministère de la justice SG/SSER – Références Statistiques Justice 2024.

Dans l’ensemble des professions judiciaires et juridiques réglementées, les femmes sont en moyenne plus jeunes que les hommes, de 5 ans pour les avocats et de 4 ans pour les officiers publics et ministériels.

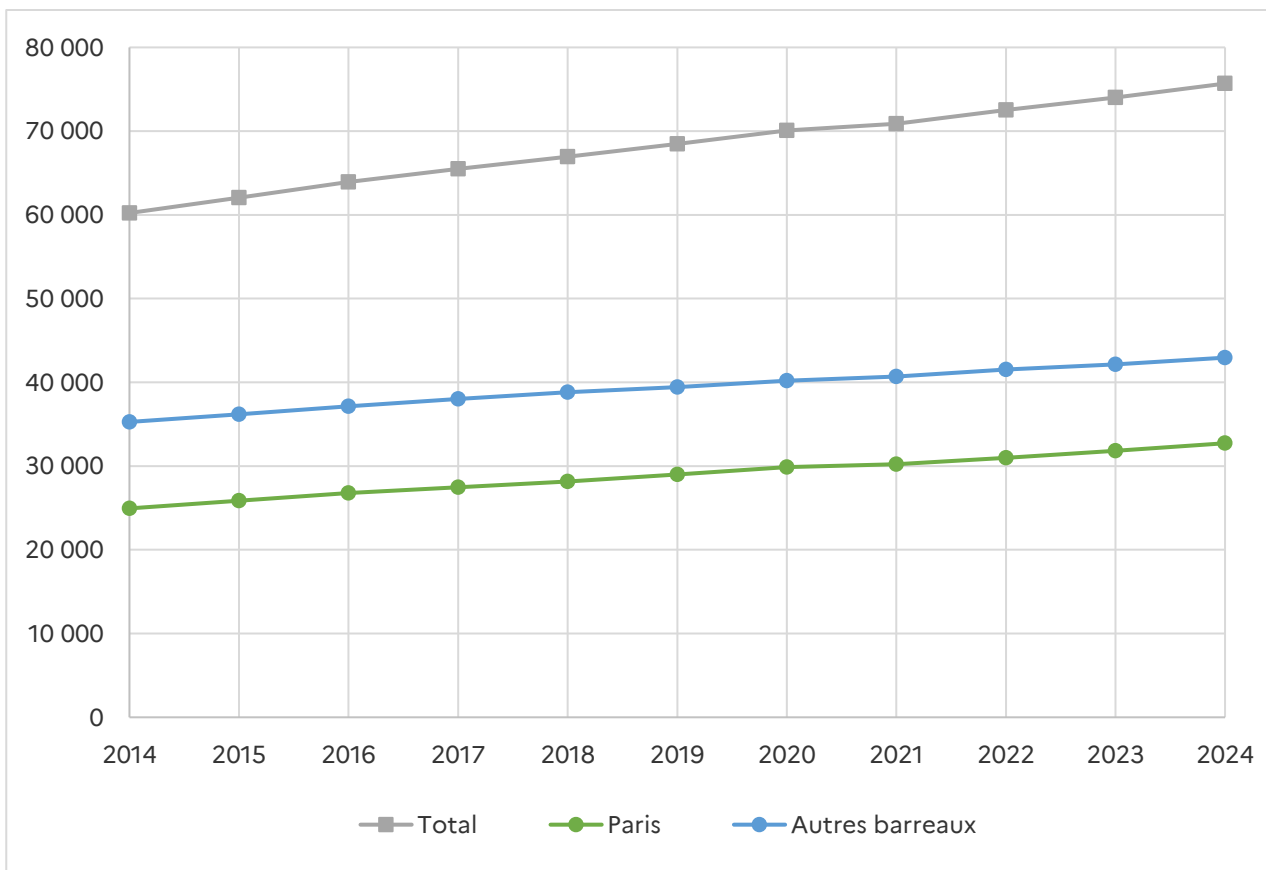
⁶ Source : Ministère de la justice, SG/SSER – Références Statistiques Justice 2024.

1.5 Evolution 2014-2024 du nombre d'avocats

Entre 2014 et 2024, la population totale des avocats s'est accrue de 25,7 %, passant de 60 223 à 75 681.

Sur cette période, les effectifs ont augmenté dans 124 barreaux tandis qu'ils ont diminué dans 36 autres, la plus forte augmentation étant observée devant le barreau de Saint-Pierre de La Réunion (+85 %), et la plus forte baisse devant le barreau d'Argentan (-28,6 %).

Figure 1
Evolution du nombre d'avocats entre 2014 et 2024



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat – situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les effectifs des 11 plus grands barreaux ont tous augmenté entre 2014 et 2024. L'accroissement relatif le plus important est observé devant celui de Bordeaux qui compte 706 avocats supplémentaires (+53,6 %), suivi par celui de Nantes (+43,8 %) et de Lyon (+40,3 %). Parallèlement, l'augmentation relative la plus faible concerne le barreau de Nice (+19,4 %) - voir annexe 4, tableau A4 -.

Tableau 6
Nombre d'avocats supplémentaires et contribution à la hausse totale enregistrée entre 2014 et 2024

Barreau	Nombre d'avocats supplémentaires	Contribution à la hausse (%)
TOTAL	15 458	100,0
<i>dont :</i>		
PARIS	7 780	50,3
LYON	1098	7,1
HAUTS-DE-SEINE	547	3,5
MARSEILLE	631	4,1
BORDEAUX	706	4,6
TOULOUSE	465	3,0
LILLE	192	1,2
MONTPELLIER	269	1,7
NANTES	379	2,5
NICE	192	1,2
STRASBOURG	282	1,8

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Le barreau de Paris a contribué à lui seul à plus de la moitié de l'augmentation de l'effectif total des avocats en 10 ans. En effet, sur les 15 458 avocats supplémentaires recensés sur l'ensemble du territoire entre 2014 et 2024, 7 780 sont inscrits au barreau de Paris. Avec 1 098 avocats de plus, le barreau de Lyon (2^{ème} plus grand barreau de France) n'y contribue qu'à hauteur de 7,1 %.

- **Une augmentation plus marquée pour les femmes**

Au niveau national, l'augmentation du nombre des avocats a été beaucoup plus marquée pour les femmes. En effet, leur nombre a progressé de 35,7 % (contre 13,8 % pour les hommes) entre 2014 et 2024. Elles ont ainsi contribué à hauteur de 75,2 % à l'augmentation globale relevée en 10 ans (11 624 femmes supplémentaires contre 3 834 hommes).

Tableau 7
Evolution du nombre d'avocats inscrits au barreau selon le sexe entre 2014 et 2024
Variation 2014-2024 (%)

Sexe	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2014-2024 (%)
TOTAL	60 223	68 464	70 073	70 894	72 521	73 998	75 681	25,7
Hommes	27 692	29 835	30 304	30 389	30 833	31 205	31 526	13,8
Femmes	32 531	38 629	39 769	40 505	41 688	42 793	44 155	35,7

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

1.6 Nouvelles inscriptions et désinscriptions au cours de l'année 2023

1.6.1 Nouvelles inscriptions au tableau au cours de l'année 2023

Au cours de l'année 2023, parmi les 5 020 avocats qui se sont inscrits à un barreau, pour 77,9% d'entre eux il s'agit d'une première inscription.

Plus de la moitié des nouvelles inscriptions de 2023 ont été enregistrées au barreau de Paris (50,8 %) et plus des deux tiers dans seulement 5 barreaux, notamment ceux des Hauts-de-Seine et de Lyon. Parmi les 143 barreaux répondants en 2024, 98 ont recensé moins de 10 nouvelles inscriptions en 2023 ; 14 barreaux qui n'en ont recensé aucune. Comme attendu, cette concentration géographique dans les plus grandes métropoles françaises est comparable à celle observée pour la répartition de l'ensemble des avocats recensés au 1^{er} janvier 2024.

Tableau 8
Nombre de nouvelles inscriptions à un barreau au cours de l'année 2023

Barreau	Nombre	% du total	Cumul (%)
TOTAL	5 020	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	2 549	50,8	50,8
HAUTS-DE-SEINE	272	5,4	56,2
LYON	264	5,3	61,5
MARSEILLE	185	3,7	65,1
BORDEAUX	182	3,6	68,8
TOULOUSE	120	2,4	71,2

Les statistiques détaillées sur les nouveaux inscrits par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A1b).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Dans 72,6 % des cas, les nouvelles inscriptions à un barreau en 2023 concernent des nouveaux titulaires du CAPA. Les avocats provenant d'un autre barreau représentent quant à eux 15,4 % des nouveaux inscrits. Les inscriptions particulières liées à des activités précédemment exercées sont plus rares (6,7 % des nouvelles inscriptions en 2023).

Au total, ce sont plus de 3 900 nouveaux avocats qui ont été recensés au cours de l'année 2023. Plus des deux tiers de ces nouveaux avocats sont des femmes (66,9 %), et cette part est d'autant plus importante parmi les nouveaux titulaires du CAPA (68,4 %).

Tableau 9
Motifs des nouvelles inscriptions au cours de l'année 2023

Motifs d'inscription	Nombre	%
TOTAL	5 020	100,0
Sous-total nouveaux avocats	3 911	77,9
-Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	3 647	72,6
-Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (qualité d'avocat hors l'UE)	121	2,4
-Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (passerelles-autres professionnels)	119	2,4
-Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (qualité d'avocat UE)	18	0,4
-Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (passerelles - magistrats, professeurs d'universités, avocats aux conseils, anciens avoués et anciens conseils juridiques)	6	0,1
En provenance d'un autre barreau	771	15,4
Autres	338	6,7

Note : Les 21 barreaux non-répondants en 2024 n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

1.6.2 Désinscriptions du tableau au cours de l'année 2023

Parallèlement aux nouvelles inscriptions, 3 641 avocats ont quitté le barreau dans lequel ils étaient inscrits au cours de l'année 2023. 41,4 % d'entre eux étaient inscrits au barreau de Paris. Il est suivi par les barreaux de Marseille et des Hauts-de-Seine avec respectivement 9,6 % et 7,4 % du total des désinscriptions en 2023.

Parmi les 143 barreaux répondants au 1^{er} janvier 2024, 103 dénombrent moins de 10 départs au cours de l'année passée, dont 16 barreaux où aucun départ n'a été recensé en 2023.

Tableau 10
Nombre de désinscriptions à un barreau au cours de l'année 2023

Barreau	Nombre	% du total	Cumul (%)
TOTAL	3 641	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	1 509	41,4	41,4
MARSEILLE	348	9,6	51,0
HAUTS-DE-SEINE	269	7,4	58,4
LYON	184	5,1	63,4
BORDEAUX	118	3,2	66,7
TOULOUSE	81	2,2	68,9
STRASBOURG	78	2,1	71,1

Les statistiques détaillées sur les désinscriptions par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A1c).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les deux causes de désinscriptions les plus fréquentes sont la démission (36,9 %) et l'omission volontaire (33,2 %). Le départ en retraite arrive quant à lui en troisième position (22,2 %). L'omission forcée (2,1 %) et la radiation (0,1 %) sont des motifs beaucoup plus rares.

Tableau 11
Motifs des désinscriptions au cours de l'année 2023

Motifs de désinscription	Nombre	%
TOTAL	3 641	100,0
Démission	1 345	36,9
Omission volontaire	1 210	33,2
Départ en retraite	810	22,2
Omission forcée	78	2,1
Radiation	4	0,1
Autres (dont décès)	194	5,3

Note : Les 21 barreaux non-répondants en 2024 n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

1.7 Avocats honoraires

Au 1^{er} janvier 2024, 7 225 avocats honoraires ont été recensés sur l'ensemble du territoire. Le barreau de Paris en compte 2 016 ce qui représente 27,9 % du total des avocats honoraires et plus de la moitié d'entre eux se répartissent sur 11 barreaux (*voir annexe 4, tableau A5*). Quarante barreaux recensent moins de 10 avocats honoraires, dont 2 barreaux qui n'en comptent aucun.

Plus de 6 avocats honoraires sur 10 sont des hommes (61,2 %). Parmi les 10 barreaux qui regroupent la moitié des avocats honoraires, c'est dans celui de Bordeaux que la proportion de femmes est la plus élevée (49,5 %) et dans celui de Lyon qu'elle est la plus faible (32,9 %).

Tableau 12
Nombre d'avocats honoraires selon le sexe et proportion de femmes (%)
Dix barreaux regroupent la moitié des avocats honoraires

Barreau	Nombre d'avocats honoraires			% de femmes
	Total	Hommes	Femmes	
TOTAL	7 225	4 423	2 802	38,8
<i>dont :</i>				
PARIS	2 016	1 146	870	43,2
LYON	292	196	96	32,9
MARSEILLE	238	152	86	36,1
HAUTS-DE-SEINE	199	116	83	41,7
BORDEAUX	194	98	96	49,5
NICE	172	97	75	43,6
TOULOUSE	155	92	63	40,6
VERSAILLES	140	71	69	49,3
MONTPELLIER	137	79	58	42,3
AIX-EN-PROVENCE	118	76	42	35,6

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Au 1^{er} janvier 2024, on dénombre 82 avocats honoraires de plus qu'au 1^{er} janvier 2023 (soit une hausse de 1,1 %). Ce nombre est donc resté relativement stable.

2 Les modes d'exercice

Les avocats peuvent exercer leur profession soit à *titre individuel*, soit au sein d'une *association ou d'une société*. Ils peuvent être employés en *qualité de salarié* ou de *collaborateur libéral* d'un avocat ou d'une société d'avocat⁷.

2.1 Exercice en majorité à titre individuel

Au 1^{er} janvier 2024, sur les 75 681 avocats, 36,1 % exercent à titre individuel, 32,1 % en qualité d'associé, 29,3 % en qualité de collaborateur et 2,5 % en qualité de salarié.

Tableau 13
- FRANCE ENTIERE -
Répartition par mode d'exercice pour 100 avocats (%)

Mode d'exercice	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL France entière	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
À titre individuel	36,2	36,3	36,3	36,4	35,9	36,0	36,1
En qualité d'associé	29,4	30,1	30,6	31,3	32,0	32,1	32,1
En qualité de collaborateur	29,2	29,5	29,4	28,9	29,1	29,2	29,3
En qualité de salarié	5,3	4,1	3,7	3,4	3,0	2,7	2,5

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les avocats exerçant à titre individuel restent les plus nombreux et leur proportion sur le total des avocats en exercice n'a connu que très peu de variations au cours de la période 2014-2024, se situant autour de 36 % chaque année.

La part des avocats exerçant en qualité d'associé a augmenté au cours de ces 10 dernières années, passant de 29,4 % à 32,1 %, tandis que celle des avocats exerçant en qualité de collaborateur est restée relativement stable entre ces deux dates, autour de 29 %. Enfin, l'exercice en qualité de salarié, qui était déjà le mode d'exercice le plus rare en 2014, a vu sa part divisée par deux, passant de 5,3 % en 2014 à 2,5 % en 2024.

Entre 2014 et 2024, les différents modes d'exercice ont connu des variations plus ou moins importantes. C'est le mode d'exercice « en qualité d'associé » qui a connu la plus forte augmentation (+37,6 %) suivi par l'exercice « en qualité de collaborateur » (+25,8 %) et par l'exercice « à titre individuel » (+25,5 %). L'exercice en qualité de salarié a connu une baisse entre ces deux dates (-40,6 %).

⁷ La profession d'avocat est une activité libérale réglementée qui peut être exercée par l'intermédiaire de plusieurs types de structure juridique : entreprise individuelle, société d'exercice libérale, société civile professionnelle.

Tableau 14
- FRANCE ENTIERE -
Evolution du nombre d'avocats selon le mode d'exercice
Variation 2014-2024 (%)

Mode d'exercice	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2014-2024 (%)
TOTAL France entière	60 223	68 464	70 073	70 894	72 521	73 998	75 681	25,7
À titre individuel	21 771	24 830	25 416	25 830	26 031	26 636	27 324	25,5
En qualité d'associé	17 677	20 620	21 473	22 209	23 223	23 776	24 328	37,6
En qualité de collaborateur	17 599	20 212	20 590	20 473	21 075	21 592	22 144	25,8
En qualité de salarié	3 176	2 802	2 594	2 382	2 192	1 994	1 885	-40,6

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

2.2 Barreau de Paris

Compte tenu du poids du **barreau de Paris** (qui concentre 43,2 % des avocats en France) et de son profil atypique, celui-ci a été isolé pour apprécier son évolution propre et la comparer à celle des autres barreaux.

Au 1^{er} janvier 2024, sur les 32 729 avocats parisiens, 39,1 % exercent en qualité de collaborateur, 30,6 % à titre individuel, 29,7 % en qualité d'associé et 0,6 % en qualité de salarié.

Tableau 15
- PARIS -
Répartition par mode d'exercice pour 100 avocats (%)

Mode d'exercice	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL Paris	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
À titre individuel	31,9	31,7	31,6	31,6	31,1	30,7	30,6
En qualité d'associé	26,3	27,5	27,9	28,8	29,5	29,6	29,7
En qualité de collaborateur	40,5	39,9	39,6	38,7	38,7	39,1	39,1
En qualité de salarié	1,3	1,0	0,9	0,8	0,8	0,6	0,6

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les avocats exerçant en qualité de collaborateur restent les plus nombreux au barreau de Paris et leur poids est resté relativement stable depuis 2014, autour de 40 %.

La prépondérance de ce mode d'exercice au barreau de Paris (qui concentre 57,7 % du total des avocats exerçant en tant que collaborateur en France) s'expliquerait en partie par le fait que ce choix est souvent considéré comme une étape permettant aux jeunes avocats d'acquérir une expérience, ce qui en constituerait donc le mode d'exercice privilégié en début de carrière.

Entre 2014 et 2024, le nombre d'avocats du barreau de Paris a augmenté de 31,2 %. Seul l'exercice en qualité de salarié a baissé (-34,2 %), sachant que leur part sur le total du barreau était déjà marginale il y a 10 ans. Ce sont les avocats exerçant en qualité d'associé qui ont connu la plus forte augmentation (+47,9 %) passant de 6 567 à 9 711, suivis de ceux exerçant en qualité de collaborateur (+26,5 %) et de ceux exerçant à titre individuel (+26 %).

Tableau 16
- PARIS -
Evolution du nombre d'avocats selon le mode d'exercice
Variation 2014-2024 (%)

Mode d'exercice	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2014-2024 (%)
TOTAL Paris	24 949	29 018	29 865	30 210	30 972	31 834	32 729	31,2
À titre individuel	7 954	9 210	9 444	9 561	9 632	9 775	10 021	26,0
En qualité d'associé	6 567	7 966	8 319	8 704	9 127	9 422	9 711	47,9
En qualité de collaborateur	10 109	11 564	11 836	11 691	11 977	12 435	12 787	26,5
En qualité de salarié	319	278	266	254	236	202	210	-34,2

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

2.3 Autres barreaux (hors Paris)

Dans les autres barreaux, la répartition des avocats selon le mode d'exercice est assez différente de celle du barreau de Paris. En effet, ce sont les avocats exerçant à titre individuel qui y sont majoritaires, un chiffre en légère progression depuis 10 ans (40,3 % en 2024 contre 39,2 % en 2014). Les avocats exerçant en qualité d'associé sont en deuxième position avec une part de 34 % du total en 2024 (ils étaient 31,5 % en 2014), tandis que les collaborateurs ne sont que troisièmes en nombre (alors qu'ils sont majoritaires au barreau de Paris) à hauteur de 21,8 %, une part assez stable depuis 10 ans. Les avocats exerçant en qualité de salarié sont les moins nombreux tout au long de la période 2014-2024 et ont même vu leur part divisée par 2 entre ces deux dates.

Tableau 17
Tableau 17 - HORS PARIS -
Répartition par mode d'exercice pour 100 avocats (%)

Mode d'exercice	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL hors Paris	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
À titre individuel	39,2	39,6	39,7	40,0	39,5	40,0	40,3
En qualité d'associé	31,5	32,1	32,7	33,2	33,9	34,0	34,0
En qualité de collaborateur	21,2	21,9	21,8	21,6	21,9	21,7	21,8
En qualité de salarié	8,1	6,4	5,8	5,2	4,7	4,3	3,9

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Entre le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} janvier 2024, le nombre d'avocats inscrits aux barreaux - hors barreau de Paris - a augmenté de 21,8 %.

Ce sont les avocats exerçant en qualité d'associé qui ont connu l'augmentation la plus forte (+31,6 %), suivis des avocats exerçant à titre individuel (+25,2 %).

Tableau 18
- HORS PARIS -
Evolution du nombre d'avocats selon le mode d'exercice
Variation 2014-2024 (%)

Mode d'exercice	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2014-2024 (%)
TOTAL hors Paris	35 274	39 446	40 208	40 684	41 549	42 164	42 952	21,8
À titre individuel	13 817	15 620	15 972	16 269	16 399	16 861	17 303	25,2
En qualité d'associé	11 110	12 654	13 154	13 505	14 096	14 354	14 617	31,6
En qualité de collaborateur	7 490	8 648	8 754	8 782	9 098	9 157	9 357	24,9
En qualité de salarié	2 857	2 524	2 328	2 128	1 956	1 792	1 675	-41,4

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

2.4 Disparités d'un barreau à l'autre

La répartition des avocats selon le mode d'exercice diffère sensiblement d'un barreau à l'autre, comme le montre le tableau ci-dessous qui regroupe les 20 barreaux comptant plus de 500 avocats :

Tableau 19
Répartition des avocats selon le mode d'exercice au 1^{er} janvier 2024 (%)
Vingt barreaux comptent plus de 500 avocats

Barreau	TOTAL	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
TOTAL	75 681	36,1	32,1	29,3	2,5
<i>dont :</i>					
PARIS	32 729	30,6	29,7	39,1	0,6
LYON	3 820	24,8	37,4	34,9	2,9
HAUTS-DE-SEINE	2 537	19,1	25,5	39,2	16,2
MARSEILLE	2 503	44,8	27,2	26,3	1,7
BORDEAUX	2 022	32,3	30,2	34,0	3,4
TOULOUSE	1 811	42,1	29,7	26,6	1,7
LILLE	1 300	40,2	28,9	26,5	4,5
MONTPELLIER	1 249	39,9	31,7	27,8	0,6
NANTES	1 245	26,4	37,4	27,5	8,7
NICE	1 181	56,6	24,0	17,4	2,0
STRASBOURG	1 117	36,2	30,3	30,4	3,0
RENNES	987	20,7	40,6	28,7	10,0
AIX-EN-PROVENCE	890	46,5	32,5	20,3	0,7
VERSAILLES	755	56,6	27,0	15,5	0,9
SEINE-SAINT-DENIS	639	80,8	11,4	7,7	0,2
GRENOBLE	606	38,8	42,2	15,5	3,5
GRASSE	591	49,6	32,7	16,6	1,2
VAL-DE-MARNE	584	65,8	18,3	14,6	1,4
ROUEN	531	35,2	41,1	18,8	4,9
TOULON	515	55,5	29,7	11,1	3,7

Les statistiques détaillées par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A6).

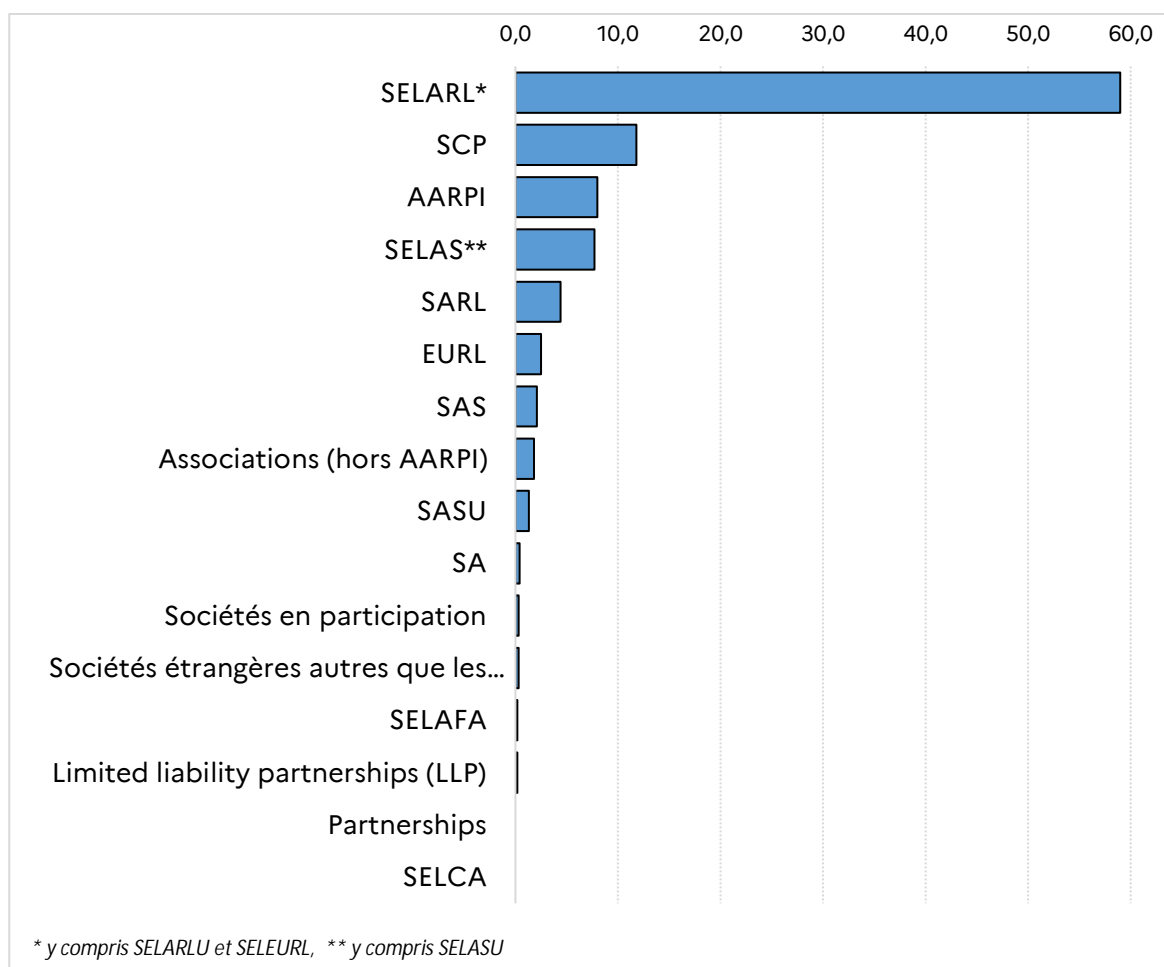
Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les avocats exerçant à titre individuel sont majoritaires dans 12 des 20 plus grands barreaux. Comme les années précédentes, la répartition par mode d'exercice des avocats du barreau des Hauts-de-Seine est atypique puisque 16,2 % d'entre eux exercent en qualité de salarié, alors que cette part ne s'élève qu'à 2,5 % à l'échelle nationale. Les barreaux de Lyon, Nantes, Rennes, Grenoble et Rouen comptent quant à eux une majorité d'avocats exerçant en qualité d'associé. Enfin, les avocats exerçant en qualité de collaborateur ne sont majoritaires que dans 3 des 20 plus grands barreaux de France (Paris, Hauts-de-Seine et Bordeaux).

3 Groupements d'exercice

Les avocats exerçant en groupe peuvent le faire au sein de différentes formes de structures. Au 1^{er} janvier 2024, on compte 13 404 groupements d'exercice dont la quasi-totalité sont des sociétés mono-professionnelles (99,3 %). Près des deux tiers de ces groupements d'exercice sont des sociétés d'exercice libéral, et plus particulièrement des SELARL⁸ qui est la forme de groupements d'exercice la plus fréquente (59 %). Les sociétés civiles professionnelles (SCP) représentent 11,8 % des groupements, suivies des associations (9,8 %, y compris AARPI).

Figure 2
Répartition des groupements d'exercice au 1^{er} janvier 2024 (en % du total)



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Au niveau national, le nombre moyen de groupements par barreau s'élève à 82 (et à 51 en excluant le barreau de Paris). Plus de la moitié des groupements se concentrent sur cinq barreaux ; plus d'un tiers dans le seul barreau de Paris (37,8 %).

Les SELARL sont majoritaires dans ces cinq barreaux. Certaines formes de groupements d'exercice ne sont que très peu représentées, notamment les sociétés anonymes et les partnerships. Par ailleurs, aucune société d'exercice libéral en commandite par actions n'a été recensée au 1^{er} janvier 2024.

⁸ Y compris SELARLU et SELEURL.

Tableau 20
Répartition des groupements d'exercice par barreau au 1^{er} janvier 2024 (%)
Dix-neuf barreaux comptent plus de 200 groupements

Barreau	Nombre total de sociétés	SELARL*	SCP	AARPI**	SELAS***	SARL	EURL	SAS	Assocs.	SASU	Autres ****
TOTAL	13 404	59,0	11,8	8,0	7,7	4,4	2,5	2,1	1,8	1,3	1,3
<i>dont :</i>											
PARIS	5 072	58,4	4,6	12,8	9,3	1,0	6,4	2,1	1,8	2,3	1,4
LYON	737	72,7	5,0	4,9	6,9	7,3	0,4	1,9	0,0	0,7	0,1
MARSEILLE	384	61,2	8,1	9,1	7,0	6,3	0,0	2,9	4,4	1,0	0,0
BORDEAUX	377	68,4	8,5	4,8	8,5	6,9	0,0	2,1	0,5	0,3	0,0
TOULOUSE	296	57,1	17,6	6,1	9,1	5,4	0,7	2,7	0,7	0,3	0,3
NANTES	241	56,4	3,7	1,2	2,1	30,7	0,0	2,9	1,2	0,8	0,8
MONTPELLIER	208	51,0	26,9	1,4	4,3	13,0	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5
LILLE	208	52,4	10,1	11,1	7,2	6,3	0,0	7,2	5,3	0,5	0,0
RENNES	199	74,9	8,0	1,0	6,0	7,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,5
AIX-EN-PROVENCE	190	55,3	18,9	4,7	10,0	4,7	0,0	2,1	3,2	0,5	0,5
NICE	176	63,6	11,4	7,4	9,7	1,7	0,0	2,3	2,8	0,6	0,6
STRASBOURG	173	54,9	6,9	11,6	7,5	8,7	0,0	6,4	2,3	1,2	0,6
TOULON	164	45,1	7,3	17,1	6,1	9,1	0,0	1,8	12,2	0,0	1,2
HAUTS-DE-SEINE	163	45,4	8,6	11,0	17,2	4,3	0,6	0,0	0,0	7,4	5,5
ROUEN	141	75,9	10,6	2,1	7,8	1,4	0,0	1,4	0,0	0,7	0,0
GRASSE	140	56,4	17,9	10,0	10,0	1,4	0,0	1,4	2,9	0,0	0,0
GRENOBLE	138	71,7	10,1	0,0	5,8	12,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VERSAILLES	108	53,7	19,4	8,3	9,3	5,6	0,0	0,0	3,7	0,0	0,0
DIJON	107	35,5	29,0	3,7	7,5	16,8	0,0	5,6	0,0	0,0	1,9

Y compris SELARLU et SELEURL, **Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, *y compris SELASU, ****Sont inclus dans les « autres », les sociétés en participation, les sociétés étrangères, les LLP, les partnerships, les SA, les SELAFA et les SELCA.*

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A7a).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Entre 2014 et 2024, le nombre de groupements a augmenté de 77 %, passant de 7 570 à 13 404. Le nombre de SELARL a plus que doublé, passant de 3 706 à 7 906, tandis que celui des SCP a diminué de 32 %.

La répartition selon les formes de groupements a connu de forts changements au cours des années 2014-2024. La part des SCP est notamment passée de 30,7 % à 11,8 %. Parallèlement, la part des SEL (toutes formes confondues) a connu une progression importante, passant de 53,4 % au 1^{er} janvier 2014 à 66,7 % au 1^{er} janvier 2024.

Tableau 21
Evolution du nombre de groupements d'exercice sur 10 ans
Variation 2023-2024 (%)

Forme des groupements	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2023-2024 (%)
TOTAL	7 570	9 799	10 557	11 310	12 842	12 761	13 404	5,0
SELARL	3 043	4 244	4 463	4 833	5 007	5 276	5 576	5,7
SELARLU/SELEURL	663	1 183	1 414	1 609	1 754	2 004	2 330	16,3
SCP	2 327	2 076	1 984	1 904	1 761	1 709	1 588	-7,1
AARPI*	491	883	934	965	1 040	1 061	1 071	0,9
SELAS/SELASU	340	675	776	820	1 674	956	1 034	8,2
SARL	12	121	277	320	406	539	589	9,3
EURL	1	38	10	118	208	273	341	24,9
SAS	-	116	185	187	251	286	277	-3,1
Associations	487	312	319	275	264	241	242	0,4
SASU	-	-	38	104	132	167	178	6,6
Autres**	206	151	167	175	345	249	178	-28,5

*Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, **Sont inclus dans les « autres », les sociétés en participation, les sociétés étrangères, les LLP, les partnerships, les SA, les SELAFA et les SELCA.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Tableau 22
Evolution de la structure des groupements d'exercice sur 10 ans (%)

Forme des groupements	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SELARL	40,2	43,3	42,3	42,7	39,0	41,3	41,6
SELARLU/SELEURL	8,8	12,1	13,4	14,2	13,7	15,7	17,4
SCP	30,7	21,2	18,8	16,8	13,7	13,4	11,8
AARPI*	6,5	9,0	8,8	8,5	8,1	8,3	8,0
SELAS/SELASU	4,5	6,9	7,4	7,3	13,0	7,5	7,7
SARL	0,2	1,2	2,6	2,8	3,2	4,2	4,4
EURL	0,0	0,4	0,1	1,0	1,6	2,1	2,5
SAS	-	1,2	1,8	1,7	2,0	2,2	2,1
Associations	6,4	3,2	3,0	2,4	2,1	1,9	1,8
SASU	-	-	0,4	0,9	1,0	1,3	1,3
Autres**	2,7	1,5	1,6	1,5	2,7	2,0	1,3

*Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, **Sont inclus dans les « autres », les sociétés en participation, les sociétés étrangères, les LLP, les partnerships, les SA, les SELAFA et les SELCA.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

La loi croissance de 2015⁹ a prévu la création, par voie d'habilitation, de sociétés pluri-professionnelles ayant pour objet l'exercice en commun de plusieurs des professions d'avocat, d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, de notaire, d'huissier de justice, de commissaire-priseur judiciaire, d'administrateur judiciaire, de mandataire judiciaire, de conseil en propriété industrielle et d'expert-comptable. Cette habilitation a conduit à l'adoption de l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.

Les avocats ont pour le moment fait peu usage de la possibilité de créer des sociétés pluri-professionnelles. En effet, sur les 13 404 structures recensées dans les barreaux au 1^{er} janvier 2024, on en dénombre seulement 93, soit 0,7 % du total. Les structures les plus fréquentes parmi les sociétés pluri-professionnelles dans les barreaux sont les SAS (27 sociétés), les SELARL (21) et les SARL (18) (voir tableau annexe A7b).

4 Sociétés de participations financières de profession libérale

Depuis le décret n°2004-852 du 23 août 2004 les avocats peuvent constituer une société de participations financières de profession libérale (SPFPL). Au 1^{er} janvier 2024, on dénombre 1 348 sociétés de participations financières de profession libérale. La grande majorité de ces sociétés possèdent un capital détenu exclusivement par des avocats (97,5 %). Seules 34 SPFPL ont un capital ouvert à d'autres professions.

Tableau 23
Répartition des sociétés de participations financières de profession libérale
Onze barreaux comptent plus de 20 SPFPL

Barreau	Total		Dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	Dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
TOTAL	1 348	100,0	1 314	34
<i>dont :</i>				
PARIS	464	34,4	444	20
LYON	165	12,2	165	0
RENNES	65	4,8	65	0
BORDEAUX	53	3,9	53	0
NANTES	46	3,4	46	0
TOULOUSE	31	2,3	31	0
MARSEILLE	30	2,2	30	0
AIX-EN-PROVENCE	24	1,8	24	0
STRASBOURG	23	1,7	23	0
SAINT-ETIENNE	23	1,7	23	0
CAEN	20	1,5	20	0

Les statistiques détaillées relatives au nombre de SPFPL sont présentées en annexe 4 (tableau A7c).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

⁹ [Article 65](#) - LOI n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Plus de la moitié des SPFPL sont réparties sur trois barreaux : ceux de Paris (34,4 %), Lyon (12,2 %) et Rennes (4,8 %). Le barreau de Paris concentre également 20 des 34 SPFPL dont le capital est ouvert à d'autres professions que les avocats.

5 Groupements de moyens et autres groupements

Les dernières évolutions du cadre juridique applicable aux professions libérales ont contribué à assouplir les modalités d'exercice, contribuant à une diversification des structures au sein desquelles les avocats exercent. Dans le prolongement de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, qui a notamment assoupli le principe d'unicité d'exercice, l'ordonnance n°2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées et le décret n° 2024-872 du 14 août 2024 relatif à l'exercice en société de la profession d'avocat ont clarifié et harmonisé le régime des structures d'exercice.

Ces évolutions ont favorisé le développement de configurations plus diversifiées. Dans ce contexte, les groupements de moyens (SCM, GIE, GEIE), bien que juridiquement distincts des structures d'exercice, s'inscrivent pleinement dans l'organisation des cabinets. Dès lors, la collecte d'informations plus précises sur ces formes de groupement apparaît nécessaire afin de mieux appréhender les modalités d'exercice des avocats, et d'assurer un suivi des évolutions structurelles de la profession, dans le respect des exigences légales et déontologiques.

Au 1^{er} janvier 2024, on recense 1 776 groupements de moyens (et autres groupements). Plus de la moitié de ces groupements de moyens ont leur siège social situé dans le ressort du barreau de Paris (52,1 %). Plus des trois quarts des sièges sociaux de ces groupements sont répartis dans les ressorts de 7 barreaux seulement.

Tableau 24
Nombre et répartition des groupements de moyens parmi les barreaux

Barreau	TOTAL		SCM	GIE	GEIE	Autres**
	Nombre	%				
TOTAL France entière*	1 776	100,0	550	84	10	1 132
<i>dont :</i>						
PARIS	925	52,1	356	67	10	492
MARSEILLE	102	5,7	58	3	0	41
RENNES	95	5,3	18	0	0	77
NANTES	71	4,0	7	4	0	60
ESSONNE	64	3,6	1	0	0	63
TOULOUSE	60	3,4	16	0	0	44
MONTPELLIER	51	2,9	10	2	0	39

* à l'exclusion des 21 barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête en 2024

** Cabinets groupés, etc.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -"

6 Mentions de spécialisation

L'article 12-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, et les articles 86 à 92-6 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat déterminent les conditions d'obtention et d'usage des mentions de spécialisation des avocats. Les avocats passent un entretien-discussion avec un jury spécialisé qui procède à leur audition, à partir des éléments de leur dossier, dont l'objectif est de valider leurs compétences professionnelles.

Le nombre de mentions susceptibles d'être usitées par un même avocat est limité à deux. Les avocats spécialisés sont par ailleurs astreints à une obligation de formation continue renforcée dans le ou les domaines de la spécialité dont ils ont le droit de faire usage.

L'arrêté du 28 décembre 2011 modifié par les arrêtés du 1^{er} et du 20 octobre 2021 fixe la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat.

6.1 Proportion d'avocats titulaires d'une mention de spécialisation

Toutes matières confondues, la proportion d'avocat titulaire d'une mention de spécialisation s'élève à 9% au niveau national. Cette proportion varie considérablement d'un barreau à l'autre. Ainsi, parmi les barreaux composés de plus de 100 avocats, le taux de spécialisation le plus élevé est observé au barreau de Nancy (22,3 %). Devant le barreau de Paris, ce taux atteint 5,2 %.

6.2 Forte concentration des mentions de spécialisation

Au 1^{er} janvier 2024, 6 825 mentions de spécialisation ont été recensées au niveau national. On observe ici encore une forte concentration géographique : 8 barreaux regroupent plus de la moitié des mentions de spécialisation. Les avocats du barreau de Paris arrivent en tête avec 1 686 mentions, soit 24,7 % de l'ensemble, suivi du barreau de Lyon (6,7 %). Parallèlement, dans 18 barreaux, les avocats ne sont titulaires d'aucune mention.

Plus de la moitié des mentions sont concentrées sur cinq spécialités. Le droit du travail arrive en première position, représentant 19,6 % des mentions, suivi du droit fiscal et douanier (10,4 %), du droit de la sécurité sociale (9,2 %), du droit immobilier (8,2 %) et enfin du droit des sociétés (7,5 %).

Tableau 25
Répartition des mentions de spécialisation par barreau au 1^{er} janvier 2024
Douze barreaux comptent plus de 100 mentions de spécialisation

Barreau	Nombre de mentions de spécialisation	% du total	Cumul (%)
TOTAL FRANCE ENTIERE	6 825	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	1 686	24,7	24,7
LYON	458	6,7	31,4
MARSEILLE	288	4,2	35,6
MONTPELLIER	252	3,7	39,3
LILLE	241	3,5	42,9
BORDEAUX	236	3,5	46,3
TOULOUSE	234	3,4	49,7
HAUTS-DE-SEINE	225	3,3	53,0
NANTES	150	2,2	55,2
RENNES	149	2,2	57,4
STRASBOURG	121	1,8	59,2
NICE	114	1,7	60,9

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Tableau 26
Répartition des mentions de spécialisation par spécialité au 1^{er} janvier 2024
Les deux tiers des mentions sont concentrées sur 7 spécialités

Mention de spécialisation	Nombre	% du total	Cumul (%)
TOTAL FRANCE ENTIERE	6 825	100,0	
<i>dont :</i>			
Droit du travail	1 338	19,6	19,6
Droit fiscal et droit douanier	713	10,4	30,1
Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	630	9,2	39,3
Droit immobilier	557	8,2	47,4
Droit des sociétés	510	7,5	54,9
Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	483	7,1	62,0
Droit public	434	6,4	68,4

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A8).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Certaines mentions de spécialisation peuvent être associées aux particularités locales. Ainsi, on dénombre un avocat spécialisé dans le droit rural au sein de 33 barreaux différents au 1^{er} janvier 2024, alors que cette spécialité ne représente que 0,8 % des mentions à l'échelle nationale. Une partie importante de ces barreaux se situent dans des territoires ruraux, et un tiers d'entre eux ont un nombre total de mentions inférieur à 10 (le barreau de Villefranche-sur-Saône compte par exemple 3 mentions de spécialisation en droit rural sur 5 mentions au total).

6.3 Variation du nombre de mentions de spécialisation

Tableau 27
Évolution du nombre de mentions de spécialisation en France sur 10 ans
Variation 2014-2024 (%)

2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2014-2024 (%)
10 116	8 487	7 990	7 228	7 233	6 962	6 825	-32,5

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

La tendance générale observée durant la dernière décennie est une baisse progressive d'année en année du nombre total de mentions de spécialisations dont font usage les avocats. En 10 ans, ce nombre a diminué de 32,5 %, avec près de 3 300 mentions de spécialisation recensées en moins entre 2014 et 2024.

7 Avocats étrangers inscrits à un barreau français

7.1 Répartition géographique des avocats étrangers

Au 1^{er} janvier 2024, 2 708 avocats étrangers ont été recensés sur l'ensemble du territoire, soit 36,3 % de plus qu'au 1^{er} janvier 2014 (721 avocats étrangers supplémentaires) mais 2 % de moins qu'au 1^{er} janvier 2023 (65 avocats étrangers en moins). Parmi les 13 barreaux qui comptent au moins 20 avocats étrangers en 2024, les augmentations relatives les plus fortes concernent les barreaux de Nantes, Marseille, Nice et Lyon. Avec 511 avocats supplémentaires, le barreau de Paris a quant à lui participé à hauteur de 71 % à l'augmentation globale du nombre d'avocats étrangers en 10 ans.

7.1.1 Très forte concentration géographique des avocats étrangers

Les avocats étrangers sont inscrits au tableau de 75 barreaux, dont près des trois quarts d'entre eux à celui de Paris (74,3 %). Avec 2,9 %, le barreau de Lyon arrive en seconde position (79 avocats étrangers). Notons que 29 barreaux ne comptent qu'un seul avocat étranger et que 89 n'en comptent aucun.

Tableau 28
Nombre d'avocats étrangers par barreau
Treize barreaux comptent plus de 20 avocats étrangers

Barreau	Nombre total d'avocats	Avocats étrangers			Proportion d'avocats étrangers (%)
		Nombre	%	Cumul (%)	
TOTAL	75 681	2 708	100,0		3,6
<i>dont :</i>					
PARIS	32 729	2 012	74,3	74,3	6,1
LYON	3 820	79	2,9	77,2	2,1
HAUTS-DE-SEINE	2 537	64	2,4	79,6	2,5
BORDEAUX	2 022	56	2,1	81,6	2,8
MARSEILLE	2 503	54	2,0	83,6	2,2
NICE	1 181	46	1,7	85,3	3,9
TOULOUSE	1 811	41	1,5	86,9	2,3
SEINE-SAINT-DENIS	639	39	1,4	88,3	6,1
LILLE	1 300	37	1,4	89,7	2,8
NANTES	1 245	33	1,2	90,9	2,7
VERSAILLES	755	21	0,8	91,7	2,8
AIX-EN-PROVENCE	890	20	0,7	92,4	2,2
VAL-DE-MARNE	584	20	0,7	93,1	3,4

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les avocats étrangers représentent 3,6 % de l'ensemble des avocats inscrits à un barreau en France. Pour les barreaux dans lesquels ils sont les plus nombreux, cette part varie de 6,1 % pour le barreau de Paris à 2,1 % pour celui de Lyon.

7.1.2 Nationalité des avocats étrangers exerçant dans des barreaux français

Parmi les 2 708 avocats étrangers recensés au 1^{er} janvier 2024, 1 082 sont originaires d'un pays de l'Union européenne, soit 40 %. Pour la plus grande part d'entre eux, ils sont originaires d'Allemagne, d'Italie et de Belgique (respectivement 7,8 %, 7,5 % et 5,3 % du total des avocats étrangers).

Hors Union européenne, les avocats étrangers inscrits à un barreau français sont au nombre de 1 626. Ils sont principalement originaires d'un pays d'Afrique continentale (30,2 % du total des avocats étrangers), d'Amérique du Nord (7,3 %) ou du Royaume-Uni (6,2 %).

Tableau 29
Répartition des avocats étrangers selon les nationalités
les plus représentées au 1^{er} janvier 2024

Nationalité	Nombre d'avocats étrangers	%
TOTAL	2 708	100,0
TOTAL Union Européenne	1 082	40,0
<i>dont :</i>		
Allemagne	210	7,8
Italie	203	7,5
Belgique	144	5,3
Espagne	95	3,5
Roumanie	81	3,0
Bulgarie	63	2,3
Grèce	54	2,0
Portugal	49	1,8
Pays-Bas	34	1,3
Pologne	33	1,2
Luxembourg	21	0,8
TOTAL hors Union Européenne	1 626	60,0
Afrique hors Maghreb	471	17,4
Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	347	12,8
Royaume-Uni	168	6,2
États-Unis	116	4,3
Proche et Moyen-Orient	96	3,5
Amérique centrale et du Sud	95	3,5
Europe centrale et orientale	89	3,3
Canada	80	3,0
Europe occidentale hors UE (dont Suisse)	72	2,7
Asie	48	1,8
Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	35	1,3
Australie	9	0,3

Les statistiques plus détaillées sont présentées en annexe 4 (tableau A9a).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

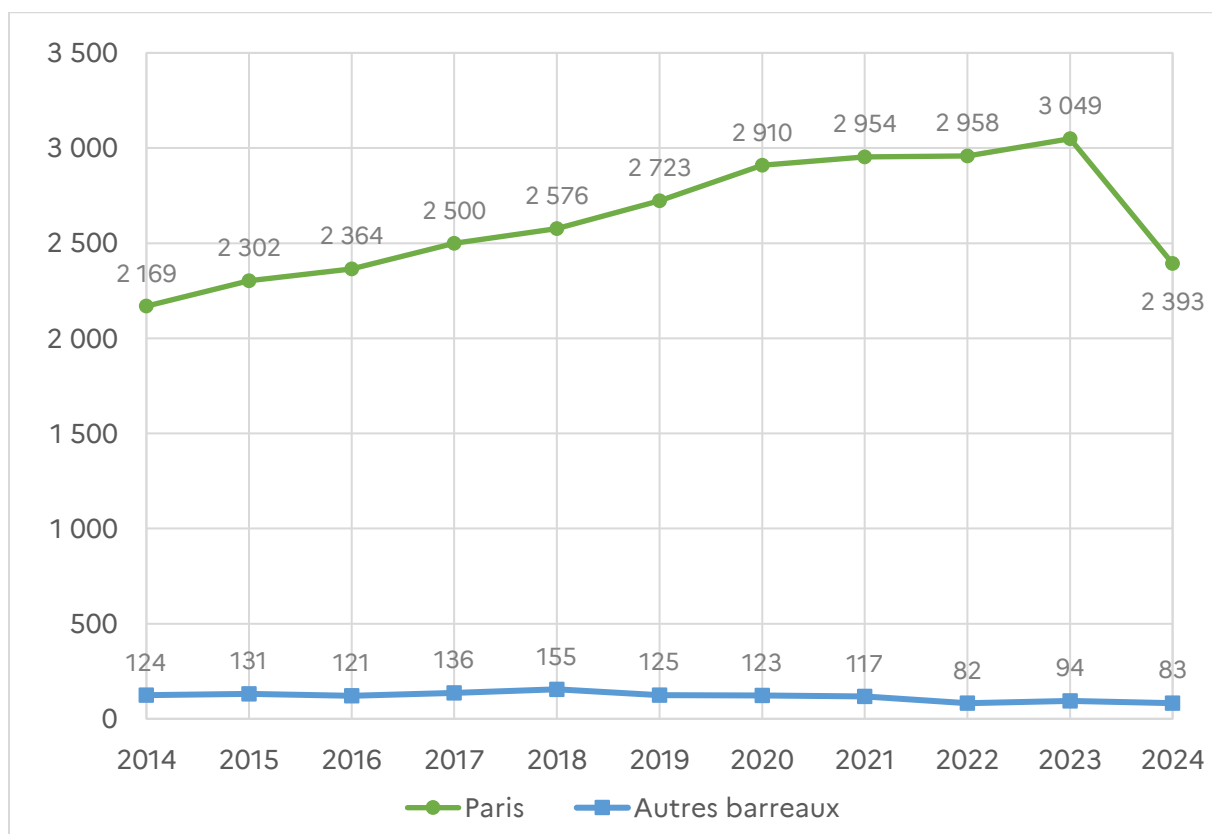
7.2 Exercice de la profession d'avocat par les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne selon qu'ils exercent sous le titre français d'avocat ou leur titre d'origine

Sur les 1 082 avocats étrangers issus d'un pays de l'Union européenne, plus de huit sur dix exercent sous le titre français d'avocat¹⁰ (82,8 %). Pour les deux nationalités les plus représentées, cette proportion atteint 81 % pour les avocats d'origine allemande et 81,3 % pour ceux d'origine italienne. Hors Union européenne, on peut également noter que sur les 168 avocats britanniques inscrits dans un barreau français au 1^{er} janvier 2024, 145 exercent sous le titre français d'avocat, ce qui représente 86,3 % d'entre eux (voir annexe 4, tableau A9b).

8 Avocats de nationalité française également inscrits à un barreau étranger¹¹

Au 1^{er} janvier 2024, 2 476 avocats sont inscrits à la fois à un barreau français et à un barreau étranger, soit 3,3 % des avocats. La quasi-totalité d'entre eux sont inscrits au barreau de Paris (96,6 %), comme le montre le graphique ci-dessous :

Figure 3
Evolution du nombre d'avocats inscrits à un barreau étranger entre 2014 et 2024



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

¹⁰ Il s'agit des avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27 novembre 1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31 décembre 1971 (Réforme de la loi du 11 février 2004).

¹¹ Le nombre d'avocats de nationalité étrangère inscrits à la fois à un barreau français et à un barreau étranger n'est pas connu.

Au 1^{er} janvier 2024, le nombre d'avocats parisiens inscrits à un barreau étranger représente 7,3 % de l'effectif total du barreau. De 2014 à 2023, on observait une augmentation régulière de leur nombre, passant même au-dessus des 3 000 avocats, avant de connaître une forte baisse en 2024, où ils sont au nombre de 2 393 (-21,5%). Le nombre relatif aux autres barreaux (hors Paris) est resté relativement stable jusqu'en 2021 (autour de 125 avocats), puis a connu une baisse en 2022. Ils sont 83 avocats en 2024 (voir annexe 4, tableau A10b).

Sur les 1 209 avocats inscrits également dans un barreau d'un pays de l'Union européenne au 1^{er} janvier 2024, plus du tiers le sont en Belgique (413 avocats inscrits), suivi par le Luxembourg (186), l'Allemagne (176) et l'Espagne (133).

Hors Union européenne, les avocats inscrits à un barreau d'Amérique du Nord représente plus de la moitié du total (708 sur 1 267). On relève aussi 127 avocats inscrits à un barreau Suisse (voir annexe 4, tableau A10a).

Tableau 30
Répartition des avocats également inscrits à un barreau étranger selon les pays les plus représentés au 1^{er} janvier 2024

Pays	Nombre	% du total	% (pour 100 UE et pour 100 hors UE)
TOTAL	3 143	100,0	
TOTAL Union Européenne	1 209	48,8	100,0
<i>dont :</i>			
Belgique	413	16,7	34,2
Luxembourg	186	7,5	15,4
Allemagne	176	7,1	14,6
Espagne	133	5,4	11,0
Italie	116	4,7	9,6
Grèce	32	1,3	2,6
Roumanie	25	1,0	2,1
Pays-Bas	24	1,0	2,0
Irlande	23	0,9	1,9
Portugal	21	0,8	1,7
TOTAL hors Union Européenne	1 267	51,2	100,0
<i>dont :</i>			
États-Unis	695	28,1	54,9
Confédération Suisse	127	5,1	10,0
Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	88	3,5	6,9
Amérique centrale et du Sud	83	3,4	6,6
Proche et Moyen-Orient	81	3,3	6,4
Afrique hors Maghreb	66	2,7	5,2
Asie	45	1,8	3,6
Europe centrale et orientale	20	0,8	1,6
Europe occidentale hors UE et Suisse	21	0,7	1,7

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

9 Avocats étrangers inscrits à un barreau d'un Etat non-membre de l'Union européenne, inscrits sur la liste spéciale du barreau et exerçant l'activité de consultation juridique et de rédaction d'acte sous seing privé pour autrui

Conformément aux principes européens de liberté d'établissement et de libre prestation de services, ainsi que des dispositifs encadrant la reconnaissance des qualifications professionnelles, le cadre applicable à l'exercice en France d'avocats inscrits auprès de barreaux d'Etat tiers a été précisé par le décret n°91-1197 du 27 novembre 1991, notamment ses articles 204-16 à 204-19.

Ces dispositions organisent les conditions dans lesquelles les avocats peuvent être admis à exercer des activités de consultation juridique et de rédaction d'actes sous seing privé pour autrui, sous le contrôle des ordres. Dans un contexte d'internationalisation accrue du marché du droit et de renforcement des exigences de traçabilité et de régulation, le recueil d'informations relatives à ces avocats étrangers apparaît opportun pour apprécier l'ampleur de ces modalités d'exercice qui demeurent récentes.

Au 1^{er} janvier 2024, 64 avocats étrangers dans cette situation ont été recensés. Plus de la moitié d'entre eux sont originaires d'un pays d'Europe occidentale hors UE (33 sur 64), tandis que 16 sont originaires d'un pays d'Afrique, 10 d'Europe centrale et orientale et 5 d'Amérique centrale et du sud.

Les barreaux comptant le plus d'avocats étrangers dans cette situation sont ceux de Paris (25 sur 64) et Strasbourg (20) - (voir annexe 4, tableau A10c).

10 Bureaux secondaires et sociétés inter-barreaux

Aux termes de l'article 8-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, l'avocat peut établir un ou plusieurs bureaux secondaires, après déclaration au conseil de l'ordre du barreau auquel il appartient. Lorsque le bureau secondaire est situé dans le ressort d'un barreau différent de celui où est établie sa résidence professionnelle, l'avocat doit en outre demander l'autorisation du conseil de l'ordre du barreau dans le ressort duquel il envisage d'établir un bureau secondaire.

En application de l'article 95 du décret du 27 novembre 1991 précité organisant la profession d'avocat, le conseil de l'ordre arrête le tableau qui comprend la section des personnes physiques et la section des personnes morales. L'ouverture d'un bureau secondaire dans le ressort du barreau auprès duquel l'avocat est inscrit est portée sur le tableau après le nom de l'avocat. La liste des avocats qui ont été autorisés à ouvrir un bureau secondaire dans le ressort du barreau alors qu'ils ne sont pas inscrits au tableau de ce barreau est annexée à ce tableau.

10.1 Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux s'élève à 1 924 au 1^{er} janvier 2024.

La moitié d'entre eux sont situés dans 17 barreaux, dont 10,4 % dans celui de Bordeaux, 6,7 % dans celui de Strasbourg et 5,6 % dans celui de Toulouse. Enfin, 19 barreaux (dont le barreau de Paris) ne comptent aucun bureau secondaire.

Tableau 31
Répartition des bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux
par des avocats inscrits à ces barreaux (%)
La moitié des bureaux secondaires sont répartis sur 17 barreaux

Barreau	Nombre de bureaux secondaires	%	Cumul (%)
TOTAL	1 924	100,0	
<i>dont :</i>			
BORDEAUX	187	10,4	10,4
STRASBOURG	121	6,7	17,2
TOULOUSE	100	5,6	22,7
AIX-EN-PROVENCE	52	2,9	25,6
RENNES	50	2,8	28,4
LYON	45	2,5	30,9
AMIENS	38	2,1	33,0
MARSEILLE	37	2,1	35,1
MONTPELLIER	36	2,0	37,1
ROUEN	34	1,9	39,0
NIMES	32	1,8	40,8
BESANCON	31	1,7	42,5
NANTES	30	1,7	44,2
VERSAILLES	29	1,6	45,8
SAINT-ETIENNE	28	1,6	47,4
ANGERS	27	1,5	48,9
CHARENTE	27	1,5	50,4

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A11).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

10.2 Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux s'élève à 1 219 au 1^{er} janvier 2024, un chiffre relativement stable par rapport à celui de 2023, où l'on comptait 1 191 bureaux secondaires.

La moitié d'entre eux sont situés dans 11 barreaux, dont 18,9 % dans celui de Paris, 6,3 % dans celui de Bordeaux et 5,3 % dans celui de Lyon. Enfin, 31 barreaux ne comptent aucun bureau secondaire de ce type.

Tableau 32
Répartition des bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux
par des avocats non-inscrits à ces barreaux (%)
La moitié des bureaux secondaires sont répartis sur 11 barreaux

Barreau	Nombre de bureaux secondaires	%	Cumul (%)
TOTAL	1 219	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	231	18,9	18,9
BORDEAUX	77	6,3	25,3
LYON	65	5,3	30,6
AIX-EN-PROVENCE	41	3,4	34,0
BAYONNE	40	3,3	37,2
TOULOUSE	39	3,2	40,4
MONTPELLIER	32	2,6	43,1
RENNES	29	2,4	45,4
STRASBOURG	29	2,4	47,8
VERSAILLES	23	1,9	49,7
VAL D'OISE	19	1,6	51,3

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A11).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

10.3 Bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux s'élève à 1 439 au 1^{er} janvier 2024, un chiffre en augmentation par rapport à celui de 2023, où l'on recensait 1 283 bureaux secondaires (+12,2%)

Les deux tiers d'entre eux sont situés dans 10 barreaux, dont 35,9 % dans celui de Paris et 7,2 % dans celui de Lyon. Enfin, 55 barreaux ne comptent aucun bureau secondaire de ce type.

Tableau 33
Répartition des bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux
par des avocats inscrits à ces barreaux (%)
Les deux tiers des bureaux secondaires sont répartis sur 10 barreaux

Barreau	Nombre de bureaux secondaires	%	Cumul (%)
TOTAL	1 439	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	517	35,9	35,9
LYON	103	7,2	43,1
BORDEAUX	63	4,4	47,5
TOULOUSE	56	3,9	51,4
MARSEILLE	55	3,8	55,2
VERSAILLES	37	2,6	57,7
MONTPELLIER	34	2,4	60,1
CLERMONT-FERRAND	34	2,4	62,5
AIX-EN-PROVENCE	29	2,0	64,5
HAUTS-DE-SEINE	27	1,9	66,4

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A11).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

10.4 Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau¹²

Le nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau s'élève à 846 au 1^{er} janvier 2024. Plus de la moitié d'entre elles ont leur siège social situé dans 5 barreaux, dont 35,1 % dans celui de Paris. 50 barreaux ne comptent aucun siège social de société inter-barreaux en leur sein.

Tableau 34
Répartition des sociétés inter-barreaux (%)
Plus de la moitié des sièges sociaux des sociétés inter-barreaux sont répartis sur 5 barreaux

Barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux	%	Cumul (%)
TOTAL	846	100,0	
<i>dont :</i>			
PARIS	297	35,1	35,1
MARSEILLE	41	4,8	40,0
LYON	39	4,6	44,6
HAUTS-DE-SEINE	24	2,8	47,4
BORDEAUX	22	2,6	50,0

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A11).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

¹² Les sociétés inter-barreaux sont inscrites au tableau de l'ordre du siège social de ces structures (art. 17.3 du RIN).

11 Discipline des avocats¹³

Aux termes des articles 22 à 25-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 et des articles 180 à 199 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991, l'avocat auteur d'une contravention aux lois et règlements, d'une infraction aux règles professionnelles ou d'un manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse est passible de sanction devant le conseil de discipline. Les sanctions disciplinaires encourues varient en fonction de la gravité de la faute commise. Celles-ci sont fixées aux articles 184 et 184-1 du décret précité.

11.1 Enquêtes déontologiques

Au cours de l'année 2023, 118 enquêtes déontologiques ont été initiées, soit par le Bâtonnier dans la grande majorité des cas (94 %), soit à la demande du Procureur général (6 %).

Ces enquêtes déontologiques ont ainsi été initiées à l'égard de 0,16 % des avocats inscrits à un barreau français.

42 % des enquêtes déontologiques clôturées en 2023 ont été classées et 52,3 % ont abouti à l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

Tableau 35
Nombre d'enquêtes déontologiques et issues de la procédure

	France entière*	
	Nombre	%
Enquêtes déontologiques		
Total	118	100,0
Enquêtes initiées par le bâtonnier au cours de l'année 2023	111	94,1
Enquêtes initiées à la demande du procureur général au cours de l'année 2023	7	5,9
Enquêtes en cours au 1 ^{er} janvier 2024	69	
Enquêtes clôturées au cours de l'année 2023	61	
Issues de la procédure d'enquête déontologique		
Total	88	100,0
Enquêtes ayant donné lieu à classement au cours de l'année 2023	37	42,0
Enquêtes ayant donné lieu à ouverture d'une procédure disciplinaire au cours de l'année 2023	46	52,3
Enquêtes ayant donné lieu en parallèle à suspension provisoire au cours de l'année 2023	5	5,7

* à l'exclusion des 21 barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête en 2024

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

¹³ Réforme de la procédure disciplinaire des avocats issue de la loi n° 2021-1729 pour la confiance dans l'institution judiciaire du 22 décembre 2021 et du décret n° 2022-965 du 30 juin 2022 modifiant le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat.

11.2 Saisines de l'instance disciplinaire et décisions rendues

Lorsque le conseil de discipline est saisi, c'est à l'initiative du bâtonnier dans la grande majorité des cas (84,8 %). Le motif de la saisine est le plus souvent sans lien avec une procédure pénale (77,3 % des cas). Il y avait 177 procédures disciplinaires toujours en cours au 1^{er} janvier 2024.

Tableau 36
Nombre de saisines du conseil de discipline

	France entière*	
	Nombre	%
Saisines de l'instance disciplinaire		
Saisine du conseil de discipline au cours de l'année 2023	158	100,0
- par le bâtonnier	134	84,8
- par le procureur général	3	1,9
- par l' auteur de la réclamation	21	13,3
Procédures disciplinaires en cours au 1 ^{er} janvier 2024	177	
Décisions disciplinaires uniques prononcées au cours de l'année 2023	87	
Motifs de saisine du conseil de discipline		
- sans lien avec une procédure pénale	109	
- en lien avec une procédure pénale	32	

* à l'exclusion des 21 barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête en 2024

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Il est important de rappeler qu'une procédure disciplinaire terminée peut déboucher sur plusieurs décisions et sanctions, d'où l'écart entre les décisions disciplinaires « uniques » (au nombre de 87) et le total des décisions et sanctions disciplinaires prononcées au cours de l'année 2023 (au nombre de 174).

Parmi les 174 décisions disciplinaires rendues au total durant l'année 2023, 14,9 % ont donné lieu à une ordonnance de rejet de la requête, 7,5 % ont conduit à une relaxe, 4,6 % ont pris fin par une nullité de la procédure et 4,6 % constituent des mesures conservatoires relatives au prononcé ou au renouvellement de la suspension provisoire.

Parallèlement, plus des deux tiers des décisions rendues par le conseil de discipline en 2023 se sont avérées être des sanctions (119 décisions au total). Près d'un tiers de ces sanctions concernent une interdiction temporaire d'exercer (avec ou sans sursis), et dans 15,1 % des cas d'une peine assortie d'une privation¹⁴. La prescription d'une formation complémentaire en déontologie concerne également 15,1 % des sanctions prononcées au cours de l'année 2023,

¹⁴ Privation du droit d'exercer certaines fonctions représentatives.

tandis que les avertissements, les blâmes et les radiations représentent respectivement 10,1 %, 9,2 % et 7,6 % du total de ces sanctions.

Pour terminer, on ne dénombre aucun retrait de l'honorariat, aucun ajournement ni aucune peine complémentaire d'interdiction temporaire de conclure un nouveau contrat de collaboration

Tableau 37
Nature des décisions disciplinaires rendues
(plusieurs décisions possibles par procédure)

Décisions rendues en matière disciplinaire	France entière*		
	Nombre	%	%**
Total	174	100,0	
Ordonnance de rejet de la requête	26	14,9	
Nullité de la procédure, renvoi des fins de poursuite	8	4,6	
Relaxe	13	7,5	
Décision prononçant ou renouvelant la suspension provisoire	8	4,6	
Sous-total des sanctions prononcées	119	69,4	100,0
Avertissement	12	6,9	10,1
Blâme	11	6,3	9,2
Interdiction temporaire avec sursis	14	8,0	11,8
Interdiction temporaire pour partie avec sursis	13	7,5	10,9
Interdiction temporaire sans sursis	11	6,3	9,2
Ajournement	0	0,0	0,0
Radiation	9	5,2	7,6
Retrait de l'honorariat	0	0,0	0,0
Peine assortie d'une privation	18	10,3	15,1
Peine accessoire de publication de la peine	10	5,7	8,4
Prescription d'une formation complémentaire en déontologie	18	10,3	15,1
Peine complémentaire d'interdiction temporaire de conclure un nouveau contrat de collaboration	0	0,0	0,0
Sanction pour non-respect des dispositions relatives à la LBC-FT	3	1,7	2,5

* à l'exclusion des 21 barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête en 2024

** % pour 100 sanctions prononcées

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -"

Les recours exercés devant la cour d'appel à l'encontre des décisions du conseil de discipline rendues en 2023 sont au nombre de 32. On recense également un unique appel à l'encontre d'une des ordonnances de rejet de la requête rendues en 2023.

ANNEXE 1 - Sources statistiques

L'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques a suscité un besoin croissant d'informations sur la profession d'avocat. Pour y répondre, la Chancellerie collecte depuis 1994 des données portant notamment sur le nombre des avocats, les modes d'exercice, les groupements d'exercice, les mentions de spécialisation et la nationalité des avocats étrangers qui figurent parmi les renseignements obligatoirement communiqués par les avocats à leur bâtonnier.

ANNEXE 2 - Questionnaire 2024

STATISTIQUE SUR LA PROFESSION D'AVOCAT

Questionnaire 2024

A - EFFECTIFS

	Nombre d'avocats	Hommes (a)	Femmes (b)	Total (c)
1	Total des avocats inscrits au tableau au 1 ^{er} janvier 2024			
2	Nouvelles inscriptions selon le motif d'inscription du 1er/01/2023 au 31/12/2023			
3	- Titulaire du CAPA - première inscription à un barreau			
4	- Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat			
5	- Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat			
6	- Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat			
7	- Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat			
8	- En provenance d'un autre barreau			
9	- Autres (par ex. levée d'omission ...)			
10	Avocats ayant quitté le barreau selon le motif de désinscription du 1er/01/2023 au 31/12/2023			
11	- Démission			
12	- Omission volontaire			
13	- Omission forcée			
14	- Radiation			
15	- Départ en retraite			
16	- Autres (par ex. décès...)			
17	Avocats honoraires au 1er janvier 2024			

B - MODES D'EXERCICE (au 1er janvier 2024)

	Mode d'exercice	Nombre d'avocats
18	Total	
19	Exerçant à titre individuel ⁽¹⁾	
20	Exerçant en qualité de collaborateur	
21	Exerçant en qualité d' associé ⁽²⁾	
22	Exerçant en qualité de salié	

(1) Les avocats exerçant au sein de **groupements de moyens** doivent être inscrits dans la catégorie des avocats « exerçant à titre individuel ».

(2) Les avocats salariés associés doivent être inscrits dans la catégorie des avocats « exerçant en qualité d'associé ».

C - GROUPEMENTS D'EXERCICE (au 1er janvier 2024)

Remarque : Le nouveau dispositif relatif aux sociétés pluri-professionnelles (SPE) ne s'applique pas aux formes de groupements grisées. SPE, ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016, décret n° 2017-801 du 5 mai 2017 (entrée en vigueur le 8 mai 2017).

	Forme	Sociétés mono-professionnelles		Sociétés pluri-professionnelles (SPE)	
		Nombre de groupements dont le siège est situé dans le ressort du barreau	Nombre d'avocats inscrits au tableau exerçant dans ces groupements en qualité d'associé	Nombre de groupements dont le siège est situé dans le ressort du barreau	Nombre d'avocats inscrits au tableau exerçant dans ces groupements en qualité d'associé
		(a)	(b)	(c)	(d)
23	Total				
24	SA				
25	SARL				
26	EURL				
27	SCP				
28	SELAFA				
29	SELARL				
30	SELARLU				
31	SELEURL				
32	SELCA				
33	SELAS ⁽³⁾				
34	SELASU				
35	Associations				
36	AARPI ⁽⁴⁾				
37	Sociétés en participation ⁽⁵⁾				
38	Partnerships				
39	LLP ⁽⁶⁾				
40	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP ⁽⁷⁾				
41	SAS				
42	SASU				

(3) La loi NRE permet désormais à la SEL de se constituer sous la forme d'une société par actions simplifiée « SELAS ».

(4) Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle (décret n°2007-932 du 15 mai 2007).

(5) Articles 22 et 23 de la loi du 31 décembre 1990 et 44 à 48 du décret du 25 mars 1993.

(6) Limited liability partnerships.

(7) Sociétés étrangères autres que les partnerships visées à l'article 87 al.2 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée.

**D - SOCIETES DE PARTICIPATIONS FINANCIERES DE
PROFESSION LIBERALE D'AVOCATS (au 1er janvier 2024)
(articles 31-1 et 31-2 de la loi du 31 décembre 1990)**

	AVERTISSEMENT : Cette statistique doit recenser le nombre de sociétés de participations financières de profession libérale dont le siège est fixé dans le ressort du barreau au 1^{er} janvier (stock) et non uniquement les nouvelles sociétés créées dans l'année (flux).	
43	Nombre total de sociétés de participations financières de profession libérale dont le siège est fixé dans le ressort du barreau	
44	Nombre de SPFPL dont le capital est détenu exclusivement par des avocats ⁽⁸⁾	
45	Nombre de sociétés de participations financières de profession libérale dont le capital est ouvert à d'autres professions ⁽⁹⁾	
	(8) article 31-1 de la loi du 31 décembre 1990	
	(9) article 31-2 de la loi du 31 décembre 1991	

**E - GROUPEMENTS DE MOYENS ET AUTRES GROUPEMENTS
(au 1er janvier 2024)**

	· Si les groupements de moyens et les autres groupements ne sont pas répertoriés dans votre barreau, cochez la case ci-dessous :		
	NON REPERTORIES	<input type="checkbox"/>	
	· S'ils sont répertoriés, mais qu'il n'existe pas de groupement de moyens ni d'autres groupements dans votre barreau, cochez la case ci-dessous :		
	NEANT	<input type="checkbox"/>	
	Forme	Nombre de groupements dont le siège est situé dans le ressort du barreau (a)	Nombre d'avocats inscrits au barreau exerçant dans ces groupements (b)
46	Total		
47	SCM		
48	GIE		
49	GEIE		
50	Autres (cabinets groupés...)		

**F - MENTIONS DE SPECIALISATION RELATIVES A L'INSCRIPTION PRINCIPALE -
hors bureaux secondaires et sociétés inter-barreaux - (au 1er janvier 2024)**

(liste fixée par l'arrêté du 28 décembre 2011 modifiée par arrêtés des 1er et 20 octobre 2021)

· Si aucun avocat de votre barreau n'est titulaire de mention de spécialisation, cochez la case ci-dessous :

NEANT

AVERTISSEMENT : si un avocat est titulaire de plusieurs mentions, comptabilisez chaque mention.

Spécialisations		Nombre de mentions
51	Total	
52	droit de l'arbitrage	
53	droit des associations et des fondations	
54	droit des assurances	
55	droit bancaire et boursier	
56	droit commercial, des affaires et de la concurrence	
57	droit du crédit et de la consommation	
58	droit du dommage corporel	
59	droit des enfants	
60	droit de l'environnement	
61	droit des étrangers et de la nationalité	
62	droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	
63	droit de la fiducie	
64	droit fiscal et droit douanier	
65	droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	
66	droit immobilier	
67	droit international et de l'Union européenne	
68	droit du numérique et des communications	
69	droit pénal	
70	droit de la propriété intellectuelle	
71	droit de la protection des données personnelles	
72	droit public	
73	droit rural	
74	droit de la santé	
75	droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	
76	droit des sociétés	
77	droit du sport	
78	droit des transports	
79	droit du travail	
80	procédure d'appel	

G - NATIONALITE DES AVOCATS ETRANGERS (au 1er janvier 2024)

· Si aucun avocat étranger n'est inscrit à votre barreau, cochez la case ci-dessous :

NEANT

	Nationalité	Nombre d'avocats étrangers exerçant sous le titre français d'avocat ⁽¹⁰⁾ (a)	Nombre d'avocats étrangers exerçant sous leur titre d'origine ⁽¹¹⁾ (b)	Nombre total d'avocats étrangers (c) = (a)+(b)
81	Total			
82	Total Etats de l'Union européenne			
83	Allemagne			
84	Autriche			
85	Belgique			
86	Bulgarie			
87	Chypre			
88	Croatie			
89	Danemark			
90	Espagne			
91	Estonie			
92	Finlande			
93	Grèce			
94	Hongrie			
95	Irlande			
96	Italie			
97	Lettonie			
98	Lituanie			
99	Luxembourg			
100	Malte			
101	Pays-Bas			
102	Pologne			
103	Portugal			
104	République tchèque			
105	Roumanie			
106	Royaume-Uni			
107	Slovaquie			
108	Slovénie			
109	Suède			
110	Confédération Suisse			
111	Islande			
112	Liechtenstein			
113	Norvège			

(10) Avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

(11) Article 83 et s. de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

Nationalité		Nombre total d'avocats étrangers
114	<i>Total Etats hors Union européenne</i>	
115	Europe occidentale hors UE (y compris Turquie, hors Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	
116	Europe centrale et orientale hors UE (y compris ex-URSS)	
117	Etats-Unis d'Amérique	
118	Canada	
119	Amérique Centrale et du Sud	
120	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	
121	Afrique (hors Maghreb)	
122	Proche et Moyen-Orient ⁽¹²⁾	
123	Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	
124	Asie non francophone (hors Chine et Japon)	
125	Chine	
126	Japon	
127	Australie	
128	Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	
	<i>(12) Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Yémen.</i>	

H - AVOCATS FRANÇAIS ÉGALEMENT INSCRITS À UN BARREAU ÉTRANGER (au 1er janvier 2024)

Y compris avocats inscrits sur la liste des avocats communautaires à l'étranger en application de la Dir. 98/5/CE

	Pays d'exercice	Nombre total d'avocats français également inscrits à un barreau étranger ⁽⁹⁾
129	Total	
130	Total Etats de l'Union européenne	
131	Allemagne	
132	Autriche	
133	Belgique	
134	Bulgarie	
135	Chypre	
136	Croatie	
137	Danemark	
138	Espagne	
139	Estonie	
140	Finlande	
141	Grèce	
142	Hongrie	
143	Irlande	
144	Italie	
145	Lettonie	
146	Lituanie	
147	Luxembourg	
148	Malte	
149	Pays-Bas	
150	Pologne	
151	Portugal	
152	République tchèque	
153	Roumanie	
154	Royaume-Uni	
155	Slovaquie	
156	Slovénie	
157	Suède	
158	Confédération Suisse	
159	Islande	
160	Liechtenstein	
161	Norvège	

Pays d'exercice		Nombre total d'avocats français également inscrits à un barreau étranger
162	Total Etats hors Union européenne	
163	Europe occidentale hors UE (y compris Turquie, hors Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	
164	Europe centrale et orientale hors UE (y compris ex-URSS)	
165	Etats-Unis d'Amérique	
166	Canada	
167	Amérique Centrale et du Sud	
168	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	
169	Afrique (hors Maghreb)	
170	Proche et Moyen-Orient ⁽¹²⁾	
171	Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	
172	Asie non francophone (hors Chine et Japon)	
173	Chine	
174	Japon	
175	Australie	
176	Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	

I - Avocats étrangers inscrits à un barreau d'un Etat non-membre de l' Union européenne inscrits sur la liste spéciale du barreau et exerçant l'activité de consultation juridique et de rédaction d'acte sous seing privé pour autrui (au 1er janvier 2024)
(Articles 204-16 à 204-19 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat)

Etats hors Union européenne		Nombre total d'avocats
177	Total Etats hors Union européenne	
178	Europe occidentale hors UE (y compris Turquie, hors Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	
179	Europe centrale et orientale hors UE (y compris ex-URSS)	
180	Etats-Unis d'Amérique	
181	Canada	
182	Amérique Centrale et du Sud	
183	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	
184	Afrique (hors Maghreb)	
185	Proche et Moyen-Orient ⁽⁸⁾	
186	Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	
187	Asie non francophone (hors Chine et Japon)	
188	Chine	
189	Japon	
190	Australie	
191	Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	

J – BUREAUX SECONDAIRES ET SOCIÉTÉS INTER-BARREAUX (au 1er janvier 2024)

192	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	
193	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	
194	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	
195	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau	

K - DISCIPLINE

K1 - Enquêtes déontologiques		Nombre
196	Total	
197	Enquêtes initiées à l'initiative du Bâtonnier <i>au cours de l'année 2023</i>	
198	Enquêtes initiées à la demande du Procureur général <i>au cours de l'année 2023</i>	
199	Enquêtes en cours <i>au 1er janvier 2024</i>	
200	Enquêtes clôturées <i>au cours de l'année 2023</i>	
K2 - Issues de la procédure d'enquête déontologique		Nombre
201	Total	
202	Enquêtes ayant donné lieu à classement <i>au cours de l'année 2023</i>	
203	Enquêtes ayant donné lieu à ouverture d'une procédure disciplinaire <i>au cours de l'année 2023</i>	
204	Enquêtes ayant donné lieu en parallèle à suspension provisoire <i>au cours de l'année 2023</i>	
K3 - Saisines de l'instance disciplinaire		Nombre
205	Saisine du conseil de discipline <i>au cours de l'année 2023</i>	
206	- par le Bâtonnier	
207	- par le Procureur général	
208	- par l' auteur de la réclamation	
209	Procédures disciplinaires <i>en cours au 1er janvier 2024</i>	
210	Décisions disciplinaires prononcées <i>au cours de l'année 2023</i>	
K4 - Motifs de saisine du conseil de discipline		Nombre
211	sans lien avec une procédure pénale	
212	en lien avec une procédure pénale	

K5 - Décisions rendues en matière disciplinaire		Nombre
213	Total	
214	Ordonnance de rejet de la requête	
215	Nullité de la procédure, renvoi des fins de la poursuite	
216	Relaxe	
217	Avertissement	
218	Blâme	
219	Interdiction temporaire d'exercice avec sursis	
220	Interdiction temporaire d'exercice pour partie avec sursis	
221	Décision prononçant ou renouvelant la suspension provisoire ⁽¹³⁾	
222	Ajournement ⁽¹⁴⁾	
223	Interdiction temporaire d'exercice sans sursis	
224	Radiation	
225	Retrait de l'honorariat	
226	Peine assortie d'une privation ⁽¹⁵⁾	
	<i>Peines complémentaires :</i>	
227	Peine accessoire de publication de la peine ⁽¹⁶⁾	
228	Prescription d'une formation complémentaire en déontologie ⁽¹⁷⁾	
229	Peine complémentaire d'interdiction temporaire de conclure un nouveau contrat de collaboration ⁽¹⁸⁾	
230	Sanction pour non-respect des dispositions relatives à la LBC-FT ⁽¹⁹⁾	
	<i>(13) Art. 24 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1991</i>	
	<i>(14) Art. 184 VI du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991</i>	
	<i>(15) Art. 184 III 1° du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991</i>	
	<i>(16) Cette peine peut être prononcée en plus d'une peine principale. Dans ce cas, il est nécessaire de compter les deux peines prononcées.*</i>	
	<i>(17) Art. 184 V. du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991</i>	
	<i>(18) ou interdiction de conclure un nouveau contrat de stage avec un élève-avocat, et d'encadrer un nouveau collaborateur ou un nouvel élève-avocat (article 184 III 2°). Cette peine peut être prononcée en plus d'une peine principale. Dans ce cas, il est</i>	
	<i>(19) Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (art. L. 561-36-3 du code monétaire et financier - art. 184-1 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat)</i>	
K6 - Recours exercés		Nombre
228	Appels à l'encontre de l'ordonnance de rejet de la requête rendue en 2023	
229	Appels à l'encontre des décisions du conseil de discipline rendues en 2023	

ANNEXE 3 - Tableaux annexes

**1 – Tableau A1a – Nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel
au 1^{er} janvier 2024**

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
TOTAL FRANCE ENTIERE	75 681	100,0	
Cour d'appel d' AGEN	210	0,3	100,0
AGEN	116	0,2	55,2
GERS	54	0,1	25,7
LOT	40	0,1	19,0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	6 057	8,0	100,0
AIX-EN-PROVENCE	890	1,2	14,7
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	51	0,1	0,8
DRAGUIGNAN	248	0,3	4,1
GRASSE	591	0,8	9,8
MARSEILLE	2 503	3,3	41,3
NICE	1 181	1,6	19,5
TARASCON	78	0,1	1,3
TOULON	515	0,7	8,5
Cour d'appel d' AMIENS	603	0,8	100,0
AMIENS	272	0,4	45,1
BEAUVAIS	61	0,1	10,1
COMPIEGNE	72	0,1	11,9
LAON	34	0,0	5,6
SAINT-QUENTIN	41	0,1	6,8
SENLIS	97	0,1	16,1
SOISSONS	26	0,0	4,3
Cour d'appel d' ANGERS	725	1,0	100,0
ANGERS	435	0,6	60,0
LAVAL	77	0,1	10,6
LE MANS	185	0,2	25,5
SAUMUR	28	0,0	3,9
Cour d'appel de BASSE-TERRE	326	0,4	100,0
GUADELOUPE	326	0,4	100,0
Cour d'appel de BASTIA	300	0,4	100,0
AJACCIO***	140	0,2	46,7
BASTIA**	160	0,2	53,3

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
Cour d'appel de BESANCON	362	0,5	100,0
BELFORT	37	0,0	10,2
BESANCON	198	0,3	54,7
HAUTE-SAONE	29	0,0	8,0
JURA	59	0,1	16,3
MONTBELIARD	39	0,1	10,8
Cour d'appel de BORDEAUX	2 360	3,1	100,0
BERGERAC	43	0,1	1,8
BORDEAUX	2 022	2,7	85,7
CHARENTE	134	0,2	5,7
LIBOURNE	70	0,1	3,0
PERIGUEUX	91	0,1	3,9
Cour d'appel de BOURGES	182	0,2	100,0
BOURGES	91	0,1	50,0
CHATEAUROUX	44	0,1	24,2
NEVERS	47	0,1	25,8
Cour d'appel de CAEN	624	0,8	100,0
ALENCON	35	0,0	5,6
ARGENTAN	20	0,0	3,2
CAEN	408	0,5	65,4
CHERBOURG	56	0,1	9,0
COUTANCES	70	0,1	11,2
LISIEUX	35	0,0	5,6
Cour d'appel de CAYENNE	84	0,1	100,0
GUYANE	84	0,1	100,0
Cour d'appel de CHAMBERY	773	1,0	100,0
ALBERTVILLE	45	0,1	5,8
ANNECY***	273	0,4	35,3
BONNEVILLE	63	0,1	8,2
CHAMBERY**	237	0,3	30,7
THONON-les-BAINS	155	0,2	20,1
Cour d'appel de COLMAR	1 507	2,0	100,0
COLMAR	140	0,2	9,3
MULHOUSE	218	0,3	14,5
SAVERNE	32	0,0	2,1
STRASBOURG	1 117	1,5	74,1
Cour d'appel de DIJON	594	0,8	100,0
CHALON-sur-SAONE	107	0,1	18,0
DIJON	378	0,5	63,6
HAUTE-MARNE	34	0,0	5,7
MACON-CHAROLLES	75	0,1	12,6

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
Cour d'appel de DOUAI	2 013	2,7	100,0
ARRAS	96	0,1	4,8
AVESNES-sur-HELPE	39	0,1	1,9
BETHUNE	116	0,2	5,8
BOULOGNE-sur-MER	120	0,2	6,0
CAMBRAI***	28	0,0	1,4
DOUAI	85	0,1	4,2
DUNKERQUE***	77	0,1	3,8
LILLE**	1 300	1,7	64,6
SAINT-OMER	35	0,0	1,7
VALENCIENNES	117	0,2	5,8
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	210	0,3	100,0
MARTINIQUE	210	0,3	100,0
Cour d'appel de GRENOBLE	1 058	1,4	100,0
BOURGOIN-JALLIEU	48	0,1	4,5
GRENOBLE	606	0,8	57,3
HAUTES-ALPES	57	0,1	5,4
VALENCE	271	0,4	25,6
VIENNE	76	0,1	7,2
Cour d'appel de LIMOGES	320	0,4	100,0
BRIVE***	84	0,1	26,3
CREUSE	18	0,0	5,6
LIMOGES***	192	0,3	60,0
TULLE	26	0,0	8,1
Cour d'appel de LYON	4 386	5,8	100,0
AIN	129	0,2	2,9
LYON	3 820	5,0	87,1
ROANNE	44	0,1	1,0
SAINT-ETIENNE	333	0,4	7,6
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	60	0,1	1,4
Cour d'appel de METZ	447	0,6	100,0
METZ	335	0,4	74,9
SARREGUEMINES	63	0,1	14,1
THIONVILLE	49	0,1	11,0
Cour d'appel de MONTPELLIER	2 002	2,6	100,0
AVEYRON	78	0,1	3,9
BEZIERS	171	0,2	8,5
CARCASSONNE	87	0,1	4,3
MONTPELLIER	1 249	1,7	62,4
NARBONNE	86	0,1	4,3
PYRENEES ORIENTALES	331	0,4	16,5

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
Cour d'appel de NANCY	505	0,7	100,0
BRIEY	19	0,0	3,8
EPINAL	113	0,1	22,4
MEUSE***	19	0,0	3,8
NANCY	354	0,5	70,1
Cour d'appel de NIMES	936	1,2	100,0
ALES	50	0,1	5,3
ARDECHE	60	0,1	6,4
AVIGNON	321	0,4	34,3
CARPENTRAS***	95	0,1	10,1
LOZERE	18	0,0	1,9
NIMES	392	0,5	41,9
Cour d'appel de NOUMEA	129	0,2	100,0
NOUVELLE CALEDONIE***	129	0,2	100,0
Cour d'appel d' ORLEANS	639	0,8	100,0
BLOIS	72	0,1	11,3
MONTARGIS	25	0,0	3,9
ORLEANS	214	0,3	33,5
TOURS	328	0,4	51,3
Cour d'appel de PAPEETE	117	0,2	100,0
POLYNESIE	117	0,2	100,0
Cour d'appel de PARIS	34 763	45,9	100,0
AUXERRE	54	0,1	0,2
ESSONNE	349	0,5	1,0
FONTAINEBLEAU	51	0,1	0,1
MEAUX	187	0,2	0,5
MELUN	140	0,2	0,4
PARIS	32 729	43,2	94,1
SEINE-SAINT-DENIS	639	0,8	1,8
SENS	30	0,0	0,1
VAL DE MARNE	584	0,8	1,7
Cour d'appel de PAU	832	1,1	100,0
BAYONNE	359	0,5	43,1
DAX	81	0,1	9,7
MONT-de-MARSAN	70	0,1	8,4
PAU	246	0,3	29,6
TARBES	76	0,1	9,1

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
Cour d'appel de POITIERS	929	1,2	100,0
DEUX-SEVRES	87	0,1	9,4
LA ROCHELLE	253	0,3	27,2
LA ROCHE-SUR-YON	148	0,2	15,9
LES SABLES-D'OLONNE	56	0,1	6,0
POITIERS	289	0,4	31,1
SAINTES	96	0,1	10,3
Cour d'appel de REIMS	522	0,7	100,0
ARDENNES***	63	0,1	12,1
AUBE	90	0,1	17,2
CHALONS EN CHAMPAGNE	54	0,1	10,3
REIMS	315	0,4	60,3
Cour d'appel de RENNES	3 259	4,3	100,0
BREST	238	0,3	7,3
LORIENT	133	0,2	4,1
NANTES	1 245	1,6	38,2
QUIMPER***	154	0,2	4,7
RENNES	987	1,3	30,3
SAINT-BRIEUC	146	0,2	4,5
SAINT-MALO***	92	0,1	2,8
SAINT-NAZAIRE*	125	0,2	3,8
VANNES	139	0,2	4,3
Cour d'appel de RIOM	640	0,8	100,0
AURILLAC	42	0,1	6,6
CLERMONT-FERRAND***	437	0,6	68,3
CUSSET-VICHY	56	0,1	8,8
HAUTE LOIRE	47	0,1	7,3
MONTLUCON	30	0,0	4,7
MOULINS	28	0,0	4,4
Cour d'appel de ROUEN	865	1,1	100,0
DIEPPE	43	0,1	5,0
EVREUX***	139	0,2	16,1
LE HAVRE*	152	0,2	17,6
ROUEN	531	0,7	61,4
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	397	0,5	100,0
MAYOTTE**	26	0,0	6,5
SAINT-DENIS REUNION	260	0,3	65,5
SAINT-PIERRE REUNION	111	0,1	28,0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
Cour d'appel de TOULOUSE	2 101	2,8	100,0
ALBI	95	0,1	4,5
ARIEGE	37	0,0	1,8
CASTRES	51	0,1	2,4
SAINT-GAUDENS	15	0,0	0,7
TARN-ET-GARONNE	92	0,1	4,4
TOULOUSE	1 811	2,4	86,2
Cour d'appel de VERSAILLES	3 904	5,2	100,0
CHARTRES	133	0,2	3,4
HAUTS DE SEINE	2 537	3,4	65,0
VAL D'OISE	479	0,6	12,3
VERSAILLES***	755	1,0	19,3

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -"

**2 - Tableau A1b - Nombre d'avocats inscrits au tableau au cours de l'année 2023
selon le motif d'inscription, par barreau et ressort de cour d'appel**

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
TOTAL FRANCE ENTIERE	5 020	3 647	6	119	18	121	771	338
Cour d'appel d' AGEN	11	8	0	0	0	0	2	1
AGEN	4	2	0	0	0	0	1	1
GERS	7	6	0	0	0	0	1	0
LOT	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	389	225	0	8	1	3	110	42
AIX-EN-PROVENCE	45	24	0	1	0	0	18	2
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	3	3	0	0	0	0	0	0
DRAGUIGNAN	9	7	0	1	0	0	0	1
GRASSE	24	14	0	1	0	0	8	1
MARSEILLE	185	112	0	4	1	2	58	8
NICE	99	50	0	0	0	1	19	29
TARASCON	2	0	0	0	0	0	1	1
TOULON	22	15	0	1	0	0	6	0
Cour d'appel d' AMIENS	20	12	0	2	0	0	5	1
AMIENS	10	6	0	1	0	0	2	1
BEAUVAIS	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	3	2	0	1	0	0	0	0
LAON	2	2	0	0	0	0	0	0
SAINT-QUENTIN	1	1	0	0	0	0	0	0
SENLIS	3	1	0	0	0	0	2	0
SOISSONS	1	0	0	0	0	0	1	0
Cour d'appel d' ANGERS	40	28	0	2	0	0	8	2
ANGERS	29	18	0	2	0	0	8	1
LAVAL	6	5	0	0	0	0	0	1
LE MANS	5	5	0	0	0	0	0	0
SAUMUR	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
Cour d'appel de BASSE-TERRE	23	12	0	1	0	5	5	0
GUADELOUPE	23	12	0	1	0	5	5	0
Cour d'appel de BESANCON	16	9	0	1	0	0	6	0
BELFORT	2	1	0	0	0	0	1	0
BESANCON	10	7	0	1	0	0	2	0
HAUTE-SAONE	0	0	0	0	0	0	0	0
JURA	1	0	0	0	0	0	1	0
MONTBELIARD	3	1	0	0	0	0	2	0
Cour d'appel de BORDEAUX	192	140	0	5	6	0	36	5
BERGERAC	1	0	0	0	0	0	1	0
BORDEAUX	182	135	0	5	6	0	31	5
CHARENTE	7	4	0	0	0	0	3	0
LIBOURNE	0	0	0	0	0	0	0	0
PERIGUEUX	2	1	0	0	0	0	1	0
Cour d'appel de BOURGES	9	5	0	1	0	0	3	0
BOURGES	6	3	0	1	0	0	2	0
CHATEAUROUX	2	1	0	0	0	0	1	0
NEVERS	1	1	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de CAEN	25	16	0	0	0	0	8	1
ALENCON	4	4	0	0	0	0	0	0
ARGENTAN	0	0	0	0	0	0	0	0
CAEN	16	11	0	0	0	0	5	0
CHERBOURG	2	0	0	0	0	0	2	0
COUTANCES	3	1	0	0	0	0	1	1
LISIEUX	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de CAYENNE	4	2	0	1	0	0	1	0
GUYANE	4	2	0	1	0	0	1	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
Cour d'appel de CHAMBERY	10	7	0	1	0	1	1	0
ALBERTVILLE	1	0	0	1	0	0	0	0
BONNEVILLE	4	2	0	0	0	1	1	0
THONON-les-BAINS	5	5	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de COLMAR	95	76	0	3	0	3	13	0
COLMAR	4	4	0	0	0	0	0	0
MULHOUSE	8	4	0	1	0	0	3	0
SAVERNE	3	3	0	0	0	0	0	0
STRASBOURG	80	65	0	2	0	3	10	0
Cour d'appel de DIJON	22	13	0	0	0	0	7	2
CHALON-sur-SAONE	2	1	0	0	0	0	1	0
DIJON	17	11	0	0	0	0	4	2
HAUTE-MARNE	1	1	0	0	0	0	0	0
MACON-CHAROLLES	2	0	0	0	0	0	2	0
Cour d'appel de DOUAI	57	48	0	1	0	0	7	1
ARRAS	5	3	0	0	0	0	2	0
AVESNES-sur-HELPE	39	38	0	1	0	0	0	0
BETHUNE	5	2	0	0	0	0	3	0
BOULOGNE-sur-MER	2	1	0	0	0	0	0	1
DOUAI	1	1	0	0	0	0	0	0
SAINT-OMER	3	1	0	0	0	0	2	0
VALENCIENNES	2	2	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	11	6	0	0	0	0	4	1
MARTINIQUE	11	6	0	0	0	0	4	1
Cour d'appel de GRENOBLE	55	41	0	4	0	0	10	0
BOURGOIN-JALLIEU	2	2	0	0	0	0	0	0
GRENOBLE	33	25	0	1	0	0	7	0
HAUTES-ALPES	2	1	0	0	0	0	1	0
VALENCE	14	10	0	2	0	0	2	0
VIENNE	4	3	0	1	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
Cour d'appel de LIMOGES	2	1	0	0	0	0	1	0
CREUSE	0	0	0	0	0	0	0	0
TULLE	2	1	0	0	0	0	1	0
Cour d'appel de LYON	293	210	0	10	1	3	46	23
AIN	7	2	0	2	0	0	3	0
LYON	264	198	0	6	1	3	35	21
ROANNE	1	0	0	0	0	0	1	0
SAINT-ETIENNE	19	9	0	1	0	0	7	2
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	2	1	0	1	0	0	0	0
Cour d'appel de METZ	26	18	0	1	0	0	5	2
METZ	23	16	0	1	0	0	5	1
SARREGUEMINES	1	1	0	0	0	0	0	0
THIONVILLE	2	1	0	0	0	0	0	1
Cour d'appel de MONTPELLIER	132	123	0	3	0	1	4	1
AVEYRON	3	2	0	0	0	1	0	0
BEZIERS	4	2	0	1	0	0	1	0
CARCASSONNE	5	5	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	107	104	0	2	0	0	1	0
NARBONNE	2	1	0	0	0	0	1	0
PYRENEES ORIENTALES	11	9	0	0	0	0	1	1
Cour d'appel de NANCY	22	17	0	1	0	0	4	0
BRIEY	0	0	0	0	0	0	0	0
EPINAL	8	6	0	0	0	0	2	0
NANCY	14	11	0	1	0	0	2	0
Cour d'appel de NIMES	46	22	0	4	0	0	14	6
ALES	2	1	0	1	0	0	0	0
ARDECHE	3	2	0	0	0	0	0	1
AVIGNON	18	12	0	3	0	0	2	1
LOZERE	0	0	0	0	0	0	0	0
NIMES	23	7	0	0	0	0	12	4

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
Cour d'appel d' ORLEANS	26	13	0	1	0	1	11	0
BLOIS	3	1	0	0	0	0	2	0
MONTARGIS	1	0	0	1	0	0	0	0
ORLEANS	6	2	0	0	0	1	3	0
TOURS	16	10	0	0	0	0	6	0
Cour d'appel de PAPEETE	4	3	0	0	0	1	0	0
POLYNESIE	4	3	0	0	0	1	0	0
Cour d'appel de PARIS	2 651	1 957	4	46	10	101	306	227
AUXERRE	0	0	0	0	0	0	0	0
ESSONNE	12	6	0	0	0	0	3	3
FONTAINEBLEAU	1	1	0	0	0	0	0	0
MEAUX	10	3	0	0	0	0	7	0
MELUN	2	2	0	0	0	0	0	0
PARIS	2 549	1 908	4	44	10	100	259	224
SEINE-SAINT-DENIS	36	14	0	0	0	1	21	0
SENS	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL DE MARNE	41	23	0	2	0	0	16	0
Cour d'appel de PAU	66	43	0	2	0	0	19	2
BAYONNE	33	28	0	1	0	0	2	2
DAX	10	2	0	0	0	0	8	0
MONT-de-MARSAN	6	5	0	0	0	0	1	0
PAU	13	7	0	1	0	0	5	0
TARBES	4	1	0	0	0	0	3	0
Cour d'appel de POITIERS	47	22	0	2	0	0	23	0
DEUX-SEVRES	4	4	0	0	0	0	0	0
LA ROCHELLE	8	3	0	1	0	0	4	0
LA ROCHE-SUR-YON	6	1	0	0	0	0	5	0
LES SABLES-D'OLONNE	2	1	0	1	0	0	0	0
POITIERS	19	12	0	0	0	0	7	0
SAINTE	8	1	0	0	0	0	7	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
Cour d'appel de REIMS	19	11	0	1	0	0	7	0
AUBE	3	1	0	0	0	0	2	0
CHALONS EN CHAMPAGNE	1	0	0	0	0	0	1	0
REIMS	15	10	0	1	0	0	4	0
Cour d'appel de RENNES	212	144	0	5	0	0	58	5
BREST	14	11	0	2	0	0	1	0
LORIENT	9	5	0	0	0	0	4	0
NANTES	93	56	0	2	0	0	31	4
RENNES	75	55	0	1	0	0	18	1
SAINT-BRIEUC	9	9	0	0	0	0	0	0
VANNES	12	8	0	0	0	0	4	0
Cour d'appel de RIOM	12	4	1	1	0	0	5	1
AURILLAC	3	2	0	1	0	0	0	0
CUSSET-VICHY	3	0	0	0	0	0	3	0
HAUTE LOIRE	4	2	0	0	0	0	2	0
MONTLUCON	1	0	0	0	0	0	0	1
MOULINS	1	0	1	0	0	0	0	0
Cour d'appel de ROUEN	27	15	0	4	0	0	6	2
DIEPPE	0	0	0	0	0	0	0	0
ROUEN	27	15	0	4	0	0	6	2
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	25	12	0	0	0	0	11	2
SAINT-DENIS REUNION	17	7	0	0	0	0	8	2
SAINT-PIERRE REUNION	8	5	0	0	0	0	3	0
Cour d'appel de TOULOUSE	133	106	0	4	0	0	18	5
ALBI	5	1	0	1	0	0	3	0
ARIEGE	1	0	0	0	0	0	1	0
CASTRES	2	2	0	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	5	4	0	0	0	0	1	0
TOULOUSE	120	99	0	3	0	0	13	5

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
Cour d'appel de VERSAILLES	298	278	1	4	0	2	7	6
CHARTRES	2	0	0	0	0	0	2	0
HAUTS DE SEINE	272	261	1	3	0	1	0	6
VAL D'OISE	24	17	0	1	0	1	5	0

Note : Les 21 barreaux non-répondants en 2024 n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

**3 – Tableau A1c - Nombre d'avocats ayant quitté le barreau au cours de l'année 2023
selon le motif de désinscription, par barreau et ressort de cour d'appel**

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Départ en retraite	Autres
TOTAL FRANCE ENTIERE	3 641	1 345	1 210	78	4	810	194
Cour d'appel d' AGEN	7	3	1	0	0	1	2
AGEN	1	0	0	0	0	1	0
GERS	5	2	1	0	0	0	2
LOT	1	1	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	493	148	57	7	1	256	24
AIX-EN-PROVENCE	46	24	15	0	0	4	3
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	0	0	0	0	0	0	0
DRAGUIGNAN	9	4	2	3	0	0	0
GRASSE	27	8	6	1	0	9	3
MARSEILLE	348	73	24	3	0	238	10
NICE	38	21	10	0	1	0	6
TARASCON	4	3	0	0	0	0	1
TOULON	21	15	0	0	0	5	1
Cour d'appel d' AMIENS	23	13	3	0	0	4	3
AMIENS	8	6	1	0	0	0	1
BEAUVAIS	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	8	2	1	0	0	3	2
LAON	3	2	0	0	0	1	0
SAINT-QUENTIN	1	1	0	0	0	0	0
SENLIS	3	2	1	0	0	0	0
SOISSONS	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' ANGERS	23	15	4	0	0	4	0
ANGERS	14	12	2	0	0	0	0
LAVAL	3	1	1	0	0	1	0
LE MANS	5	1	1	0	0	3	0
SAUMUR	1	1	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BASSE-TERRE	15	8	0	0	0	5	2
GUADELOUPE	15	8	0	0	0	5	2

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Départ en retraite	Autres
Cour d'appel de BESANCON	20	9	4	1	1	4	1
BELFORT	2	1	1	0	0	0	0
BESANCON	9	5	1	0	0	2	1
HAUTE-SAONE	5	1	1	0	1	2	0
JURA	1	0	0	1	0	0	0
MONTBELIARD	3	2	1	0	0	0	0
Cour d'appel de BORDEAUX	128	88	24	0	0	12	4
BERGERAC	2	0	0	0	0	0	2
BORDEAUX	118	85	23	0	0	9	1
CHARENTE	4	2	1	0	0	0	1
LIBOURNE	2	0	0	0	0	2	0
PERIGUEUX	2	1	0	0	0	1	0
Cour d'appel de BOURGES	8	3	2	0	0	3	0
BOURGES	5	2	2	0	0	1	0
CHATEAUROUX	1	1	0	0	0	0	0
NEVERS	2	0	0	0	0	2	0
Cour d'appel de CAEN	27	13	5	0	0	6	3
ALENCON	2	2	0	0	0	0	0
ARGENTAN	3	2	1	0	0	0	0
CAEN	13	8	4	0	0	0	1
CHERBOURG	1	0	0	0	0	0	1
COUTANCES	1	0	0	0	0	1	0
LISIEUX	7	1	0	0	0	5	1
Cour d'appel de CAYENNE	2	2	0	0	0	0	0
GUYANE	2	2	0	0	0	0	0
Cour d'appel de CHAMBERY	9	5	1	0	0	2	1
ALBERTVILLE	1	0	0	0	0	1	0
BONNEVILLE	3	2	0	0	0	1	0
THONON-les-BAINS	5	3	1	0	0	0	1
Cour d'appel de COLMAR	91	67	3	0	0	17	4
COLMAR	5	1	0	0	0	4	0
MULHOUSE	8	3	3	0	0	2	0
SAVERNE	0	0	0	0	0	0	0
STRASBOURG	78	63	0	0	0	11	4

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Départ en retraite	Autres
Cour d'appel de DIJON	17	11	2	0	0	4	0
CHALON-sur-SAONE	5	1	1	0	0	3	0
DIJON	10	9	1	0	0	0	0
HAUTE-MARNE	0	0	0	0	0	0	0
MACON-CHAROLLES	2	1	0	0	0	1	0
Cour d'appel de DOUAI	18	9	0	3	0	5	1
ARRAS	4	2	0	1	0	1	0
AVESNES-sur-HELPE	1	0	0	0	0	1	0
BETHUNE	5	2	0	0	0	2	1
BOULOGNE-sur-MER	2	2	0	0	0	0	0
DOUAI	2	2	0	0	0	0	0
SAINT-OMER	2	0	0	2	0	0	0
VALENCIENNES	2	1	0	0	0	1	0
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	31	9	1	0	0	20	1
MARTINIQUE	31	9	1	0	0	20	1
Cour d'appel de GRENOBLE	28	13	3	0	0	9	3
BOURGOIN-JALLIEU	0	0	0	0	0	0	0
GRENOBLE	13	4	0	0	0	9	0
HAUTES-ALPES	4	0	1	0	0	0	3
VALENCE	10	8	2	0	0	0	0
VIENNE	1	1	0	0	0	0	0
Cour d'appel de LIMOGES	2	1	0	0	0	1	0
CREUSE	1	0	0	0	0	1	0
TULLE	1	1	0	0	0	0	0
Cour d'appel de LYON	209	101	78	2	0	21	7
AIN	5	4	1	0	0	0	0
LYON	184	89	73	2	0	16	4
ROANNE	1	0	0	0	0	1	0
SAINT-ETIENNE	16	5	4	0	0	4	3
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	3	3	0	0	0	0	0
Cour d'appel de METZ	35	14	2	1	0	16	2
METZ	29	13	2	0	0	13	1
SARREGUEMINES	3	0	0	1	0	1	1
THIONVILLE	3	1	0	0	0	2	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Départ en retraite	Autres
Cour d'appel de MONTPELLIER	52	22	27	0	0	2	1
AVEYRON	1	1	0	0	0	0	0
BEZIERS	6	5	1	0	0	0	0
CARCASSONNE	0	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	24	6	17	0	0	0	1
NARBONNE	5	2	1	0	0	2	0
PYRENEES ORIENTALES	16	8	8	0	0	0	0
Cour d'appel de NANCY	18	7	1	0	0	8	2
BRIEY	0	0	0	0	0	0	0
EPINAL	5	0	0	0	0	5	0
NANCY	13	7	1	0	0	3	2
Cour d'appel de NIMES	47	13	5	4	0	0	25
ALES	0	0	0	0	0	0	0
ARDECHE	2	1	1	0	0	0	0
AVIGNON	10	4	4	0	0	0	2
LOZERE	0	0	0	0	0	0	0
NIMES	35	8	0	4	0	0	23
Cour d'appel d' ORLEANS	31	18	4	0	0	7	2
BLOIS	1	1	0	0	0	0	0
MONTARGIS	2	2	0	0	0	0	0
ORLEANS	15	5	2	0	0	7	1
TOURS	13	10	2	0	0	0	1
Cour d'appel de PAPEETE	5	2	2	0	0	1	0
POLYNESIE	5	2	2	0	0	1	0
Cour d'appel de PARIS	1 605	332	829	58	2	312	72
AUXERRE	3	1	1	0	0	0	1
ESSONNE	13	6	5	0	0	0	2
FONTAINEBLEAU	1	0	0	0	0	1	0
MEAUX	11	6	2	3	0	0	0
MELUN	1	1	0	0	0	0	0
PARIS	1 509	272	815	55	2	299	66
SEINE-SAINT-DENIS	37	28	1	0	0	7	1
SENS	0	0	0	0	0	0	0
VAL DE MARNE	30	18	5	0	0	5	2

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Départ en retraite	Autres
Cour d'appel de PAU	36	23	4	0	0	9	0
BAYONNE	6	4	0	0	0	2	0
DAX	5	3	0	0	0	2	0
MONT-de-MARSAN	5	4	0	0	0	1	0
PAU	20	12	4	0	0	4	0
TARBES	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de POITIERS	36	25	6	0	0	3	2
DEUX-SEVRES	1	1	0	0	0	0	0
LA ROCHELLE	7	3	2	0	0	2	0
LA ROCHE-SUR-YON	3	3	0	0	0	0	0
LES SABLES-D'OLONNE	3	1	0	0	0	0	2
POITIERS	16	12	4	0	0	0	0
SAINTES	6	5	0	0	0	1	0
Cour d'appel de REIMS	14	7	3	0	0	4	0
AUBE	0	0	0	0	0	0	0
CHALONS EN CHAMPAGNE	3	2	1	0	0	0	0
REIMS	11	5	2	0	0	4	0
Cour d'appel de RENNES	149	91	38	0	0	10	10
BREST	18	14	1	0	0	0	3
LORIENT	2	2	0	0	0	0	0
NANTES	66	28	27	0	0	8	3
RENNES	58	44	10	0	0	1	3
SAINT-BRIEUC	3	1	0	0	0	1	1
VANNES	2	2	0	0	0	0	0
Cour d'appel de RIOM	8	4	1	1	0	2	0
AURILLAC	0	0	0	0	0	0	0
CUSSET-VICHY	2	1	0	0	0	1	0
HAUTE LOIRE	1	0	0	0	0	1	0
MONTLUCON	4	2	1	1	0	0	0
MOULINS	1	1	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Départ en retraite	Autres
Cour d'appel de ROUEN	29	16	7	0	0	3	3
DIEPPE	2	2	0	0	0	0	0
ROUEN	27	14	7	0	0	3	3
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	24	12	5	0	0	6	1
SAINT-DENIS REUNION	18	9	4	0	0	5	0
SAINT-PIERRE REUNION	6	3	1	0	0	1	1
Cour d'appel de TOULOUSE	94	53	18	1	0	11	11
ALBI	4	2	1	1	0	0	0
ARIEGE	0	0	0	0	0	0	0
CASTRES	1	1	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	8	4	2	0	0	0	2
TOULOUSE	81	46	15	0	0	11	9
Cour d'appel de VERSAILLES	307	188	70	0	0	42	7
CHARTRES	9	1	3	0	0	5	0
HAUTS DE SEINE	269	165	66	0	0	32	6
VAL D'OISE	29	22	1	0	0	5	1

Note : Les 21 barreaux non-répondants en 2024 n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

**4 – Tableau A2 - Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département
au 1^{er} janvier 2024**

N°	Département	Population au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
	TOTAL FRANCE ENTIERE	68 923 626	75 681	11,0
	France métropolitaine	66 142 961	74 418	11,3
1	AIN	679 498	129	1,9
2	AISNE	521 632	101	1,9
3	ALLIER	332 708	114	3,4
4	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	168 161	51	3,0
5	HAUTES-ALPES	141 661	57	4,0
6	ALPES-MARITIMES	1 119 571	1 772	15,8
7	ARDECHE	336 501	60	1,8
8	ARDENNES	265 737	63	2,4
9	ARIEGE	155 813	37	2,4
10	AUBE	312 730	90	2,9
11	AUDE	378 775	173	4,6
12	AVEYRON	279 470	78	2,8
13	BOUCHES-DU-RHONE	2 078 397	3 471	16,7
14	CALVADOS	706 605	443	6,3
15	CANTAL	143 567	42	2,9
16	CHARENTE	349 856	134	3,8
17	CHARENTE-MARITIME	674 439	349	5,2
18	CHER	295 729	91	3,1
19	CORREZE	238 962	110	4,6
2A	CORSE-DU-SUD	167 658	140	8,4
2B	HAUTE-CORSE	187 870	160	8,5
21	COTE-D'OR	537 752	378	7,0
22	COTES-D'ARMOR	611 351	146	2,4
23	CREUSE	113 922	18	1,6
24	DORDOGNE	413 192	134	3,2
25	DOUBS	552 321	237	4,3
26	DROME	524 109	271	5,2
27	EURE	598 339	139	2,3
28	EURE-ET-LOIR	430 422	133	3,1
29	FINISTERE	931 604	392	4,2
30	GARD	766 765	442	5,8
31	HAUTE-GARONNE	1 487 804	1 826	12,3
32	GERS	193 695	54	2,8

N°	Département	Population au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
33	GIRONDE	1 707 780	2 092	12,2
34	HERAULT	1 243 225	1 420	11,4
35	ILLE-ET-VILAINE	1 127 720	1 079	9,6
36	INDRE	213 871	44	2,1
37	INDRE-ET-LOIRE	616 751	328	5,3
38	ISERE	1 307 146	730	5,6
39	JURA	257 483	59	2,3
40	LANDES	434 933	151	3,5
41	LOIR-ET-CHER	326 941	72	2,2
42	LOIRE	775 102	377	4,9
43	HAUTE-LOIRE	226 900	47	2,1
44	LOIRE-ATLANTIQUE	1 503 876	1 370	9,1
45	LOIRET	689 581	239	3,5
46	LOT	175 800	40	2,3
47	LOT-ET-GARONNE	330 385	116	3,5
48	LOZERE	76 647	18	2,3
49	MAINE-ET-LOIRE	834 135	463	5,6
50	MANCHE	494 200	126	2,5
51	MARNE	562 874	369	6,6
52	HAUTE-MARNE	168 200	34	2,0
53	MAYENNE	304 981	77	2,5
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	730 320	373	5,1
55	MEUSE	178 562	19	1,1
56	MORBIHAN	782 348	272	3,5
57	MOSELLE	1 055 259	447	4,2
58	NIEVRE	198 936	47	2,4
59	NORD	2 614 334	1 646	6,3
60	OISE	830 176	230	2,8
61	ORNE	272 379	55	2,0
62	PAS-DE-CALAIS	1 455 555	367	2,5
63	PUY-DE-DOME	665 094	437	6,6
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	706 361	605	8,6
65	HAUTES-PYRENEES	232 534	76	3,3
66	PYRENEES-ORIENTALES	497 810	331	6,6
67	BAS-RHIN	1 170 551	1 149	9,8
68	HAUT-RHIN	769 047	358	4,7
69	RHONE	1 926 989	3 880	20,1
70	HAUTE-SAONE	232 523	29	1,2
71	SAONE-ET-LOIRE	546 695	182	3,3
72	SARTHE	566 096	185	3,3

N°	Département	Population au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats au 1 ^{er} janvier 2024	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
73	SAVOIE	451 819	282	6,2
74	HAUTE-SAVOIE	866 490	491	5,7
75	PARIS	2 087 577	32 729	156,8
76	SEINE-MARITIME	1 255 554	726	5,8
77	SEINE-ET-MARNE	1 464 783	378	2,6
78	YVELINES	1 473 664	755	5,1
79	DEUX-SEVRES	373 682	87	2,3
80	SOMME	562 126	272	4,8
81	TARN	398 772	146	3,7
82	TARN-ET-GARONNE	267 619	92	3,4
83	VAR	1 121 506	763	6,8
84	VAUCLUSE	568 715	416	7,3
85	VENDEE	717 301	204	2,8
86	VIENNE	440 921	289	6,6
87	HAUTE-VIENNE	370 339	192	5,2
88	VOSGES	355 431	113	3,2
89	YONNE	328 774	84	2,6
90	TERRITOIRE-DE-BELFORT	137 235	37	2,7
91	ESSONNE	1 331 827	349	2,6
92	HAUTS-DE-SEINE	1 651 407	2 537	15,4
93	SEINE-ST-DENIS	1 701 072	639	3,8
94	VAL-DE-MARNE	1 433 927	584	4,1
95	VAL-D'OISE	1 275 704	479	3,8
971	GUADELOUPE	378 561	326	8,6
972	MARTINIQUE	349 925	210	6,0
973	GUYANE	295 385	84	2,8
974	LA REUNION	885 700	371	4,2
976	MAYOTTE	320 901	26	0,8
987	POLYNESIE FRANCAISE*	278 786	117	4,2
988	NOUVELLE-CALEDONIE**	271 407	129	4,8

Sources : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -" * Recensement INSEE de la population 2022. ** Recensement INSEE de la population 2019.

5 – Tableau A3 - Répartition des avocats selon le sexe par barreau et ressort de cour d'appel au 1^{er} janvier 2024 - Proportion de femmes inscrites au barreau (%)

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
TOTAL FRANCE ENTIERE	75 681	31 526	44 155	58,3
Cour d'appel d' AGEN	210	92	118	56,2
AGEN	116	49	67	57,8
GERS	54	28	26	48,1
LOT	40	15	25	62,5
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	6 057	2 515	3 542	58,5
AIX-EN-PROVENCE	890	332	558	62,7
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	51	21	30	58,8
DRAGUIGNAN	248	108	140	56,5
GRASSE	591	231	360	60,9
MARSEILLE	2 503	1 040	1 463	58,4
NICE	1 181	531	650	55,0
TARASCON	78	30	48	61,5
TOULON	515	222	293	56,9
Cour d'appel d' AMIENS	603	240	363	60,2
AMIENS	272	111	161	59,2
BEAUVAIS	61	26	35	57,4
COMPIEGNE	72	35	37	51,4
LAON	34	12	22	64,7
SAINT-QUENTIN	41	19	22	53,7
SENLIS	97	27	70	72,2
SOISSONS	26	10	16	61,5
Cour d'appel d' ANGERS	725	312	413	57,0
ANGERS	435	190	245	56,3
LAVAL	77	36	41	53,2
LE MANS	185	71	114	61,6
SAUMUR	28	15	13	46,4
Cour d'appel de BASSE-TERRE	326	124	202	62,0
GUADELOUPE	326	124	202	62,0
Cour d'appel de BASTIA	300	108	192	64,0
AJACCIO***	140	54	86	61,4
BASTIA**	160	54	106	66,3

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
Cour d'appel de BESANCON	362	135	227	62,7
BELFORT	37	18	19	51,4
BESANCON	198	74	124	62,6
HAUTE-SAONE	29	7	22	75,9
JURA	59	19	40	67,8
MONTBELIARD	39	17	22	56,4
Cour d'appel de BORDEAUX	2 360	864	1 496	63,4
BERGERAC	43	18	25	58,1
BORDEAUX	2 022	729	1 293	63,9
CHARENTE	134	53	81	60,4
LIBOURNE	70	26	44	62,9
PERIGUEUX	91	38	53	58,2
Cour d'appel de BOURGES	182	63	119	65,4
BOURGES	91	31	60	65,9
CHATEAUROUX	44	17	27	61,4
NEVERS	47	15	32	68,1
Cour d'appel de CAEN	624	248	376	60,3
ALENCON	35	17	18	51,4
ARGENTAN	20	7	13	65,0
CAEN	408	168	240	58,8
CHERBOURG	56	18	38	67,9
COUTANCES	70	21	49	70,0
LISIEUX	35	17	18	51,4
Cour d'appel de CAYENNE	84	36	48	57,1
GUYANE	84	36	48	57,1
Cour d'appel de CHAMBERY	773	265	508	65,7
ALBERTVILLE	45	14	31	68,9
ANNECY***	273	93	180	65,9
BONNEVILLE	63	20	43	68,3
CHAMBERY**	237	93	144	60,8
THONON-les-BAINS	155	45	110	71,0
Cour d'appel de COLMAR	1 507	607	900	59,7
COLMAR	140	51	89	63,6
MULHOUSE	218	88	130	59,6
SAVERNE	32	12	20	62,5
STRASBOURG	1 117	456	661	59,2

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
Cour d'appel de DIJON	594	230	364	61,3
CHALON-sur-SAONE	107	43	64	59,8
DIJON	378	143	235	62,2
HAUTE-MARNE	34	20	14	41,2
MACON-CHAROLLES	75	24	51	68,0
Cour d'appel de DOUAI	2 013	880	1 133	56,3
ARRAS	96	41	55	57,3
AVESNES-sur-HELPE	39	21	18	46,2
BETHUNE	116	42	74	63,8
BOULOGNE-sur-MER	120	44	76	63,3
CAMBRAI***	28	9	19	67,9
DOUAI	85	35	50	58,8
DUNKERQUE***	77	32	45	58,4
LILLE**	1 300	596	704	54,2
SAINT-OMER	35	13	22	62,9
VALENCIENNES	117	47	70	59,8
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	210	67	143	68,1
MARTINIQUE	210	67	143	68,1
Cour d'appel de GRENOBLE	1 058	384	674	63,7
BOURGOIN-JALLIEU	48	16	32	66,7
GRENOBLE	606	213	393	64,9
HAUTES-ALPES	57	28	29	50,9
VALENCE	271	100	171	63,1
VIENNE	76	27	49	64,5
Cour d'appel de LIMOGES	320	129	191	59,7
BRIVE***	84	36	48	57,1
CREUSE	18	6	12	66,7
LIMOGES***	192	78	114	59,4
TULLE	26	9	17	65,4
Cour d'appel de LYON	4 386	1 769	2 617	59,7
AIN	129	47	82	63,6
LYON	3 820	1 545	2 275	59,6
ROANNE	44	17	27	61,4
SAINT-ETIENNE	333	136	197	59,2
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	60	24	36	60,0
Cour d'appel de METZ	447	209	238	53,2
METZ	335	168	167	49,9
SARREGUEMINES	63	21	42	66,7
THIONVILLE	49	20	29	59,2

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
Cour d'appel de MONTPELLIER	2 002	810	1 192	59,5
AVEYRON	78	30	48	61,5
BEZIERS	171	60	111	64,9
CARCASSONNE	87	33	54	62,1
MONTPELLIER	1 249	503	746	59,7
NARBONNE	86	34	52	60,5
PYRENEES ORIENTALES	331	150	181	54,7
Cour d'appel de NANCY	505	225	280	55,4
BRIEY	19	11	8	42,1
EPINAL	113	52	61	54,0
MEUSE***	19	12	7	36,8
NANCY	354	150	204	57,6
Cour d'appel de NIMES	936	356	580	62,0
ALES	50	15	35	70,0
ARDECHE	60	21	39	65,0
AVIGNON	321	138	183	57,0
CARPENTRAS***	95	26	69	72,6
LOZERE	18	9	9	50,0
NIMES	392	147	245	62,5
Cour d'appel de NOUMEA	129	48	81	62,8
NOUVELLE CALEDONIE***	129	48	81	62,8
Cour d'appel d' ORLEANS	639	253	386	60,4
BLOIS	72	25	47	65,3
MONTARGIS	25	9	16	64,0
ORLEANS	214	82	132	61,7
TOURS	328	137	191	58,2
Cour d'appel de PAPEETE	117	59	58	49,6
POLYNESIE	117	59	58	49,6
Cour d'appel de PARIS	34 763	15 395	19 368	55,7
AUXERRE	54	19	35	64,8
ESSONNE	349	123	226	64,8
FONTAINEBLEAU	51	13	38	74,5
MEAUX	187	57	130	69,5
MELUN	140	47	93	66,4
PARIS	32 729	14 713	18 016	55,0
SEINE-SAINT-DENIS	639	232	407	63,7
SENS	30	9	21	70,0
VAL DE MARNE	584	182	402	68,8

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
Cour d'appel de PAU	832	309	523	62,9
BAYONNE	359	143	216	60,2
DAX	81	26	55	67,9
MONT-de-MARSAN	70	19	51	72,9
PAU	246	93	153	62,2
TARBES	76	28	48	63,2
Cour d'appel de POITIERS	929	354	575	61,9
DEUX-SEVRES	87	46	41	47,1
LA ROCHELLE	253	92	161	63,6
LA ROCHE-SUR-YON	148	48	100	67,6
LES SABLES-D'OLONNE	56	24	32	57,1
POITIERS	289	111	178	61,6
SAINTES	96	33	63	65,6
Cour d'appel de REIMS	522	230	292	55,9
ARDENNES***	63	29	34	54,0
AUBE	90	37	53	58,9
CHALONS EN CHAMPAGNE	54	20	34	63,0
REIMS	315	144	171	54,3
Cour d'appel de RENNES	3 259	1 246	2 013	61,8
BREST	238	88	150	63,0
LORIENT	133	53	80	60,2
NANTES	1 245	473	772	62,0
QUIMPER***	154	66	88	57,1
RENNES	987	391	596	60,4
SAINT-BRIEUC	146	53	93	63,7
SAINT-MALO***	92	35	57	62,0
SAINT-NAZAIRE*	125	39	86	68,8
VANNES	139	48	91	65,5
Cour d'appel de RIOM	640	252	388	60,6
AURILLAC	42	23	19	45,2
CLERMONT-FERRAND***	437	172	265	60,6
CUSSET-VICHY	56	18	38	67,9
HAUTE LOIRE	47	14	33	70,2
MONTLUCON	30	11	19	63,3
MOULINS	28	14	14	50,0
Cour d'appel de ROUEN	865	315	550	63,6
DIEPPE	43	11	32	74,4
EVREUX***	139	54	85	61,2
LE HAVRE*	152	53	99	65,1
ROUEN	531	197	334	62,9

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	397	167	230	57,9
MAYOTTE**	26	19	7	26,9
SAINT-DENIS REUNION	260	108	152	58,5
SAINT-PIERRE REUNION	111	40	71	64,0
Cour d'appel de TOULOUSE	2 101	772	1 329	63,3
ALBI	95	37	58	61,1
ARIEGE	37	12	25	67,6
CASTRES	51	14	37	72,5
SAINT-GAUDENS	15	6	9	60,0
TARN-ET-GARONNE	92	36	56	60,9
TOULOUSE	1 811	667	1 144	63,2
Cour d'appel de VERSAILLES	3 904	1 458	2 446	62,7
CHARTRES	133	44	89	66,9
HAUTS DE SEINE	2 537	1 013	1 524	60,1
VAL D'OISE	479	162	317	66,2
VERSAILLES***	755	239	516	68,3

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

**6 – Tableau A4 - Evolution du nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel de
2014 à 2024 - Taux d'accroissement 2014-2024 (%)**

Barreau et ressort de cour d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux d'acprt 2014-2024 (%)
TOTAL FRANCE ENTIERE	60 223	62 073	63 923	65 480	66 958	68 464	70 073	70 894	72 521	73 998	75 681	25,7
Cour d'appel d' AGEN	205	208	205	207	208	202	203	207	206	211	210	2,4
AGEN	103	106	104	107	109	105	107	108	112	116	116	12,6
GERS	56	54	54	54	53	53	52	55	52	55	54	-3,6
LOT	46	48	47	46	46	44	44	44	42	40	40	-13,0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	5 000	5 111	5 260	5 360	5 445	5 567	5 649	5 670	5 802	5 958	6 057	21,1
AIX-EN-PROVENCE	729	759	780	792	808	827	830	834	852	879	890	22,1
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	48	45	49	50	48	51	46	48	47	49	51	6,3
DRAGUIGNAN	234	244	247	241	243	249	251	244	245	251	248	6,0
GRASSE	590	590	605	608	614	602	598	600	599	591	591	0,2
MARSEILLE	1 872	1 905	1 994	2 062	2 124	2 183	2 245	2 281	2 366	2 428	2 503	33,7
NICE	989	1 026	1 035	1 053	1 048	1 083	1 102	1 098	1 120	1 183	1 181	19,4
TARASCON	87	85	84	78	81	84	81	78	79	81	78	-10,3
TOULON	451	457	466	476	479	488	496	487	494	496	515	14,2
Cour d'appel d' AMIENS	595	602	612	624	621	618	621	617	620	608	603	1,3
AMIENS	255	257	265	278	271	266	271	267	270	265	272	6,7
BEAUVAIS	66	67	68	67	70	70	68	63	62	62	61	-7,6
COMPIEGNE	74	77	79	80	81	80	83	84	82	79	72	-2,7
LAON	39	39	36	37	35	34	32	32	36	35	34	-12,8
SAINT-QUENTIN	54	53	55	50	51	51	47	45	43	42	41	-24,1
SENLIS	75	81	81	84	85	89	91	95	98	97	97	29,3
SOISSONS	32	28	28	28	28	28	29	31	29	28	26	-18,8
Cour d'appel d' ANGERS	576	578	592	598	609	606	635	643	668	670	725	25,9
ANGERS	336	321	336	343	353	356	368	375	393	395	435	29,5
LAVAL	71	67	70	72	71	69	71	74	74	74	77	8,5
LE MANS	169	167	162	159	160	156	169	166	174	172	185	9,5
SAUMUR	-	23	24	24	25	25	27	28	27	29	28	-
Cour d'appel de BASSE-TERRE	275	285	294	307	310	315	310	300	300	323	326	18,5
GUADELOUPE	275	285	294	307	310	315	310	300	300	323	326	18,5
Cour d'appel de BASTIA	255	262	269	276	274	288	294	297	301	300	300	17,6
AJACCIO***	115	119	130	131	129	136	140	138	141	140	140	21,7
BASTIA**	140	143	139	145	145	152	154	159	160	160	160	14,3

Barreau et ressort de cour d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux d'accrt 2014-2024 (%)
Cour d'appel de BESANCON	354	352	352	361	358	355	358	355	352	360	362	2,3
BELFORT	39	37	36	38	39	41	37	37	36	36	37	-5,1
BESANCON	172	172	175	185	187	186	192	189	188	194	198	15,1
HAUTE-SAONE	35	35	35	33	30	30	30	32	32	33	29	-17,1
JURA	65	64	62	61	61	61	63	61	59	58	59	-9,2
MONTBELIARD	43	44	44	44	41	37	36	36	37	39	39	-9,3
Cour d'appel de BORDEAUX	1 619	1 692	1 750	1 803	1 884	1 976	2 055	2 088	2 175	2 268	2 360	45,8
BERGERAC	46	45	44	43	42	44	43	43	42	42	43	-6,5
BORDEAUX	1 316	1 379	1 430	1 492	1 575	1 650	1 732	1 761	1 841	1 934	2 022	53,6
CHARENTE	116	119	121	117	115	127	124	123	127	128	134	15,5
LIBOURNE	58	63	66	65	66	69	68	75	78	72	70	20,7
PERIGUEUX	83	86	89	86	86	86	88	86	87	92	91	9,6
Cour d'appel de BOURGES	188	187	187	189	184	186	184	186	184	181	182	-3,2
BOURGES	87	86	87	88	87	85	88	94	94	89	91	4,6
CHATEAUROUX	46	46	48	49	44	48	48	44	43	44	44	-4,3
NEVERS	55	55	52	52	53	53	48	48	47	48	47	-14,5
Cour d'appel de CAEN	568	570	577	582	593	605	611	618	608	624	624	9,9
ALENCON	41	39	39	38	38	38	35	34	33	36	35	-14,6
ARGENTAN	28	26	25	24	24	23	23	22	22	21	20	-28,6
CAEN	352	358	356	360	370	382	387	397	391	406	408	15,9
CHERBOURG	44	44	50	51	51	53	56	54	53	54	56	27,3
COUTANCES	69	68	71	71	70	71	71	71	70	67	70	1,4
LISIEUX	34	35	36	38	40	38	39	40	39	40	35	2,9
Cour d'appel de CAYENNE	70	70	76	76	78	80	83	83	80	81	84	20,0
GUYANE	70	70	76	76	78	80	83	83	80	81	84	20,0
Cour d'appel de CHAMBERY	648	672	691	704	718	723	734	757	768	777	773	19,3
ALBERTVILLE	52	51	53	51	49	51	50	49	48	47	45	-13,5
ANNECY***	206	221	225	234	240	247	251	263	264	273	273	32,5
BONNEVILLE	60	62	64	65	62	63	61	63	64	62	63	5,0
CHAMBERY**	202	203	204	214	220	221	225	233	237	237	237	17,3
THONON-les-BAINS	128	135	145	140	147	141	147	149	155	158	155	21,1
Cour d'appel de COLMAR	1 194	1 238	1 284	1 295	1 345	1 359	1 394	1 410	1 440	1 477	1 507	26,2
COLMAR	136	138	145	148	150	151	148	148	145	143	140	2,9
MULHOUSE	192	206	209	209	209	207	216	217	225	226	218	13,5
SAVERNE	31	29	31	30	30	30	28	29	28	33	32	3,2
STRASBOURG	835	865	899	908	956	971	1 002	1 016	1 042	1 075	1 117	33,8
Cour d'appel de DIJON	500	513	530	510	526	553	550	561	563	564	594	18,8
CHALON-sur-SAONE	98	97	98	93	94	102	101	105	105	108	107	9,2
DIJON	310	322	326	317	332	345	343	351	351	351	378	21,9
HAUTE-MARNE	32	34	35	35	35	35	33	33	34	31	34	6,3
MACON-CHAROLLES	60	60	71	65	65	71	73	72	73	74	75	25,0

Barreau et ressort de cour d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux d'accrt 2014-2024 (%)
Cour d'appel de DOUAI	1 781	1 836	1 880	1 918	1 926	1 974	1 959	1 981	2 007	2 010	2 013	13,0
ARRAS	87	90	93	89	90	88	93	92	91	95	96	10,3
AVESNES-sur-HELPE	32	34	36	34	35	36	38	39	40	40	39	21,9
BETHUNE	111	112	112	111	113	115	114	116	115	115	116	4,5
BOULOGNE-sur-MER	109	116	122	120	124	127	122	122	121	122	120	10,1
CAMBRAI***	30	29	31	30	30	29	29	26	25	28	28	-6,7
DOUAI	95	97	94	93	97	93	90	86	86	84	85	-10,5
DUNKERQUE***	67	74	75	79	79	80	80	79	78	77	77	14,9
LILLE**	1 108	1 145	1 177	1 220	1 212	1 256	1 249	1 277	1 300	1 300	1 300	17,3
SAINT-OMER	34	34	35	36	35	34	31	30	35	35	35	2,9
VALENCIENNES	108	105	105	106	111	116	113	114	116	114	117	8,3
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	170	185	185	185	194	197	201	206	212	205	210	23,5
MARTINIQUE	170	185	185	185	194	197	201	206	212	205	210	23,5
Cour d'appel de GRENOBLE	912	918	949	978	992	992	1 005	1 001	1 037	1 023	1 058	16,0
BOURGOIN-JALLIEU	38	36	35	36	38	39	41	41	41	45	48	26,3
GRENOBLE	531	526	555	566	568	566	575	573	591	591	606	14,1
HAUTES-ALPES	52	51	50	53	55	54	56	54	58	59	57	9,6
VALENCE	234	246	250	260	266	265	266	268	277	258	271	15,8
VIENNE	57	59	59	63	65	68	67	65	70	70	76	33,3
Cour d'appel de LIMOGES	288	296	311	308	311	311	302	312	325	321	320	11,1
BRIVE***	103	80	90	86	86	87	85	85	84	84	84	-18,4
CREUSE	20	20	20	21	20	18	15	18	19	19	18	-10,0
LIMOGES***	165	167	172	171	175	176	175	183	195	192	192	16,4
TULLE	-	29	29	30	30	30	27	26	27	26	26	-
Cour d'appel de LYON	3 206	3 321	3 436	3 571	3 690	3 848	3 978	4 041	4 182	4 278	4 386	36,8
AIN	120	116	119	120	121	130	131	132	132	130	129	7,5
LYON	2 722	2 833	2 940	3 066	3 178	3 317	3 438	3 495	3 618	3 722	3 820	40,3
ROANNE	41	42	44	44	44	44	43	42	43	45	44	7,3
SAINT-ETIENNE	273	281	283	290	295	304	310	314	330	324	333	22,0
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	50	49	50	51	52	53	56	58	59	57	60	20,0
Cour d'appel de METZ	420	438	447	445	447	444	435	445	451	453	447	6,4
METZ	307	315	322	320	320	318	318	329	334	340	335	9,1
SARREGUEMINES	60	66	69	68	70	69	64	63	64	64	63	5,0
THIONVILLE	53	57	56	57	57	57	53	53	53	49	49	-7,5

Barreau et ressort de cour d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux d'accrt 2014-2024 (%)
Cour d'appel de MONTPELLIER	1 650	1 698	1 733	1 774	1 802	1 775	1 830	1 877	1 909	1 948	2 002	21,3
AVEYRON	54	58	59	59	63	62	63	63	66	76	78	44,4
BEZIERS	149	157	158	163	168	164	168	170	170	165	171	14,8
CARCASSONNE	83	88	85	89	86	89	85	83	83	83	87	4,8
MONTPELLIER	980	1 005	1 043	1 069	1 088	1 064	1 113	1 162	1 182	1 205	1 249	27,4
NARBONNE	83	88	84	86	94	93	92	88	88	93	86	3,6
PYRENEES ORIENTALES	301	302	304	308	303	303	309	311	320	326	331	10,0
Cour d'appel de NANCY	483	473	492	486	491	490	498	499	500	499	505	4,6
BRIEY	16	17	17	17	18	17	17	18	19	19	19	18,8
EPINAL	112	112	116	111	112	110	110	110	108	110	113	0,9
MEUSE***	24	25	25	25	21	23	21	21	20	19	19	-20,8
NANCY	331	319	334	333	340	340	350	350	353	351	354	6,9
Cour d'appel de NIMES	806	840	845	873	888	900	910	911	910	930	936	16,1
ALES	35	40	39	41	42	43	48	49	49	48	50	42,9
ARDECHE	48	52	55	53	56	56	55	57	56	60	60	25,0
AVIGNON	276	287	289	305	310	313	311	309	311	320	321	16,3
CARPENTRAS***	93	94	96	96	96	98	98	99	98	95	95	2,2
LOZERE	16	16	16	16	17	18	18	18	18	19	18	12,5
NIMES	338	351	350	362	367	372	380	379	378	388	392	16,0
Cour d'appel de NOUMEA	101	107	110	114	117	114	114	118	121	129	129	27,7
NOUVELLE CALEDONIE***	101	107	110	114	117	114	114	118	121	129	129	27,7
Cour d'appel d' ORLEANS	572	584	598	600	622	623	622	639	651	644	639	11,7
BLOIS	79	77	88	86	83	81	81	80	77	72	72	-8,9
MONTARGIS	30	30	27	26	27	27	26	29	28	28	25	-16,7
ORLEANS	198	207	203	204	215	216	219	222	220	218	214	8,1
TOURS	265	270	280	284	297	299	296	308	326	326	328	23,8
Cour d'appel de PAPEETE	92	94	91	92	100	103	108	110	114	118	117	27,2
POLYNESIE	92	94	91	92	100	103	108	110	114	118	117	27,2
Cour d'appel de PARIS	26 780	27 735	28 669	29 400	30 087	30 989	31 883	32 245	33 023	33 888	34 763	29,8
AUXERRE	59	56	57	53	56	54	58	56	56	56	54	-8,5
ESSONNE	327	321	321	347	347	359	364	363	365	359	349	6,7
FONTAINEBLEAU	48	46	50	53	47	47	49	49	49	49	51	6,3
MEAUX	170	181	184	183	189	189	193	192	197	188	187	10,0
MELUN	127	127	127	141	144	142	144	143	147	146	140	10,2
PARIS	24 949	25 871	26 792	27 461	28 145	29 018	29 865	30 210	30 972	31 834	32 729	31,2
SEINE-SAINT-DENIS	530	541	555	570	564	585	604	617	625	636	639	20,6
SENS	34	33	31	30	31	31	29	32	32	30	30	-11,8
VAL DE MARNE	536	559	552	562	564	564	577	583	580	590	584	9,0

Barreau et ressort de cour d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux d'accrt 2014-2024 (%)
Cour d'appel de PAU	667	695	707	724	738	740	751	770	785	809	832	24,7
BAYONNE	240	255	267	270	279	293	302	314	326	341	359	49,6
DAX	70	72	69	76	73	69	72	72	69	74	81	15,7
MONT-de-MARSAN	59	64	65	65	67	66	64	68	72	74	70	18,6
PAU	228	229	233	237	247	244	245	242	244	249	246	7,9
TARBES	70	75	73	76	72	68	68	74	74	71	76	8,6
Cour d'appel de POITIERS	840	863	862	885	897	910	913	916	923	940	929	10,6
DEUX-SEVRES	81	87	87	89	88	92	92	93	92	90	87	7,4
LA ROCHELLE	217	218	225	232	240	238	247	237	248	250	253	16,6
LA ROCHE-SUR-YON	121	122	125	126	134	141	136	141	141	145	148	22,3
LES SABLES-D'OLONNE	52	54	54	55	55	55	56	59	55	56	56	7,7
POITIERS	285	297	285	297	295	292	289	292	294	288	289	1,4
SAINTES	84	85	86	86	85	92	93	94	93	111	96	14,3
Cour d'appel de REIMS	468	486	494	476	487	492	483	489	520	511	522	11,5
ARDENNES***	69	69	71	69	68	65	64	64	62	63	63	-8,7
AUBE	97	97	99	95	96	92	90	92	85	86	90	-7,2
CHALONS EN CHAMPAGNE	56	58	59	58	58	63	57	62	55	54	54	-3,6
REIMS	246	262	265	254	265	272	272	271	318	308	315	28,0
Cour d'appel de RENNES	2 406	2 479	2 580	2 639	2 735	2 798	2 919	3 000	3 110	3 186	3 259	35,5
BREST	189	188	197	209	213	214	223	223	229	236	238	25,9
LORIENT	105	111	114	118	119	113	121	123	128	135	133	26,7
NANTES	866	908	956	976	1 019	1 054	1 116	1 155	1 212	1 232	1 245	43,8
QUIMPER***	125	130	130	136	140	137	137	147	147	154	154	23,2
RENNES	708	723	752	757	790	820	860	878	916	941	987	39,4
SAINT-BRIEUC	138	142	144	141	143	145	139	138	140	139	146	5,8
SAINT-MALO***	68	68	75	74	79	82	85	88	86	92	92	35,3
SAINT-NAZAIRE*	93	96	99	107	111	109	115	125	125	125	125	34,4
VANNES	114	113	113	121	121	124	123	123	127	132	139	21,9
Cour d'appel de RIOM	572	584	606	614	630	617	620	623	629	639	640	11,9
AURILLAC	41	38	41	42	42	38	39	41	40	40	42	2,4
CLERMONT-FERRAND***	372	389	403	409	418	415	418	420	431	437	437	17,5
CUSSET-VICHY	58	56	60	60	59	57	57	56	55	56	56	-3,4
HAUTE LOIRE	42	42	43	44	46	44	43	45	43	46	47	11,9
MONTLUCON	32	32	31	32	35	34	35	34	33	33	30	-6,3
MOULINS	27	27	28	27	30	29	28	27	27	27	28	3,7

Barreau et ressort de cour d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux d'accrt 2014-2024 (%)
Cour d'appel de ROUEN	783	808	805	823	844	856	857	861	860	863	865	10,5
DIEPPE	51	53	48	50	46	48	47	46	45	43	43	-15,7
EVREUX***	134	142	136	138	142	143	144	149	149	139	139	3,7
LE HAVRE*	137	136	141	143	146	151	147	152	152	152	152	10,9
ROUEN	461	477	480	492	510	514	519	514	514	529	531	15,2
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	266	294	308	317	325	329	348	368	375	387	397	49,2
MAYOTTE**	28	29	29	31	30	30	30	28	26	26	26	-7,1
SAINT-DENIS REUNION	178	196	209	211	219	217	230	245	252	264	260	46,1
SAINT-PIERRE REUNION	60	69	70	75	76	82	88	95	97	97	111	85,0
Cour d'appel de TOULOUSE	1 603	1 674	1 720	1 812	1 873	1 869	1 924	1 959	2 023	2 088	2 101	31,1
ALBI	82	81	92	91	86	88	96	97	95	94	95	15,9
ARIEGE	36	37	41	39	38	37	37	38	38	35	37	2,8
CASTRES	51	51	47	48	48	47	43	44	46	51	51	0,0
SAINT-GAUDENS	-	15	16	17	17	17	17	17	16	16	15	-
TARN-ET-GARONNE	88	99	100	103	101	100	95	99	96	107	92	4,5
TOULOUSE	1 346	1 391	1 424	1 514	1 583	1 580	1 636	1 664	1 732	1 785	1 811	34,5
Cour d'appel de VERSAILLES	3 310	3 325	3 416	3 554	3 609	3 660	3 732	3 731	3 787	3 727	3 904	17,9
CHARTRES	140	145	148	150	147	145	144	141	143	142	133	-5,0
HAUTS DE SEINE	1 990	1 990	2 073	2 188	2 227	2 280	2 358	2 374	2 394	2 363	2 537	27,5
VAL D'OISE	441	439	442	445	452	473	472	473	492	467	479	8,6
VERSAILLES***	739	751	753	771	783	762	758	743	758	755	755	2,2

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

7 – Tableau A5 - Répartition des avocats honoraires selon le sexe par barreau et ressort de cour d'appel au 1^{er} janvier 2024 - Proportion de femmes (%)

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
TOTAL FRANCE ENTIERE	7 225	4 423	2 802	38,8
Cour d'appel d' AGEN	43	28	15	34,9
AGEN	23	16	7	30,4
GERS	13	8	5	38,5
LOT	7	4	3	42,9
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	799	476	323	40,4
AIX-EN-PROVENCE	118	76	42	35,6
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	12	8	4	33,3
DRAGUIGNAN	45	28	17	37,8
GRASSE	117	62	55	47,0
MARSEILLE	238	152	86	36,1
NICE	172	97	75	43,6
TARASCON	13	9	4	30,8
TOULON	84	44	40	47,6
Cour d'appel d' AMIENS	141	90	51	36,2
AMIENS	60	34	26	43,3
BEAUVAIS	19	11	8	42,1
COMPIEGNE	17	14	3	17,6
LAON	16	10	6	37,5
SAINT-QUENTIN	10	8	2	20,0
SENLIS	11	6	5	45,5
SOISSONS	8	7	1	12,5
Cour d'appel d' ANGERS	95	61	34	35,8
ANGERS	47	33	14	29,8
LAVAL	15	11	4	26,7
LE MANS	27	14	13	48,1
SAUMUR	6	3	3	50,0
Cour d'appel de BASSE-TERRE	8	5	3	37,5
GAUDELLOUPE	8	5	3	37,5
Cour d'appel de BASTIA	31	23	8	25,8
AJACCIO***	16	9	7	43,8
BASTIA**	15	14	1	6,7
Cour d'appel de BESANCON	77	49	28	36,4
BELFORT	11	7	4	36,4
BESANCON	34	23	11	32,4
HAUTE-SAONE	10	5	5	50,0
JURA	16	10	6	37,5
MONTBELIARD	6	4	2	33,3

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
Cour d'appel de BORDEAUX	248	130	118	47,6
BERGERAC	7	4	3	42,9
BORDEAUX	194	98	96	49,5
CHARENTE	32	17	15	46,9
LIBOURNE	5	5	0	0,0
PERIGUEUX	10	6	4	40,0
Cour d'appel de BOURGES	42	31	11	26,2
BOURGES	21	16	5	23,8
CHATEAUROUX	7	5	2	28,6
NEVERS	14	10	4	28,6
Cour d'appel de CAEN	121	81	40	33,1
ALENCON	19	14	5	26,3
ARGENTAN	7	7	0	0,0
CAEN	58	35	23	39,7
CHERBOURG	5	3	2	40,0
COUTANCES	20	15	5	25,0
LISIEUX	12	7	5	41,7
Cour d'appel de CAYENNE	2	2	0	0,0
GUYANE	2	2	0	0,0
Cour d'appel de CHAMBERY	99	66	33	33,3
ALBERTVILLE	15	12	3	20,0
ANNECY***	27	20	7	25,9
BONNEVILLE	11	6	5	45,5
CHAMBERY**	21	15	6	28,6
THONON-les-BAINS	25	13	12	48,0
Cour d'appel de COLMAR	54	39	15	27,8
COLMAR	4	3	1	25,0
MULHOUSE	36	28	8	22,2
SAVERNE	7	4	3	42,9
STRASBOURG	7	4	3	42,9
Cour d'appel de DIJON	51	42	9	17,6
CHALON-sur-SAONE	24	21	3	12,5
DIJON	3	1	2	66,7
HAUTE-MARNE	6	6	0	0,0
MACON-CHAROLLES	18	14	4	22,2

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
Cour d'appel de DOUAI	239	167	72	30,1
ARRAS	12	6	6	50,0
AVESNES-sur-HELPE	8	5	3	37,5
BETHUNE	20	16	4	20,0
BOULOGNE-sur-MER	15	13	2	13,3
CAMBRAI***	10	7	3	30,0
DOUAI	27	19	8	29,6
DUNKERQUE***	12	9	3	25,0
LILLE**	106	71	35	33,0
SAINT-OMER	7	4	3	42,9
VALENCIENNES	22	17	5	22,7
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	20	6	14	70,0
MARTINIQUE	20	6	14	70,0
Cour d'appel de GRENOBLE	178	105	73	41,0
BOURGOIN-JALLIEU	12	8	4	33,3
GRENOBLE	102	53	49	48,0
HAUTES-ALPES	15	12	3	20,0
VALENCE	40	27	13	32,5
VIENNE	9	5	4	44,4
Cour d'appel de LIMOGES	52	30	22	42,3
BRIVE***	12	6	6	50,0
CREUSE	4	3	1	25,0
LIMOGES***	30	19	11	36,7
TULLE	6	2	4	66,7
Cour d'appel de LYON	375	256	119	31,7
AIN	27	18	9	33,3
LYON	292	196	96	32,9
ROANNE	13	10	3	23,1
SAINT-ETIENNE	35	25	10	28,6
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	8	7	1	12,5
Cour d'appel de METZ	78	52	26	33,3
METZ	54	34	20	37,0
SARREGUEMINES	13	12	1	7,7
THIONVILLE	11	6	5	45,5
Cour d'appel de MONTPELLIER	232	153	79	34,1
AVEYRON	13	11	2	15,4
BEZIERS	24	14	10	41,7
CARCASSONNE	8	7	1	12,5
MONTPELLIER	137	79	58	42,3
NARBONNE	11	9	2	18,2
PYRENEES ORIENTALES	39	33	6	15,4

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
Cour d'appel de NANCY	98	64	34	34,7
BRIEY	4	2	2	50,0
EPINAL	20	15	5	25,0
MEUSE***	4	3	1	25,0
NANCY	70	44	26	37,1
Cour d'appel de NIMES	127	74	53	41,7
ALES	10	6	4	40,0
ARDECHE	14	10	4	28,6
AVIGNON	37	19	18	48,6
CARPENTRAS***	16	7	9	56,3
LOZERE	1	1	0	0,0
NIMES	49	31	18	36,7
Cour d'appel de NOUMEA	0	0	0	-
NOUVELLE CALEDONIE***	0	0	0	-
Cour d'appel d' ORLEANS	109	70	39	35,8
BLOIS	16	11	5	31,3
MONTARGIS	11	3	8	72,7
ORLEANS	30	20	10	33,3
TOURS	52	36	16	30,8
Cour d'appel de PAPEETE	12	9	3	25,0
POLYNESIE	12	9	3	25,0
Cour d'appel de PARIS	2 294	1 282	1 012	44,1
AUXERRE	10	7	3	30,0
ESSONNE	65	34	31	47,7
FONTAINEBLEAU	8	3	5	62,5
MEAUX	29	16	13	44,8
MELUN	21	11	10	47,6
PARIS	2 016	1 146	870	43,2
SEINE-SAINT-DENIS	70	30	40	57,1
SENS	4	3	1	25,0
VAL DE MARNE	71	32	39	54,9
Cour d'appel de PAU	127	78	49	38,6
BAYONNE	39	24	15	38,5
DAX	12	9	3	25,0
MONT-de-MARSAN	17	11	6	35,3
PAU	44	26	18	40,9
TARBES	15	8	7	46,7

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
Cour d'appel de POITIERS	141	104	37	26,2
DEUX-SEVRES	13	8	5	38,5
LA ROCHELLE	35	28	7	20,0
LA ROCHE-SUR-YON	20	15	5	25,0
LES SABLES-D'OLONNE	7	5	2	28,6
POITIERS	47	34	13	27,7
SAINTES	19	14	5	26,3
Cour d'appel de REIMS	88	65	23	26,1
ARDENNES***	13	10	3	23,1
AUBE	21	18	3	14,3
CHALONS EN CHAMPAGNE	7	4	3	42,9
REIMS	47	33	14	29,8
Cour d'appel de RENNES	339	241	98	28,9
BREST	31	19	12	38,7
LORIENT	36	24	12	33,3
NANTES	111	81	30	27,0
QUIMPER***	14	11	3	21,4
RENNES	84	65	19	22,6
SAINT-BRIEUC	30	20	10	33,3
SAINT-MALO***	8	5	3	37,5
SAINT-NAZAIRE*	9	5	4	44,4
VANNES	16	11	5	31,3
Cour d'appel de RIOM	124	77	47	37,9
AURILLAC	11	6	5	45,5
CLERMONT-FERRAND***	67	36	31	46,3
CUSSET-VICHY	20	14	6	30,0
HAUTE LOIRE	16	14	2	12,5
MONTLUCON	4	3	1	25,0
MOULINS	6	4	2	33,3
Cour d'appel de ROUEN	134	85	49	36,6
DIEPPE	12	8	4	33,3
EVREUX***	25	17	8	32,0
LE HAVRE*	19	14	5	26,3
ROUEN	78	46	32	41,0
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	24	21	3	12,5
MAYOTTE**	0	0	0	-
SAINT-DENIS REUNION	22	19	3	13,6
SAINT-PIERRE REUNION	2	2	0	0,0

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
Cour d'appel de TOULOUSE	199	125	74	37,2
ALBI	8	5	3	37,5
ARIEGE	10	8	2	20,0
CASTRES	7	7	0	0,0
SAINT-GAUDENS	2	2	0	0,0
TARN-ET-GARONNE	17	11	6	35,3
TOULOUSE	155	92	63	40,6
Cour d'appel de VERSAILLES	424	236	188	44,3
CHARTRES	29	21	8	27,6
HAUTS DE SEINE	199	116	83	41,7
VAL D'OISE	56	28	28	50,0
VERSAILLES***	140	71	69	49,3

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

8 – Tableau A6 - Répartition des avocats selon le mode d'exercice par barreau et ressort de cour d'appel au 1^{er} janvier 2024

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
TOTAL FRANCE ENTIERE	75 681	27 324	24 328	22 144	1 885
Cour d'appel d' AGEN	210	91	91	19	9
AGEN	116	51	48	10	7
GERS	54	21	26	7	0
LOT	40	19	17	2	2
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	6 057	2 975	1 747	1 234	101
AIX-EN-PROVENCE	890	414	289	181	6
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	51	20	21	9	1
DRAGUIGNAN	248	145	86	15	2
GRASSE	591	293	193	98	7
MARSEILLE	2 503	1 122	680	659	42
NICE	1 181	669	283	205	24
TARASCON	78	26	42	10	0
TOULON	515	286	153	57	19
Cour d'appel d' AMIENS	603	249	219	117	18
AMIENS	272	82	100	76	14
BEAUVAIS	61	33	16	11	1
COMPIEGNE	72	33	33	3	3
LAON	34	15	13	6	0
SAINT-QUENTIN	41	19	15	7	0
SENLIS	97	58	27	12	0
SOISSONS	26	9	15	2	0
Cour d'appel d' ANGERS	725	234	291	123	77
ANGERS	435	102	174	94	65
LAVAL	77	27	31	13	6
LE MANS	185	94	74	13	4
SAUMUR	28	11	12	3	2
Cour d'appel de BASSE-TERRE	326	207	74	42	3
GAUDELLOUPE	326	207	74	42	3
Cour d'appel de BASTIA	300	231	46	22	1
AJACCIO***	140	106	27	7	0
BASTIA**	160	125	19	15	1

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
Cour d'appel de BESANCON	362	146	153	50	13
BELFORT	37	13	20	3	1
BESANCON	198	70	80	37	11
HAUTE-SAONE	29	12	17	0	0
JURA	59	30	23	5	1
MONTBELIARD	39	21	13	5	0
Cour d'appel de BORDEAUX	2 360	816	737	728	79
BERGERAC	43	17	20	6	0
BORDEAUX	2 022	654	611	688	69
CHARENTE	134	52	55	21	6
LIBOURNE	70	60	10	0	0
PERIGUEUX	91	33	41	13	4
Cour d'appel de BOURGES	182	57	99	17	9
BOURGES	91	22	51	12	6
CHATEAUROUX	44	16	22	3	3
NEVERS	47	19	26	2	0
Cour d'appel de CAEN	624	210	292	98	24
ALENCON	35	14	12	5	4
ARGENTAN	20	3	14	3	0
CAEN	408	117	197	77	17
CHERBOURG	56	26	22	5	3
COUTANCES	70	34	30	6	0
LISIEUX	35	16	17	2	0
Cour d'appel de CAYENNE	84	73	5	6	0
GUYANE	84	73	5	6	0
Cour d'appel de CHAMBERY	773	303	326	111	33
ALBERTVILLE	45	22	16	6	1
ANNECY***	273	94	116	47	16
BONNEVILLE	63	17	39	6	1
CHAMBERY**	237	98	99	31	9
THONON-les-BAINS	155	72	56	21	6
Cour d'appel de COLMAR	1 507	624	449	390	44
COLMAR	140	80	40	18	2
MULHOUSE	218	121	61	28	8
SAVERNE	32	19	9	4	0
STRASBOURG	1 117	404	339	340	34

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
Cour d'appel de DIJON	594	231	223	114	26
CHALON-sur-SAONE	107	49	48	5	5
DIJON	378	135	135	93	15
HAUTE-MARNE	34	13	18	3	0
MACON-CHAROLLES	75	34	22	13	6
Cour d'appel de DOUAI	2 013	880	628	427	78
ARRAS	96	37	36	17	6
AVESNES-sur-HELPE	39	15	20	3	1
BETHUNE	116	45	59	12	0
BOULOGNE-sur-MER	120	57	43	15	5
CAMBRAI***	28	13	13	1	1
DOUAI	85	62	21	2	0
DUNKERQUE***	77	29	32	15	1
LILLE**	1 300	522	376	344	58
SAINT-OMER	35	20	10	2	3
VALENCIENNES	117	80	18	16	3
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	210	133	52	18	7
MARTINIQUE	210	133	52	18	7
Cour d'appel de GRENOBLE	1 058	420	444	163	31
BOURGOIN-JALLIEU	48	23	15	10	0
GRENOBLE	606	235	256	94	21
HAUTES-ALPES	57	27	26	2	2
VALENCE	271	103	113	47	8
VIENNE	76	32	34	10	0
Cour d'appel de LIMOGES	320	130	143	36	11
BRIVE***	84	33	41	8	2
CREUSE	18	8	9	1	0
LIMOGES***	192	83	77	23	9
TULLE	26	6	16	4	0
Cour d'appel de LYON	4 386	1 185	1 641	1 438	122
AIN	129	63	48	14	4
LYON	3 820	947	1 430	1 333	110
ROANNE	44	19	20	5	0
SAINT-ETIENNE	333	123	126	76	8
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	60	33	17	10	0
Cour d'appel de METZ	447	241	126	74	6
METZ	335	159	106	64	6
SARREGUEMINES	63	42	15	6	0
THIONVILLE	49	40	5	4	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
Cour d'appel de MONTPELLIER	2 002	887	639	462	14
AVEYRON	78	31	36	10	1
BEZIERS	171	106	38	27	0
CARCASSONNE	87	41	37	9	0
MONTPELLIER	1 249	498	396	347	8
NARBONNE	86	39	32	14	1
PYRENEES ORIENTALES	331	172	100	55	4
Cour d'appel de NANCY	505	182	242	63	18
BRIEY	19	9	7	3	0
EPINAL	113	33	63	14	3
MEUSE***	19	8	10	1	0
NANCY	354	132	162	45	15
Cour d'appel de NIMES	936	444	346	130	16
ALES	50	34	15	1	0
ARDECHE	60	40	16	4	0
AVIGNON	321	145	125	41	10
CARPENTRAS***	95	59	22	13	1
LOZERE	18	11	0	7	0
NIMES	392	155	168	64	5
Cour d'appel de NOUMEA	129	20	79	29	1
NOUVELLE CALEDONIE***	129	20	79	29	1
Cour d'appel d' ORLEANS	639	238	262	104	35
BLOIS	72	43	20	4	5
MONTARGIS	25	10	15	0	0
ORLEANS	214	93	86	27	8
TOURS	328	92	141	73	22
Cour d'appel de PAPEETE	117	76	27	5	9
POLYNESIE	117	76	27	5	9
Cour d'appel de PARIS	34 763	11 367	10 145	13 021	230
AUXERRE	54	26	19	7	2
ESSONNE	349	212	101	34	2
FONTAINEBLEAU	51	32	14	5	0
MEAUX	187	78	73	32	4
MELUN	140	80	39	19	2
PARIS	32 729	10 021	9 711	12 787	210
SEINE-SAINT-DENIS	639	516	73	49	1
SENS	30	18	8	3	1
VAL DE MARNE	584	384	107	85	8

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
Cour d'appel de PAU	832	382	300	123	27
BAYONNE	359	140	141	65	13
DAX	81	37	31	8	5
MONT-de-MARSAN	70	40	18	12	0
PAU	246	121	85	32	8
TARBES	76	44	25	6	1
Cour d'appel de POITIERS	929	297	462	140	30
DEUX-SEVRES	87	35	49	3	0
LA ROCHELLE	253	82	123	36	12
LA ROCHE-SUR-YON	148	32	84	20	12
LES SABLES-D'OLONNE	56	23	29	3	1
POITIERS	289	86	136	64	3
SAINTES	96	39	41	14	2
Cour d'appel de REIMS	522	226	217	60	19
ARDENNES***	63	29	22	9	3
AUBE	90	45	28	7	10
CHALONS EN CHAMPAGNE	54	13	37	4	0
REIMS	315	139	130	40	6
Cour d'appel de RENNES	3 259	905	1 310	800	244
BREST	238	81	98	48	11
LORIENT	133	51	57	24	1
NANTES	1 245	329	466	342	108
QUIMPER***	154	54	64	21	15
RENNES	987	204	401	283	99
SAINT-BRIEUC	146	47	70	22	7
SAINT-MALO***	92	43	32	16	1
SAINT-NAZAIRE*	125	51	49	25	0
VANNES	139	45	73	19	2
Cour d'appel de RIOM	640	253	265	82	40
AURILLAC	42	32	4	6	0
CLERMONT-FERRAND***	437	150	190	60	37
CUSSET-VICHY	56	28	22	6	0
HAUTE LOIRE	47	13	30	4	0
MONTLUCON	30	15	9	4	2
MOULINS	28	15	10	2	1

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
Cour d'appel de ROUEN	865	300	381	145	39
DIEPPE	43	16	16	7	4
EVREUX***	139	48	69	14	8
LE HAVRE*	152	49	78	24	1
ROUEN	531	187	218	100	26
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	397	196	123	76	2
MAYOTTE**	26	14	8	4	0
SAINT-DENIS REUNION	260	130	76	52	2
SAINT-PIERRE REUNION	111	52	39	20	0
Cour d'appel de TOULOUSE	2 101	872	676	514	39
ALBI	95	25	52	10	8
ARIEGE	37	13	22	2	0
CASTRES	51	23	24	3	1
SAINT-GAUDENS	15	4	10	1	0
TARN-ET-GARONNE	92	44	31	17	0
TOULOUSE	1 811	763	537	481	30
Cour d'appel de VERSAILLES	3 904	1 243	1 068	1 163	430
CHARTRES	133	38	71	15	9
HAUTS DE SEINE	2 537	485	648	994	410
VAL D'OISE	479	293	145	37	4
VERSAILLES***	755	427	204	117	7

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Remarque : compte tenu d'incohérences relevées devant certains barreaux des redressements ont été effectués.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

9 – Tableau A7a - Nombre de sociétés mono-professionnelles par barreau et ressort de cour d'appel au 1^{er} janvier 2024

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
TOTAL FRANCE ENTIERE	13 311	5 555	2 212	1 580	1 065	666	571	357	341	250	242	178	118	51	41	41	21	21	1	0
Cour d'appel d' AGEN	50	28	2	12	2	1	3	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
AGEN	24	19	1	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GERS	15	5	1	6	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
LOT	11	4	0	3	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	1 133	631	18	140	103	80	50	14	0	26	57	8	3	2	1	0	0	0	0	0
AIX-EN-PROVENCE	189	90	15	36	9	17	9	2	0	4	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	11	7	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DRAGUIGNAN	50	26	0	13	2	5	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRASSE	139	77	0	25	14	12	1	2	0	2	4	0	2	0	0	0	0	0	0	0
MARSEILLE	383	234	1	31	35	24	23	3	0	11	17	4	0	0	0	0	0	0	0	0
NICE	175	111	0	20	13	12	3	4	0	4	5	1	1	0	1	0	0	0	0	0
TARASCON	23	12	0	1	2	1	0	0	0	2	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0
TOULON	163	74	0	12	28	9	14	1	0	3	20	0	0	2	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel d' AMIENS	162	74	0	55	9	3	9	0	0	3	5	0	1	0	2	0	1	0	0	0
AMIENS	62	29	0	23	3	2	2	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0
BEAUVAIS	20	8	0	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	38	22	0	4	2	1	6	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LAON	7	0	0	6	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-QUENTIN	11	3	0	7	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SENLIS	16	9	0	4	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOISSONS	8	3	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' ANGERS	158	93	1	30	2	12	8	1	0	2	2	0	1	1	3	0	2	0	0	0
ANGERS	85	62	0	11	0	3	6	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
LAVAL	19	8	0	4	0	1	0	1	0	1	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0
LE MANS	52	21	1	15	2	8	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0
SAUMUR	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BASSE-TERRE	72	51	0	4	3	3	0	6	0	3	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
GUADELOUPE	72	51	0	4	3	3	0	6	0	3	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Cour d'appel de BASTIA	21	7	2	7	3	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AJACCIO***	12	3	2	4	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASTIA**	9	4	0	3	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de BESANCON	72	40	0	26	2	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BELFORT	10	6	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESANCON	41	27	0	11	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-SAONE	13	7	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JURA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTBELIARD	8	0	0	6	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BORDEAUX	459	298	5	52	21	34	26	5	0	9	2	1	6	0	0	0	0	0	0	0
BERGERAC	14	6	0	5	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BORDEAUX	377	252	0	32	18	27	26	5	0	8	2	1	6	0	0	0	0	0	0	0
CHARENTE	30	17	1	10	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIBOURNE	13	8	0	2	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERIGUEUX	25	15	4	3	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BOURGES	41	18	0	18	1	2	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURGES	13	6	0	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHATEAUROUX	13	6	0	6	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEVERS	15	6	0	6	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de CAEN	141	73	0	24	19	3	4	1	0	2	13	0	2	0	0	0	0	0	0	0
ALENCON	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARGENTAN	7	0	0	4	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAEN	94	53	0	9	17	3	3	0	0	1	6	0	2	0	0	0	0	0	0	0
CHERBOURG	13	9	0	1	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COUTANCES	13	7	0	5	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LISIEUX	9	1	0	5	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de CAYENNE	17	4	0	1	3	3	2	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
GUYANE	17	4	0	1	3	3	2	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de CHAMBERY	199	113	5	28	2	8	25	0	1	9	1	1	1	0	4	0	1	0	0	0
ALBERTVILLE	11	6	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANNECY***	66	40	0	4	2	1	13	0	0	5	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
BONNEVILLE	21	11	0	3	0	1	4	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHAMBERY**	64	36	4	14	0	5	1	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0
THONON-les-BAINS	37	20	0	3	0	1	7	0	1	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de COLMAR	236	126	0	25	24	14	16	0	0	13	11	2	3	0	0	0	2	0	0	0
COLMAR	23	12	0	3	0	1	0	0	0	0	4	0	3	0	0	0	0	0	0	0
MULHOUSE	36	15	0	8	4	2	1	0	0	2	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0
SAVERNE	6	4	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STRASBOURG	171	95	0	12	20	11	15	0	0	11	4	2	0	0	0	0	1	0	0	0
Cour d'appel de DIJON	162	75	0	41	5	11	19	0	0	7	0	0	1	1	1	0	1	0	0	0
CHALON-sur-SAONE	20	12	0	5	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DIJON	107	37	0	31	4	8	18	0	0	6	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0
HAUTE-MARNE	16	12	0	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MACON-CHAROLLES	19	14	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de DOUAI	371	190	5	78	29	16	14	2	0	15	17	1	3	0	0	0	1	0	0	0
ARRAS	24	20	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AVESNES-sur-HELPE	12	8	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BETHUNE	29	13	0	8	1	0	0	0	0	0	4	0	3	0	0	0	0	0	0	0
BOULOGNE-sur-MER	26	14	1	6	1	1	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAMBRAI***	8	6	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DOUAI	18	11	0	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DUNKERQUE***	19	6	0	12	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LILLE**	208	109	0	21	23	15	13	0	0	15	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-OMER	6	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
VALENCIENNES	21	3	4	12	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	46	17	0	0	2	10	0	3	2	1	0	4	6	0	0	0	1	0	0	0
MARTINIQUE	46	17	0	0	2	10	0	3	2	1	0	4	6	0	0	0	1	0	0	0
Cour d'appel de GRENOBLE	256	162	2	36	6	15	27	1	0	2	0	0	4	1	0	0	0	0	0	0
BOURGOIN-JALLIEU	10	4	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRENOBLE	138	98	0	14	0	8	17	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
HAUTES-ALPES	14	5	0	6	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCE	81	44	2	8	5	7	9	0	0	2	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0
VIENNE	13	11	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de LIMOGES	87	64	0	12	1	5	1	0	0	2	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0
BRIVE***	26	20	0	3	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CREUSE	7	5	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIMOGES***	45	32	0	7	1	2	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0
TULLE	9	7	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de LYON	898	571	59	44	39	59	56	5	3	15	0	6	1	37	0	0	3	0	0	0
AIN	70	27	0	2	2	1	0	0	0	0	0	0	1	37	0	0	0	0	0	0
LYON	734	478	58	37	36	47	54	3	3	12	0	5	0	0	0	0	1	0	0	0
ROANNE	12	9	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
SAINT-ETIENNE	69	49	0	4	0	10	1	1	0	2	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	13	8	1	1	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de METZ	63	20	0	20	5	3	4	0	0	1	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0
METZ	51	14	0	17	3	3	4	0	0	1	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SARREGUEMINES	10	5	0	3	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
THIONVILLE	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de MONTPELLIER	373	184	3	107	8	16	34	7	1	6	3	2	1	0	1	0	0	0	0	0
AVEYRON	29	15	0	7	1	2	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BEZIERS	39	19	3	9	1	2	2	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CARCASSONNE	26	15	0	4	2	2	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	208	105	0	56	3	5	27	4	1	2	2	1	1	0	1	0	0	0	0	0
NARBONNE	15	7	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PYRENEES ORIENTALES	56	23	0	23	1	5	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de NANCY	115	41	0	39	10	6	3	0	0	3	2	0	9	1	0	0	1	0	0	0
BRIEY	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EPINAL	26	13	0	7	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
MEUSE***	4	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NANCY	82	26	0	27	7	5	2	0	0	3	2	0	9	1	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de NIMES	212	129	5	35	6	11	9	2	0	4	0	5	6	0	0	0	0	0	0	0
ALES	12	3	4	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDECHE	6	4	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AVIGNON	85	50	0	13	5	8	2	1	0	3	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0
CARPENTRAS***	15	10	1	1	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
LOZERE	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NIMES	89	57	0	17	0	3	4	0	0	1	0	3	4	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de NOUMEA	72	51	0	1	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NOUVELLE CALEDONIE***	72	51	0	1	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' ORLEANS	139	80	1	39	2	2	9	0	0	2	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0
BLOIS	11	4	1	5	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTARGIS	10	5	0	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ORLEANS	44	23	0	14	0	2	3	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
TOURS	74	48	0	17	1	0	4	0	0	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de PAPEETE	16	14	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
POLYNESIE	16	14	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de PARIS	5 309	1 110	1 997	283	670	231	52	261	327	85	97	117	8	0	9	41	0	20	1	0
AUXERRE	8	1	1	4	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ESSONNE	68	48	0	8	0	8	1	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
FONTAINEBLEAU	16	10	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEAUX	42	27	0	9	1	3	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
MELUN	15	6	2	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PARIS	5 043	976	1 982	231	647	216	48	255	327	84	91	116	0	0	8	41	0	20	1	0
SEINE-SAINT-DENIS	43	5	9	11	12	1	0	1	0	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0
SENS	7	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL DE MARNE	67	35	0	7	9	3	3	2	0	0	3	0	5	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de PAU	219	127	4	56	5	7	16	2	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
BAYONNE	72	38	0	15	2	3	12	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
DAX	22	11	4	3	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONT-de-MARSAN	52	29	0	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAU	53	37	0	9	0	3	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
TARBES	20	12	0	6	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de POITIERS	219	125	1	42	8	10	11	1	0	4	2	1	1	1	12	0	0	0	0	0
DEUX-SEVRES	23	11	1	8	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LA ROCHELLE	56	41	0	9	2	2	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LA ROCHE-SUR-YON	48	19	0	1	3	5	5	0	0	2	0	1	0	0	12	0	0	0	0	0
LES SABLES-D'OLONNE	14	10	0	0	0	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
POITIERS	51	25	0	19	1	1	2	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
SAINTES	27	19	0	5	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de REIMS	101	59	0	25	1	8	5	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
ARDENNES***	14	4	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUBE	11	5	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHALONS EN CHAMPAGNE	19	9	0	5	0	3	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REIMS	57	41	0	4	1	5	4	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de RENNES	678	417	3	58	7	22	104	3	1	12	6	5	33	0	5	0	2	0	0	0
BREST	43	38	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LORIENT	39	23	0	6	0	0	7	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0
NANTES	241	129	0	9	3	4	74	1	0	7	3	2	7	0	1	0	1	0	0	0
QUIMPER***	41	29	0	2	0	1	2	1	0	1	1	1	0	0	3	0	0	0	0	0
RENNES	199	129	0	16	2	12	14	0	0	2	1	2	20	0	1	0	0	0	0	0
SAINT-BRIEUC	33	25	0	6	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-MALO***	16	11	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-NAZAIRE*	21	11	0	7	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VANNES	45	22	3	7	1	4	3	1	1	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de RIOM	136	68	0	39	3	9	2	5	1	5	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0
AURILLAC	4	1	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CLERMONT-FERRAND***	84	32	0	29	3	5	1	5	1	4	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0
CUSSET-VICHY	14	7	0	4	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE LOIRE	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTLUCON	4	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MOULINS	6	2	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de ROUEN	227	134	4	52	9	13	6	2	0	2	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0
DIEPPE	11	0	0	6	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EVREUX***	36	15	0	19	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE HAVRE*	42	21	0	12	6	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ROUEN	138	98	4	15	3	9	1	1	0	2	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	93	64	6	3	9	2	1	2	0	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
MAYOTTE**	4	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-DENIS REUNION	63	41	6	2	7	2	0	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-PIERRE REUNION	26	21	0	1	0	0	1	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de TOULOUSE	369	171	26	82	20	28	19	3	3	10	3	3	0	0	0	0	1	0	0	0
ALBI	26	11	0	10	1	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARIEGE	11	4	0	6	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CASTRES	15	2	1	7	0	2	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	8	1	0	5	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	18	12	0	2	0	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOULOUSE	291	141	25	52	18	23	15	3	2	8	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SELARLU	SCP	Associations d'avocats à responsabilité	SELAS	SARL	SELASU	EURL	SAS	Associations	SASU	SELEURL	SA	Sociétés en participation	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SELAFA	Limited liability partnerships	Partnerships	SELCA
Cour d'appel de VERSAILLES	389	126	62	66	26	17	14	27	1	1	7	14	19	5	0	0	3	1	0	0
CHARTRES	37	19	1	15	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTS DE SEINE	147	7	58	12	12	8	6	20	1	0	0	12	2	5	0	0	3	1	0	0
VAL D'OISE	97	58	3	18	4	2	2	3	0	1	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0
VERSAILLES***	108	42	0	21	9	6	6	4	0	0	4	0	16	0	0	0	0	0	0	0

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

**10 – Tableau A7b - Nombre de sociétés pluri-professionnelles par barreau
au 1^{er} janvier 2023**

Barreau*	Nombre total de sociétés pluri-professionnelles	SAS	SELARL	SARL	SELAS	SCP	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle (AARPI)	SA	Sociétés en participation
TOTAL FRANCE ENTIERE	93	27	21	18	11	8	6	1	1
PARIS	29	20	3	5	1	0	0	0	0
HAUTS DE SEINE	16	0	7	1	0	2	6	0	0
SAINT-OMER	5	0	0	0	0	5	0	0	0
TOULOUSE	5	0	3	1	1	0	0	0	0
LYON	3	2	0	0	1	0	0	0	0
PYRENEES ORIENTALES	3	0	0	1	2	0	0	0	0
ROUEN	3	0	1	1	1	0	0	0	0
ANNECY***	2	2	0	0	0	0	0	0	0
STRASBOURG	2	0	0	0	2	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	2	1	0	1	0	0	0	0	0
AGEN	1	0	1	0	0	0	0	0	0
AIX-EN-PROVENCE	1	0	0	0	0	0	0	1	0
ALBERTVILLE	1	0	0	0	0	0	0	0	1
ALBI	1	1	0	0	0	0	0	0	0
ANGERS	1	0	0	0	1	0	0	0	0
ARDENNES***	1	0	0	0	0	1	0	0	0
BEZIERS	1	0	1	0	0	0	0	0	0
CAMBRAI***	1	0	0	1	0	0	0	0	0
GRASSE	1	0	0	1	0	0	0	0	0
LAVAL	1	0	1	0	0	0	0	0	0
MARSEILLE	1	0	0	1	0	0	0	0	0
MEAUX	1	0	0	1	0	0	0	0	0
NANCY	1	0	1	0	0	0	0	0	0
NICE	1	0	0	0	1	0	0	0	0
NIMES	1	0	1	0	0	0	0	0	0
POITIERS	1	0	0	1	0	0	0	0	0

Barreau*	Nombre total de sociétés pluri-professionnelles	SAS	SELARL	SARL	SELAS	SCP	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle (AARPI)	SA	Sociétés en participation
QUIMPER***	1	0	1	0	0	0	0	0	0
ROANNE	1	0	0	1	0	0	0	0	0
SAINT-ETIENNE	1	1	0	0	0	0	0	0	0
SAUMUR	1	0	1	0	0	0	0	0	0
TOULON	1	0	0	1	0	0	0	0	0
VAL D'OISE	1	0	0	0	1	0	0	0	0

Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux qui comptaient au moins une société pluri-professionnelle au 1er janvier 2024.

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Remarque : compte tenu d'incohérences relevées devant certains barreaux des redressements ont été effectués.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

**11 – Tableau A7c - Nombre de sociétés de participations financières de profession libérale
par barreau au 1^{er} janvier 2024**

Barreau*	TOTAL		dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
TOTAL FRANCE ENTIERE	1 348	100,0	1 314	34
PARIS	464	34,4	444	20
LYON	165	12,2	165	0
RENNES	65	4,8	65	0
BORDEAUX	53	3,9	53	0
NANTES	46	3,4	46	0
TOULOUSE	31	2,3	31	0
MARSEILLE	30	2,2	30	0
AIX-EN-PROVENCE	24	1,8	24	0
SAINT-ETIENNE	23	1,7	23	0
STRASBOURG	23	1,7	23	0
CAEN	20	1,5	20	0
TOURS	19	1,4	19	0
VALENCE	18	1,3	18	0
BAYONNE	16	1,2	16	0
BESANCON	16	1,2	16	0
GRENOBLE	16	1,2	16	0
ANNECY***	15	1,1	15	0
GRASSE	15	1,1	14	1
VERSAILLES***	15	1,1	14	1
BREST	14	1,0	14	0
LA ROCHE-SUR-YON	12	0,9	12	0
LILLE**	12	0,9	12	0
ROUEN	12	0,9	12	0
SAINT-BRIEUC	12	0,9	12	0
LORIENT	11	0,8	11	0
REIMS	11	0,8	11	0
NIMES	10	0,7	9	1
AGEN	9	0,7	9	0
AVIGNON	9	0,7	9	0
HAUTES-ALPES	8	0,6	8	0
HAUTS DE SEINE	8	0,6	2	6
LES SABLES-D'OLONNE	8	0,6	8	0
ANGERS	7	0,5	7	0

Barreau*	TOTAL		dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
NICE	7	0,5	7	0
PAU	7	0,5	7	0
LA ROCHELLE	6	0,4	6	0
MONTPELLIER	6	0,4	6	0
SAINT-DENIS REUNION	6	0,4	6	0
CUSSET-VICHY	5	0,4	5	0
ESSONNE	5	0,4	5	0
VANNES	5	0,4	5	0
BEZIERS	4	0,3	4	0
CHAMBERY**	4	0,3	4	0
GUADELOUPE	4	0,3	4	0
NANCY	4	0,3	4	0
AIN	3	0,2	3	0
AMIENS	3	0,2	3	0
BOULOGNE-SUR-MER	3	0,2	3	0
CHALON-SUR-SAONE	3	0,2	3	0
DAX	3	0,2	3	0
LAVAL	3	0,2	3	0
MARTINIQUE	3	0,2	3	0
NOUVELLE CALEDONIE***	3	0,2	3	0
VAL DE MARNE	3	0,2	3	0
ALBI	2	0,1	2	0
BETHUNE	2	0,1	2	0
BOURGES	2	0,1	2	0
CHARENTE	2	0,1	2	0
CHARTRES	2	0,1	2	0
COUTANCES	2	0,1	2	0
ORLEANS	2	0,1	1	1
QUIMPER***	2	0,1	2	0
SAINT-NAZAIRE*	2	0,1	2	0
SOISSONS	2	0,1	1	1
VAL D'OISE	2	0,1	2	0
ALBERTVILLE	1	0,1	1	0
ARRAS	1	0,1	1	0
BEAUVAIS	1	0,1	1	0
BONNEVILLE	1	0,1	1	0
COLMAR	1	0,1	0	1

Barreau*	TOTAL		dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
DRAGUIGNAN	1	0,1	0	1
LE HAVRE*	1	0,1	1	0
LE MANS	1	0,1	1	0
LIMOGES***	1	0,1	1	0
LISIEUX	1	0,1	1	0
MACON-CHAROLLES	1	0,1	1	0
MONTLUCON	1	0,1	1	0
SAINTES	1	0,1	1	0
SAINT-OMER	1	0,1	1	0
SEINE-SAINT-DENIS	1	0,1	1	0
TARASCON	1	0,1	1	0
TARN-ET-GARONNE	1	0,1	1	0
TOULON	1	0,1	0	1
VIENNE	1	0,1	1	0

Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux qui comptaient au moins une société de participations financières de profession libérale en 2024.

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

**12 – Tableau A7d - Nombre de groupements de moyens et autres groupements
par barreau au 1er janvier 2024**

Barreau	TOTAL		SCM	GIE	GEIE	Autres**
	Nombre	%				
TOTAL FRANCE ENTIERE*	1 776	100,0	550	84	10	1 132
PARIS	925	52,1	356	67	10	492
MARSEILLE	102	5,7	58	3	0	41
RENNES	95	5,3	18	0	0	77
NANTES	71	4,0	7	4	0	60
ESSONNE	64	3,6	1	0	0	63
TOULOUSE	60	3,4	16	0	0	44
MONTPELLIER	51	2,9	10	2	0	39
BAYONNE	32	1,8	2	0	0	30
PAU	30	1,7	5	0	0	25
CAEN	29	1,6	5	1	0	23
AIX-EN-PROVENCE	27	1,5	4	0	0	23
PYRENEES ORIENTALES	26	1,5	16	0	0	10
SAINT-ETIENNE	24	1,4	0	0	0	24
NICE	23	1,3	5	1	0	17
TOURS	23	1,3	2	0	0	21
BESANCON	18	1,0	2	0	0	16
NIMES	18	1,0	2	0	0	16
CHARTRES	16	0,9	0	1	0	15
ROUEN	15	0,8	1	1	0	13
AVIGNON	14	0,8	2	0	0	12
GUADELOUPE	12	0,7	2	0	0	10
LORIENT	11	0,6	0	0	0	11
DRAGUIGNAN	7	0,4	0	0	0	7
MEAUX	7	0,4	2	1	0	4
MARTINIQUE	6	0,3	0	0	0	6
DEUX-SEVRES	6	0,3	1	0	0	5
ARRAS	5	0,3	4	1	0	0
TARN-ET-GARONNE	5	0,3	3	0	0	2
AMIENS	4	0,2	1	0	0	3
AIN	4	0,2	1	0	0	3
NANCY	4	0,2	1	1	0	2
MONTLUCON	4	0,2	1	0	0	3
HAUTS DE SEINE	4	0,2	4	0	0	0
BOURGES	3	0,2	0	0	0	3

Barreau	TOTAL		SCM	GIE	GEIE	Autres**
	Nombre	%				
VIENNE	3	0,2	2	0	0	1
AVEYRON	3	0,2	1	0	0	2
AGEN	2	0,1	2	0	0	0
COLMAR	2	0,1	1	0	0	1
VALENCIENNES	2	0,1	2	0	0	0
CREUSE	2	0,1	0	0	0	2
LA ROCHELLE	2	0,1	2	0	0	0
REIMS	2	0,1	1	0	0	1
ALBI	2	0,1	0	0	0	2
TARASCON	1	0,1	0	0	0	1
LE MANS	1	0,1	1	0	0	0
BELFORT	1	0,1	1	0	0	0
LISIEUX	1	0,1	1	0	0	0
BONNEVILLE	1	0,1	0	0	0	1
BOULOGNE-SUR-MER	1	0,1	1	0	0	0
VALENCE	1	0,1	0	0	0	1
THIONVILLE	1	0,1	0	1	0	0
EPINAL	1	0,1	1	0	0	0
ORLEANS	1	0,1	1	0	0	0
AUBE	1	0,1	1	0	0	0

* Les 21 barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête en 2024 ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

** Autres : cabinets groupés, etc.

Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux qui comptaient au moins un groupement de moyen en 2024.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

13 – Tableau A8 - Nombre de mentions de spécialisation par barreau et ressort de cour d'appel au 1^{er} janvier 2024

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des obligations	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
TOTAL FRANCE ENTIERE	6 825	1 338	713	630	557	510	483	434	410	326	267	239	211	122	109	82	71	63	54	40	37	26	23	20	19	17	10	8	5	1
Cour d'appel d' AGEN	14	1	0	0	1	1	1	0	1	2	0	0	4	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AGEN	8	1	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GERS	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOT	4	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	617	83	86	42	49	54	54	39	53	35	26	15	15	11	15	3	3	3	2	11	2	3	1	3	1	2	2	1	3	0
AIX-EN-PROVENCE	86	13	6	6	6	7	9	4	7	2	5	0	12	0	2	1	2	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	3	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DRAGUIGNAN	17	1	2	0	4	1	1	0	2	2	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
GRASSE	56	8	8	3	6	5	4	2	7	2	2	1	0	0	4	1	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MARSEILLE	288	43	39	22	22	22	24	19	26	18	9	13	1	10	5	1	0	0	5	1	1	0	0	1	1	2	0	3	0	
NICE	114	10	21	7	9	15	9	6	10	9	6	0	1	1	3	0	0	1	2	0	1	0	3	0	0	0	0	0	0	
TARASCON	4	1	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOULON	49	7	9	4	2	3	6	6	0	2	4	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0	

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de paiement	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel d' AMIENS	57	10	6	5	3	2	10	4	3	3	3	0	2	0	1	0	0	2	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
AMIENS	36	6	3	4	2	1	5	4	1	1	3	0	2	0	1	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
BEAUVAIS	9	1	1	0	1	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LAON	2	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-QUENTIN	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SENLIS	7	2	0	1	0	1	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOISSONS	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' ANGERS	85	16	7	5	12	2	5	2	6	10	2	2	4	1	1	0	1	3	2	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	
ANGERS	61	12	2	4	9	0	2	2	4	8	2	2	4	1	1	0	1	2	1	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0
LAVAL	7	2	1	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE MANS	15	2	4	0	2	2	2	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAUMUR	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BASSE-TERRE	9	1	0	0	0	1	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	
GUADELOUPE	9	1	0	0	0	1	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BASTIA	18	1	3	1	1	1	1	3	0	2	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
AJACCIO***	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASTIA**	17	1	2	1	1	1	1	3	0	2	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de l'Union	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel de BESANCON	48	10	5	4	2	4	6	3	6	2	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BELFORT	9	1	2	0	1	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESANCON	31	8	2	4	1	1	3	3	2	2	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-SAONE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JURA	5	0	0	0	0	0	3	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTBELIARD	3	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BORDEAUX	265	43	31	30	21	24	16	12	18	9	19	6	10	2	2	4	4	3	3	2	0	1	2	0	0	3	0	0	0	0
BERGERAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BORDEAUX	236	39	28	29	19	19	15	11	15	6	18	6	9	2	2	4	3	3	2	0	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0
CHARENTE	6	2	0	0	0	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIBOURNE	10	0	1	0	2	0	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
PERIGUEUX	13	2	2	1	0	3	0	1	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de BOURGES	39	5	3	3	1	7	5	0	1	4	2	0	3	0	0	0	0	3	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
BOURGES	27	4	0	1	0	5	3	0	1	4	2	0	3	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
CHATEAUROUX	5	1	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEVERS	7	0	2	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																														
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des assurances	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie		
Cour d'appel de CAEN	86	16	11	2	8	5	5	7	6	7	2	1	7	0	2	0	0	0	3	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	
ALENCON	5	0	1	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	
ARGENTAN	3	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
CAEN	65	12	7	2	6	5	3	5	4	7	1	1	7	0	1	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	
CHERBOURG	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
COUTANCES	5	1	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
LISIEUX	6	1	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de CAYENNE	5	1	0	0	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
GUYANE	5	1	0	0	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de CHAMBERY	111	18	11	3	13	8	16	1	6	11	6	1	7	1	5	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ALBERTVILLE	10	2	0	0	2	0	2	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ANNECY***	34	9	7	1	2	5	3	0	2	2	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BONNEVILLE	5	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
CHAMBERY**	35	4	1	1	3	2	4	0	2	5	2	1	7	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
THONON-les-BAINS	27	3	2	1	6	1	6	0	1	3	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de COLMAR	152	33	17	15	8	12	13	8	12	3	7	5	0	3	0	8	2	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
COLMAR	10	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MULHOUSE	21	7	5	1	0	4	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SAVERNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
STRASBOURG	121	25	11	13	7	7	12	7	9	2	7	4	0	2	0	8	1	3	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de paiement	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel de DIJON	91	20	13	6	3	8	7	7	10	6	3	1	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
CHALON-sur-SAONE	19	2	6	1	1	4	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
DIJON	63	18	6	5	2	3	4	7	6	4	2	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
HAUTE-MARNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MACON-CHAROLLES	9	0	1	0	0	1	1	0	3	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de DOUAI	290	70	22	36	20	25	21	16	25	12	8	10	1	4	5	3	3	2	2	3	0	0	0	0	0	1	0	1	0	
ARRAS	18	4	1	2	0	0	2	1	3	1	1	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AVESNES-sur-HELPE	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BETHUNE	4	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOULOGNE-sur-MER	9	2	1	2	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
CAMBRAI***	4	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DOUAI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DUNKERQUE***	9	3	1	1	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LILLE**	241	57	18	30	20	22	14	14	20	11	6	9	1	3	4	3	3	1	1	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
SAINT-OMER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCIENNES	3	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	12	3	2	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	
MARTINIQUE	12	3	2	1	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																															
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de l'Union	Droit international et de l'Union	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie			
Cour d'appel de GRENOBLE	118	24	12	8	11	5	14	14	9	4	6	0	5	0	3	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	
BOURGOIN-JALLIEU	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
GRENOBLE	78	14	9	3	8	4	9	9	7	3	5	0	4	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
HAUTES-ALPES	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
VALENCE	36	10	3	5	3	1	2	4	2	1	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
VIENNE	2	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de LIMOGES	56	13	3	2	3	8	6	3	4	3	2	0	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	
BRIVE***	15	5	2	0	0	6	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
CREUSE	4	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIMOGES***	35	7	1	2	3	1	4	3	3	2	2	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	
TULLE	2	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de LYON	560	155	52	98	34	50	21	34	17	11	23	12	5	12	3	9	4	6	3	2	2	2	1	1	0	2	1	0	0	0	0	
AIN	16	4	2	2	3	3	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LYON	458	132	39	82	28	33	16	31	16	7	20	12	5	12	2	8	3	1	0	2	2	2	1	1	0	2	1	0	0	0	0	
ROANNE	8	3	2	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-ETIENNE	73	16	9	14	3	12	3	2	0	3	3	0	0	0	1	1	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	5	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																														
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de l'Union	Droit international et de l'Union	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie		
Cour d'appel de METZ	83	14	4	4	13	5	7	3	16	5	3	0	0	1	0	2	0	3	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
METZ	62	11	2	4	11	4	1	3	14	5	2	0	0	1	0	1	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SARREGUEMINES	14	1	2	0	1	1	3	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
THIONVILLE	7	2	0	0	1	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de MONTPELLIER	343	66	24	28	29	22	26	36	15	22	16	6	10	6	8	2	10	5	2	0	4	1	0	3	1	1	0	0	0	0	
AVEYRON	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BEZIERS	16	5	1	3	0	0	2	0	0	2	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CARCASSONNE	4	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	252	48	18	18	23	11	18	23	12	19	15	5	9	6	4	1	9	3	2	0	2	1	0	3	1	1	0	0	0	0	0
NARBONNE	14	3	1	1	1	0	2	3	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PYRENEES ORIENTALES	55	9	4	4	4	11	4	10	2	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de NANCY	105	24	4	8	7	12	6	8	7	13	2	0	9	0	1	0	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BRIEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EPINAL	25	7	1	3	1	3	1	3	0	3	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEUSE***	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NANCY	79	17	3	5	6	9	5	5	6	10	0	0	9	0	1	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de l'Union	Droit international et de l'Union	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel de NIMES	129	29	11	14	8	15	12	4	6	10	3	1	4	0	4	0	1	3	0	1	0	0	0	2	0	0	0	1	0	
ALES	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDECHE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AVIGNON	45	9	5	4	4	9	2	3	1	3	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
CARPENTRAS***	3	1	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOZERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NIMES	80	18	6	10	4	6	9	1	5	6	2	4	0	3	0	1	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Cour d'appel de NOUMEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NOUVELLE CALEDONIE***	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel d' ORLEANS	73	14	6	7	4	3	3	8	6	4	1	0	6	0	2	0	1	1	2	1	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0
BLOIS	9	3	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTARGIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ORLEANS	31	2	2	0	3	1	1	5	5	3	0	0	5	0	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOURS	33	9	4	4	1	2	2	2	1	1	1	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de PAPEETE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
POLYNESIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																														
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des procédures d'exécution	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie		
Cour d'appel de PARIS	1 852	371	190	154	156	104	102	115	86	78	80	160	52	67	14	35	22	6	5	9	11	10	6	4	3	4	4	3	0	1	
AUXERRE	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ESSONNE	27	2	2	0	4	2	7	0	3	3	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FONTAINEBLEAU	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEAUX	28	8	0	2	4	1	6	1	2	1	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MELUN	8	2	0	2	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PARIS	1 686	345	186	146	133	89	75	110	72	60	76	158	51	67	6	34	22	3	5	8	8	10	3	4	3	4	4	3	0	1	
SEINE-SAINT-DENIS	33	6	0	2	2	2	8	1	3	6	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SENS	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL DE MARNE	64	7	2	2	13	5	5	3	6	8	2	1	0	0	3	1	0	1	0	0	3	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de PAU	99	20	9	10	7	13	9	5	1	2	2	2	6	1	3	1	0	2	0	1	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	
BAYONNE	46	5	7	4	5	9	4	1	0	0	0	2	1	1	0	0	2	0	1	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
DAX	4	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONT-de-MARSAN	2	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAU	43	11	1	6	1	4	4	4	0	2	1	0	5	0	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARBES	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la consommation	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des procédures d'exécution	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel de POITIERS	148	26	10	13	10	11	15	17	14	7	7	1	7	1	7	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
DEUX-SEVRES	8	1	0	0	3	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LA ROCHELLE	38	8	1	5	2	2	5	3	4	3	2	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LA ROCHE-SUR-YON	23	4	3	0	3	2	2	2	2	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LES SABLES-D'OLONNE	7	2	0	0	0	1	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
POITIERS	63	10	4	8	2	3	4	10	5	4	2	1	6	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINTES	9	1	2	0	0	2	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de REIMS	58	9	6	2	6	5	4	5	7	4	1	0	3	0	1	0	1	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDENNES***	7	2	0	0	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUBE	3	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHALONS EN CHAMPAGNE	5	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REIMS	43	7	5	2	5	3	3	3	5	3	1	0	3	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés de l'Union	Droit international et de l'Union	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel de RENNES	440	87	34	39	52	29	38	37	26	17	17	5	10	2	4	5	11	6	8	2	4	3	2	0	1	0	1	0	0	0
BREST	38	9	1	6	5	2	5	3	2	1	1	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LORIENT	14	3	4	0	2	1	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NANTES	150	36	4	15	19	14	10	16	11	5	5	2	0	2	2	4	2	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
QUIMPER***	32	6	2	3	3	2	2	1	5	3	0	1	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RENNES	149	23	16	12	15	5	9	14	7	6	6	2	10	0	1	1	5	3	6	0	2	3	1	0	1	0	1	0	0	0
SAINT-BRIEUC	15	2	4	0	3	1	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-MALO***	7	1	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-NAZAIRE*	9	3	0	1	1	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VANNES	26	4	1	2	3	3	5	2	0	1	2	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de RIOM	93	20	10	12	3	12	2	7	3	2	4	1	4	0	4	0	0	0	5	1	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0
AURILLAC	6	1	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CLERMONT-FERRAND***	77	18	8	11	1	11	2	7	3	1	4	1	4	0	1	0	0	0	2	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0
CUSSET-VICHY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE LOIRE	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTLUCON	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MOULINS	6	1	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																													
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des sûretés financières	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données	Droit des transports	Droit de la fiducie	
Cour d'appel de ROUEN	98	15	7	19	9	6	9	2	8	3	1	1	3	2	2	2	0	3	1	1	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0
DIEPPE	3	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EVREUX***	18	0	1	8	1	1	4	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
LE HAVRE*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ROUEN	77	14	6	11	8	5	5	2	7	1	1	1	3	2	1	2	0	3	1	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	10	1	1	0	0	2	1	0	2	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MAYOTTE**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-DENIS REUNION	3	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-PIERRE REUNION	7	0	1	0	0	2	0	0	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de TOULOUSE	268	55	24	27	33	23	14	18	9	10	9	8	7	5	8	0	4	2	4	0	3	2	0	1	1	0	0	1	0	0
ALBI	19	5	1	4	3	2	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARIEGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CASTRES	7	1	2	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	8	1	1	0	1	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOULOUSE	234	48	20	23	27	20	12	17	9	10	7	7	7	5	6	0	4	1	3	0	3	2	0	1	1	0	1	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																														
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit immobilier	Droit des sociétés	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit public	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit pénal	Droit du dommage corporel	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du numérique et des communications	Droit des garanties, des sûretés et des procédures d'exécution	Droit international et de l'Union européenne	Droit de l'environnement	Droit du crédit et de la consommation	Droit rural	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de la santé	Droit des enfants	Droit du sport	Droit de l'arbitrage	Droit de la protection des données personnelles	Droit des transports	Droit de la fiducie		
Cour d'appel de VERSAILLES	393	64	89	32	29	30	33	15	22	22	10	1	10	3	8	6	3	2	1	0	3	0	4	2	4	0	0	0	0	0	
CHARTRES	14	2	2	0	0	2	1	0	2	1	1	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTS DE SEINE	225	39	76	25	13	16	15	6	4	7	3	1	0	3	4	6	2	0	0	0	3	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
VAL D'OISE	57	8	4	2	8	5	8	1	6	4	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	3	1	2	0	0	0	0	0	0	0
VERSAILLES***	97	15	7	5	8	7	9	8	10	10	3	0	10	0	1	0	0	2	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

12 – Tableau A9a - Répartition des avocats étrangers selon leur nationalité de 2014 à 2024
-Taux d'accroissement 2014-2024 (%)-

Nationalité	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2014-2024 (%)
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
TOTAL	1 942	100,0	1 987	100,0	2 102	100,0	2 177	100,0	2 232	100,0	2 333	100,0	2 422	100,0	2 579	100,0	2 677	100,0	2 754	100,0	2 773	100,0	42,8
TOTAL Union Européenne	1 020	51,3	1 085	51,6	1 106	50,8	1 125	50,4	1 153	49,4	1 147	47,4	1 190	46,1	994	37,1	1 022	37,1	1 016	36,6	1 082	40,0	6,1
Allemagne	219	11,0	226	10,8	219	10,1	215	9,6	210	9,0	204	8,4	216	8,4	208	7,8	207	7,5	213	7,7	210	7,8	-4,1
Autriche	12	0,6	13	0,6	13	0,6	15	0,7	15	0,6	16	0,7	16	0,6	17	0,6	18	0,7	15	0,5	14	0,5	16,7
Belgique	113	5,7	121	5,8	120	5,5	125	5,6	123	5,3	123	5,0	128	5,0	133	5,0	138	5,0	134	4,8	144	5,3	27,4
Bulgarie	46	2,3	48	2,3	51	2,3	55	2,5	57	2,4	60	2,5	65	2,5	65	2,4	62	2,3	63	2,3	63	2,3	37,0
Chypre	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,2	1	0,0	1	0,0	0	0,0	1	0,0	1	0,0	-
Croatie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	3	0,1	-
Danemark	11	0,6	10	0,5	10	0,5	9	0,4	13	0,6	11	0,5	9	0,3	8	0,3	9	0,3	9	0,3	10	0,4	-9,1
Espagne	76	3,8	83	3,9	88	4,0	91	4,1	96	4,1	90	3,8	88	3,4	92	3,4	87	3,2	85	3,1	95	3,5	25,0
Estonie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	-
Finlande	3	0,2	3	0,1	3	0,1	4	0,2	4	0,2	4	0,2	3	0,1	3	0,1	3	0,1	3	0,1	3	0,1	-
Grèce	33	1,7	38	1,8	43	2,0	47	2,1	51	2,2	54	2,2	51	2,0	52	1,9	54	2,0	54	1,9	54	2,0	63,6
Hongrie	9	0,5	11	0,5	12	0,6	12	0,5	11	0,5	11	0,5	9	0,3	13	0,5	13	0,5	13	0,5	14	0,5	55,6
Irlande	10	0,5	10	0,5	11	0,5	14	0,6	16	0,7	15	0,6	17	0,7	19	0,7	22	0,8	18	0,6	18	0,7	80,0
Italie	125	6,3	128	6,1	143	6,6	152	6,8	155	6,6	147	6,2	159	6,2	163	6,1	182	6,6	189	6,8	203	7,5	62,4
Lettonie	3	0,2	5	0,2	5	0,2	6	0,3	5	0,2	5	0,2	6	0,2	5	0,2	5	0,2	5	0,2	1	0,0	-
Lituanie	1	0,1	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	2	0,1	-
Luxembourg	21	1,1	26	1,2	20	0,9	15	0,7	19	0,8	23	1,1	18	0,7	21	0,8	23	0,8	21	0,8	21	0,8	0,0
Malte	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	-
Pays-Bas	27	1,4	33	1,6	35	1,6	31	1,4	29	1,2	32	1,4	30	1,2	27	1,0	27	1,0	33	1,2	33	1,2	22,2

Nationalité	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2014-2024 (%)
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Pologne	20	1,0	20	1,0	22	1,0	17	0,8	19	0,8	21	0,9	26	1,0	24	0,9	28	1,0	29	1,0	34	1,3	70,0
Portugal	32	1,6	37	1,8	39	1,8	40	1,8	38	1,6	38	1,6	44	1,7	44	1,6	43	1,6	39	1,4	49	1,8	53,1
République Tchèque	5	0,3	4	0,2	5	0,2	5	0,2	8	0,3	7	0,4	8	0,3	9	0,3	11	0,4	2	0,1	14	0,5	180,0
Roumanie	37	1,9	42	2,0	48	2,2	57	2,6	60	2,6	60	2,6	65	2,5	68	2,5	71	2,6	74	2,7	81	3,0	118,9
Royaume-Uni*	199	10,0	206	9,8	200	9,2	195	8,7	202	8,7	204	8,4	212	8,2									
Slovaquie	4	0,2	5	0,2	6	0,3	7	0,3	8	0,3	6	0,2	7	0,3	8	0,3	6	0,2	4	0,1	6	0,2	50,0
Slovénie	2	0,1	2	0,1	2	0,1	2	0,1	3	0,1	4	0,5	3	0,1	2	0,1	3	0,1	3	0,1	3	0,1	-
Suède	12	0,6	13	0,6	10	0,5	9	0,4	9	0,4	9	0,4	8	0,3	10	0,4	8	0,3	7	0,3	6	0,2	-50,0
TOTAL hors Union Européenne	967	48,7	1 017	48,4	1 071	49,2	1 107	49,6	1 180	50,6	1 275	52,6	1 389	53,9	1 683	62,9	1 732	62,9	1 757	63,4	1 626	60,0	68,1
Royaume-Uni*															200	7,5	186	6,8	182	6,6	168	6,2	-
Europe occidentale hors UE	26	1,3	36	1,7	32	1,5	35	1,6	44	1,9	48	2,0	49	1,9	88	3,3	64	2,3	66	2,4	72	2,7	176,9
- Confédération Suisse	15	0,8	18	0,9	17	0,8	17	0,8	19	0,8	21	0,9	17	0,7	16	0,6	16	0,6	17	0,6	16	0,6	6,7
- Islande	0	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	-
- Liechtenstein	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	-
- Norvège	1	0,1	2	0,1	1	0,0	1	0,0	3	0,1	4	0,2	3	0,1	4	0,1	2	0,1	2	0,1	3	0,1	-
- Autres pays d'Europe occidentale hors UE	10	0,5	15	0,7	13	0,6	16	0,7	21	0,9	22	0,9	28	1,1	67	2,5	45	1,6	46	1,7	52	1,9	420,0
Europe centrale et orientale	31	1,6	45	2,1	50	2,3	55	2,5	63	2,7	69	2,8	86	3,3	77	2,9	91	3,3	93	3,4	89	3,3	187,1
Amérique du Nord	199	10,0	192	9,1	188	8,6	185	8,3	184	7,9	201	8,3	222	8,6	213	8,0	200	7,3	181	6,5	196	7,2	-1,5
- Etats-Unis	149	7,5	142	6,8	134	6,2	132	5,9	126	5,4	134	5,5	145	5,6	139	5,2	128	4,6	111	4,0	116	4,3	-22,1
- Canada	50	2,5	50	2,4	54	2,5	53	2,4	58	2,5	67	2,8	77	3,0	74	2,8	72	2,6	70	2,5	80	3,0	60,0
Amérique centrale et du Sud	43	2,2	52	2,5	62	2,8	62	2,8	74	3,2	74	3,1	86	3,3	81	3,0	81	2,9	94	3,4	95	3,5	120,9
Afrique	557	28,0	570	27,1	595	27,3	628	28,1	664	28,5	715	29,5	756	29,3	824	30,8	894	32,5	914	33,0	818	30,2	46,9
- Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	247	12,4	240	11,4	246	11,3	255	11,4	263	11,3	275	11,4	304	11,8	335	12,5	366	13,3	386	13,9	347	12,8	40,5
- Afrique hors Maghreb	310	15,6	330	15,7	349	16,0	373	16,7	401	17,2	440	18,2	452	17,5	489	18,3	528	19,2	528	19,0	471	17,4	51,9

Nationalité	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2014-2024 (%)
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Proche et Moyen-Orient	54	2,7	59	2,8	66	3,0	69	3,1	69	3,0	73	3,0	66	2,6	73	2,7	82	3,0	81	2,9	96	3,5	77,8
Asie	50	2,5	53	2,5	72	3,3	65	2,9	76	3,3	88	3,6	85	3,3	88	3,3	91	3,3	119	4,3	48	1,8	-4,0
- Chine	24	1,2	29	1,4	33	1,5	33	1,5	37	1,6	42	1,7	44	1,7	47	1,8	48	1,7	48	1,7	6	0,2	-75,0
- Japon	11	0,6	13	0,6	15	0,7	14	0,6	17	0,7	17	0,7	15	0,6	15	0,6	18	0,7	20	0,7	19	0,7	72,7
- Cambodge, Laos, Vietnam	5	0,3	5	0,2	6	0,3	5	0,2	6	0,3	5	0,2	5	0,2	5	0,2	4	0,1	10	0,4	1	0,0	-80,0
- Asie (hors Chine, Japon, Cambodge, Laos, Vietnam)	10	0,5	6	0,3	18	0,8	13	0,6	16	0,7	24	1,0	21	0,8	21	0,8	21	0,8	41	1,5	22	0,8	120,0
Australie	7	0,4	10	0,5	6	0,3	8	0,4	6	0,3	7	0,3	7	0,3	8	0,3	8	0,3	9	0,3	9	0,3	28,6
Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)													32	1,2	31	1,2	35	1,3	18	0,6	35	1,3	-

*Le Royaume-Uni est comptabilisé dans les données des pays hors Union Européenne depuis le 1er janvier 2021.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

13 – Tableau A9b - Répartition des avocats de l'Union Européenne, du Royaume-Uni, de la Confédération Suisse, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège selon le titre sous lequel ils exercent au 1^{er} janvier 2024 et leur nationalité
% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat

Nationalité	TOTAL	Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*	Avocats exerçant sous leur titre d'origine**	% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat
TOTAL	1 270	1 051	219	82,8
TOTAL Union Européenne	1 082	887	195	82,0
Allemagne	210	170	40	81,0
Autriche	14	12	2	85,7
Belgique	144	116	28	80,6
Bulgarie	63	60	3	95,2
Chypre	1	1	0	100,0
Croatie	3	3	0	100,0
Danemark	10	9	1	90,0
Espagne	95	64	31	67,4
Estonie	0	0	0	-
Finlande	3	3	0	100,0
Grèce	54	48	6	88,9
Hongrie	14	12	2	85,7
Irlande	18	10	8	55,6
Italie	203	165	38	81,3
Lettonie	1	1	0	100,0
Lituanie	2	2	0	100,0
Luxembourg	21	20	1	95,2
Malte	0	0	0	-
Pays-Bas	33	24	9	72,7
Pologne	34	29	5	85,3
Portugal	49	44	5	89,8
République Tchèque	14	12	2	85,7
Roumanie	81	68	13	84,0
Slovaquie	6	5	1	83,3
Slovénie	3	3	0	100,0
Suède	6	6	0	100,0

Nationalité	TOTAL	Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*	Avocats exerçant sous leur titre d'origine**	% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat
Royaume-Uni	168	145	23	86,3
Confédération Suisse	16	15	1	93,8
Islande	1	1	0	100,0
Liechtenstein	0	0	0	-
Norvège	3	3	0	100,0

*Avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

**Article 83 et s. de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -".

16 – Tableau A9c - Répartition des avocats de l'Union Européenne, du Royaume-Uni, de la Confédération Suisse, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège selon le titre sous lequel ils exercent au 1^{er} janvier 2024 par barreau
% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat

Barreau	TOTAL	Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*	Avocats exerçant sous leur titre d'origine**	% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat
TOTAL France entière	1 270	1 051	219	82,8
PARIS	973	807	166	82,9
HAUTS DE SEINE	38	32	6	84,2
LYON	34	28	6	82,4
NICE	24	22	2	91,7
TOULOUSE	23	20	3	87,0
LILLE	22	16	6	72,7
NANTES	20	11	9	55,0
BORDEAUX	19	17	2	89,5
MARSEILLE	17	17	0	100,0
AIX-EN-PROVENCE	12	10	2	83,3
GRASSE	7	5	2	71,4
MONTPELLIER	7	6	1	85,7
VERSAILLES	5	3	2	60,0
BAYONNE	4	2	2	50,0
RENNES	4	4	0	100,0
DRAGUIGNAN	3	2	1	66,7
SENLIS	3	2	1	66,7
GRENOBLE	3	3	0	100,0
PYRENEES ORIENTALES	3	3	0	100,0
SEINE-SAINT-DENIS	3	2	1	66,7
ROUEN	3	3	0	100,0
AMIENS	2	2	0	100,0
VALENCE	2	1	1	50,0
NANCY	2	2	0	100,0
NIMES	2	2	0	100,0
ESSONNE	2	2	0	100,0
VAL DE MARNE	2	2	0	100,0
DEUX-SEVRES	2	1	1	50,0
GERS	1	1	0	100,0
ANGERS	1	1	0	100,0
LE MANS	1	1	0	100,0
GUADELOUPE	1	1	0	100,0
BESANCON	1	1	0	100,0

Barreau	TOTAL	Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*	Avocats exerçant sous leur titre d'origine**	% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat
BERGERAC	1	1	0	100,0
ALBERTVILLE	1	0	1	0,0
ANNECY	1	1	0	100,0
THONON-LES-BAINS	1	1	0	100,0
MULHOUSE	1	1	0	100,0
ARRAS	1	1	0	100,0
VALENCIENNES	1	1	0	100,0
CORREZE	1	1	0	100,0
LIMOGES	1	1	0	100,0
AIN	1	1	0	100,0
NARBONNE	1	1	0	100,0
EPINAL	1	1	0	100,0
AVIGNON	1	1	0	100,0
FONTAINEBLEAU	1	1	0	100,0
DAX	1	0	1	0,0
PAU	1	0	1	0,0
LES SABLES-D'OLONNE	1	0	1	0,0
SAINT-BRIEUC	1	1	0	100,0
HAUTE LOIRE	1	1	0	100,0
MOULINS	1	0	1	0,0
SAINT-DENIS REUNION	1	1	0	100,0
SAINT-PIERRE REUNION	1	1	0	100,0
SAINT-GAUDENS	1	1	0	100,0
VAL D'OISE	1	1	0	100,0

* Avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

** Article 83 et s. de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux qui comptaient au moins un avocat de l'Union européenne au 1er janvier 2024.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -".

17 – Tableau A10a - Répartition des avocats également inscrits à un barreau étranger
au 1^{er} janvier 2024

Pays	Nombre	%
TOTAL	2 476	100,0
TOTAL Union Européenne	1 209	48,8
Allemagne	176	7,1
Autriche	4	0,2
Belgique	413	16,7
Bulgarie	13	0,5
Chypre	1	0,0
Croatie	2	0,1
Danemark	6	0,2
Espagne	133	5,4
Estonie	0	0,0
Finlande	0	0,0
Grèce	32	1,3
Hongrie	7	0,3
Irlande	23	0,9
Italie	116	4,7
Lettonie	1	0,0
Lituanie	0	0,0
Luxembourg	186	7,5
Malte	1	0,0
Pays-Bas	24	1,0
Pologne	11	0,4
Portugal	21	0,8
République Tchèque	9	0,4
Roumanie	25	1,0
Slovaquie	0	0,0
Slovénie	1	0,0
Suède	4	0,2

Pays	Nombre	%
TOTAL hors Union Européenne*	1 267	51,2
Royaume-Uni*	2	0,1
Europe occidentale hors UE	148	6,0
- Confédération Suisse	127	5,1
- Islande	1	0,0
- Liechtenstein	1	0,0
- Norvège	2	0,1
- Autres pays d'Europe occidentale hors UE	17	0,7
Europe centrale et orientale	20	0,8
Amérique du Nord	708	28,6
- Etats-Unis	695	28,1
- Canada	13	0,5
Amérique centrale et du Sud	83	3,4
Afrique	154	6,2
- Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	88	3,5
- Afrique hors Maghreb	66	2,7
Proche et Moyen-Orient	81	3,3
Asie	45	1,8
- Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	0	0,0
- Asie non francophone (hors Chine et Japon)	32	1,3
- Chine	2	0,1
- Japon	11	0,4
Australie	9	0,4
Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	17	0,7

Rq : Pour Paris, y compris avocats inscrits sur la liste des avocats communautaires à l'étranger en application de la Dir. 98/5/CE.

*Y compris Royaume-Uni depuis 2023.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -".

**18 – Tableau A10b - Evolution du nombre d'avocats également inscrits à un barreau étranger
de 2014 à 2024**

Barreau	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL	2 293	2 433	2 485	2 636	2 731	2 848	3 033	3 071	3 040	3 143	2 476
<i>Total hors Paris</i>	124	131	121	136	155	125	123	117	82	94	83
<i>dont :</i>											
PARIS	2 169	2 302	2 364	2 500	2 576	2 723	2 910	2 954	2 958	3 049	2 393
BORDEAUX	7	7	11	9	9	9	10	14	12	12	23
HAUTS DE SEINE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
METZ	0	13	4	7	5	4	4	4	7	5	6
THONON-les-BAINS	1	1	3	3	3	4	4	3	5	5	5
AIX-EN-PROVENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
THIONVILLE	4	3	5	0	6	5	4	4	4	4	3
VAL D'OISE	1	3	4	5	5	5	1	2	3	3	3
DIJON	3	4	3	3	3	0	3	3	3	3	2
LIBOURNE	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	2
VERSAILLES***	0	0	0	0	0	0	0	3	3	2	2
SAINT-ETIENNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
SARREGUEMINES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
TARN-ET-GARONNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
PYRENEES ORIENTALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1
VALENCIENNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1
ARDENNES***	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
AUBE	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
BRIEY	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
DAX	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
LA ROCHELLE	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
NIMES	0	0	1	0	1	1	1	1	1	1	1
SAINT-NAZAIRE*	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
SAVERNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
SEINE-SAINT-DENIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
SENLIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
VAL DE MARNE	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1	1
VALENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
GUADELOUPE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
MULHOUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
MARSEILLE	24	22	10	18	17	15	18	17	13	29	0
ESSONNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
AIN	0	0	0	0	0	3	3	3	3	1	0
BESANCON	2	2	2	3	3	1	2	1	1	1	0
DRAGUIGNAN	2	1	1	1	1	1	2	1	1	1	0
MEAUX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0

Barreau	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
MONTPELLIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
NICE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
PERIGUEUX	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
SAINT-BRIEUC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
SAINT-DENIS REUNION	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0

Note : Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux dans lesquels au moins un avocat était inscrit à un barreau étranger en 2024.

Rq : Pour Paris, depuis 2014, y compris avocats inscrits sur la liste des avocats communautaires à l'étranger en application de la Dir. 98/5/CE.

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1^{er} janvier 2024 -".

19 – Tableau A10c- Nombre d'avocats étrangers inscrits à un barreau d'un Etat non-membre de l'Union européenne inscrits sur la liste spéciale du barreau et exerçant l'activité de consultation juridique et de rédaction d'acte sous seing privé pour autrui, par barreau au 1er janvier 2024

Articles 204-16 à 204-19 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat

Barreau	Total	Europe occidentale (hors UE)	Afrique hors Maghreb	Europe centrale et orientale	Amérique centrale et du Sud	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)
TOTAL FRANCE ENTIERE	64	33	12	10	5	4
PARIS	25	21	0	0	4	0
STRASBOURG	20	10	0	8	1	1
POITIERS	8	0	7	0	0	1
ANGERS	4	0	1	1	0	2
LAON	2	0	2	0	0	0
AVIGNON	2	1	1	0	0	0
AIX-EN-PROVENCE	1	0	0	1	0	0
TULLE	1	0	1	0	0	0
LYON	1	1	0	0	0	0

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

20 – Tableau A11- Nombre de bureaux secondaires et de sociétés inter-barreaux par barreau et ressort de cour d'appel au 1^{er} janvier 2024

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau
TOTAL FRANCE ENTIERE	1 924	1 439	1 219	846
Cour d'appel d' AGEN	30	5	6	3
AGEN	15	4	1	3
GERS	10	1	4	0
LOT	5	0	1	0
Cour d'appel d' AIX-EN-PROVENCE	163	112	77	70
AIX-EN-PROVENCE	52	29	41	1
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	10	1	12	0
DRAGUIGNAN	22	0	0	4
GRASSE	13	8	16	4
MARSEILLE	37	55	1	41
NICE	14	15	3	17
TARASCON	3	0	0	3
TOULON	12	4	4	0
Cour d'appel d' AMIENS	62	6	33	11
AMIENS	38	2	0	2
BEAUVAIS	2	0	5	3
COMPIEGNE	17	0	13	3
LAON	3	4	0	0
SAINT-QUENTIN	1	0	1	2
SENLIS	0	0	9	1
SOISSONS	1	0	5	0
Cour d'appel d' ANGERS	52	14	13	12
ANGERS	27	13	9	10
LAVAL	6	0	3	2
LE MANS	19	0	0	0
SAUMUR	0	1	1	0
Cour d'appel de BASSE-TERRE	15	9	1	3
GUADELOUPE	15	9	1	3
Cour d'appel de BASTIA	11	15	1	1
AJACCIO***	11	7	1	0
BASTIA**	0	8	0	1

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau
Cour d'appel de BESANCON	62	8	10	6
BELFORT	1	3	0	1
BESANCON	31	4	1	4
HAUTE-SAONE	10	0	3	0
JURA	14	0	4	0
MONTBELIARD	6	1	2	1
Cour d'appel de BORDEAUX	248	67	114	25
BERGERAC	3	2	4	1
BORDEAUX	187	63	77	22
CHARENTE	27	0	6	0
LIBOURNE	22	0	18	0
PERIGUEUX	9	2	9	2
Cour d'appel de BOURGES	16	2	11	6
BOURGES	7	2	4	3
CHATEAUROUX	9	0	3	2
NEVERS	0	0	4	1
Cour d'appel de CAEN	31	10	31	17
ALENCON	4	1	0	0
ARGENTAN	3	0	2	1
CAEN	20	7	9	13
CHERBOURG	1	2	1	0
COUTANCES	3	0	10	0
LISIEUX	0	0	9	3
Cour d'appel de CAYENNE	0	0	4	0
GUYANE	0	0	4	0
Cour d'appel de CHAMBERY	22	9	18	12
ALBERTVILLE	5	2	3	3
ANNECY***	0	2	2	2
BONNEVILLE	2	1	1	1
CHAMBERY**	7	1	12	3
THONON-les-BAINS	8	3	0	3
Cour d'appel de COLMAR	153	25	38	15
COLMAR	6	0	0	0
MULHOUSE	19	1	6	1
SAVERNE	7	4	3	1
STRASBOURG	121	20	29	13

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau
Cour d'appel de DIJON	26	6	25	7
CHALON-sur-SAONE	7	1	6	1
DIJON	10	0	9	5
HAUTE-MARNE	0	1	2	0
MACON-CHAROLLES	9	4	8	1
Cour d'appel de DOUAI	79	48	34	31
ARRAS	4	8	3	1
AVESNES-sur-HELPE	5	0	0	1
BETHUNE	15	2	1	0
BOULOGNE-sur-MER	17	2	5	2
CAMBRAI***	2	0	0	0
DOUAI	2	1	5	0
DUNKERQUE***	8	6	0	3
LILLE**	22	24	15	20
SAINT-OMER	2	2	2	2
VALENCIENNES	2	3	3	2
Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	3	1	2	0
MARTINIQUE	3	1	2	0
Cour d'appel de GRENOBLE	44	25	40	17
BOURGOIN-JALLIEU	2	0	7	1
GRENOBLE	11	11	10	0
HAUTES-ALPES	3	2	7	1
VALENCE	19	10	10	13
VIENNE	9	2	6	2
Cour d'appel de LIMOGES	15	9	9	10
BRIVE***	7	0	5	4
CREUSE	1	0	2	0
LIMOGES***	1	6	2	2
TULLE	6	3	0	4
Cour d'appel de LYON	104	126	74	51
AIN	24	6	0	5
LYON	45	103	65	39
ROANNE	2	0	4	0
SAINT-ETIENNE	28	14	1	5
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	5	3	4	2

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau
Cour d'appel de METZ	15	3	14	1
METZ	12	2	9	0
SARREGUEMINES	2	0	3	0
THIONVILLE	1	1	2	1
Cour d'appel de MONTPELLIER	85	41	51	23
AVEYRON	8	0	4	0
BEZIERS	15	3	9	1
CARCASSONNE	8	0	2	2
MONTPELLIER	36	34	32	16
NARBONNE	4	1	4	1
PYRENEES ORIENTALES	14	3	0	3
Cour d'appel de NANCY	23	9	12	9
BRIEY	0	0	1	0
EPINAL	16	3	3	1
MEUSE***	1	5	0	0
NANCY	6	1	8	8
Cour d'appel de NIMES	66	19	24	18
ALES	5	0	2	0
ARDECHE	20	0	5	3
AVIGNON	2	9	0	5
CARPENTRAS***	6	5	1	1
LOZERE	1	1	3	0
NIMES	32	4	13	9
Cour d'appel de NOUMEA	0	3	0	0
NOUVELLE CALEDONIE***	0	3	0	0
Cour d'appel d' ORLEANS	43	10	24	10
BLOIS	10	0	8	0
MONTARGIS	0	0	1	3
ORLEANS	13	2	11	3
TOURS	20	8	4	4
Cour d'appel de PAPEETE	1	0	1	0
POLYNESIE	1	0	1	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau
Cour d'appel de PARIS	47	537	255	326
AUXERRE	5	2	8	2
ESSONNE	21	7	1	7
FONTAINEBLEAU	0	0	0	0
MEAUX	12	5	1	0
MELUN	0	0	5	8
PARIS	0	517	231	297
SEINE-SAINT-DENIS	3	3	2	10
SENS	1	1	3	1
VAL DE MARNE	5	2	4	1
Cour d'appel de PAU	51	26	61	15
BAYONNE	7	10	40	7
DAX	10	5	6	4
MONT-de-MARSAN	8	0	4	0
PAU	17	11	8	3
TARBES	9	0	3	1
Cour d'appel de POITIERS	55	16	24	24
DEUX-SEVRES	8	1	3	1
LA ROCHELLE	15	8	13	4
LA ROCHE-SUR-YON	12	2	2	9
LES SABLES-D'OLONNE	5	1	4	3
POITIERS	15	4	1	4
SAINTES	0	0	1	3
Cour d'appel de REIMS	7	0	6	8
ARDENNES***	1	0	0	0
AUBE	6	0	5	2
CHALONS EN CHAMPAGNE	0	0	1	1
REIMS	0	0	0	5
Cour d'appel de RENNES	130	47	44	33
BREST	10	0	0	1
LORIENT	7	0	0	0
NANTES	30	22	0	16
QUIMPER***	6	5	5	5
RENNES	50	15	29	7
SAINT-BRIEUC	11	1	0	2
SAINT-MALO***	7	1	1	0
SAINT-NAZAIRE*	3	1	0	2
VANNES	6	2	9	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau (personnes physiques et morales)	Nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau ayant le siège social au barreau
Cour d'appel de RIOM	26	42	31	9
AURILLAC	6	0	0	1
CLERMONT-FERRAND***	7	34	18	4
CUSSET-VICHY	3	4	5	2
HAUTE LOIRE	7	2	4	2
MONTLUCON	2	1	1	0
MOULINS	1	1	3	0
Cour d'appel de ROUEN	47	48	7	5
DIEPPE	2	11	3	1
EVREUX***	9	21	4	0
LE HAVRE*	2	0	0	0
ROUEN	34	16	0	4
Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION	4	4	8	4
MAYOTTE**	0	0	1	2
SAINT-DENIS REUNION	3	2	4	2
SAINT-PIERRE REUNION	1	2	3	0
Cour d'appel de TOULOUSE	112	61	58	13
ALBI	3	5	7	4
ARIEGE	2	0	0	0
CASTRES	1	0	5	2
SAINT-GAUDENS	0	0	6	1
TARN-ET-GARONNE	6	0	1	0
TOULOUSE	100	56	39	6
Cour d'appel de VERSAILLES	76	76	58	51
CHARTRES	13	3	6	2
HAUTS DE SEINE	15	27	10	24
VAL D'OISE	19	9	19	10
VERSAILLES***	29	37	23	15

* Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024, 2023 et 2022, les données 2021 ont été reprises.

** Ces barreaux n'ayant pas répondu aux enquêtes 2024 et 2023, les données 2022 ont été reprises.

*** Ces barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête 2024, les données 2023 ont été reprises.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".

21 – Tableau A12 - Statistiques relatives à la discipline des avocats 2023-2024

	France entière*	
	Nombre	%
Enquêtes déontologiques		
Total	118	100,0
Enquêtes initiées par le bâtonnier au cours de l'année 2023	111	94,1
Enquêtes initiées à la demande du procureur général au cours de l'année 2023	7	5,9
Enquêtes en cours au 1er janvier 2024	69	
Enquêtes clôturées au cours de l'année 2023	61	
Issues de la procédure d'enquête déontologique		
Total	88	100,0
Enquêtes ayant donné lieu à classement au cours de l'année 2023	37	42,0
Enquêtes ayant donné lieu à ouverture d'une procédure disciplinaire au cours de l'année 2023	46	52,3
Enquêtes ayant donné lieu en parallèle à suspension provisoire au cours de l'année 2023	5	5,7
Saisines de l'instance disciplinaire		
Saisine du conseil de discipline au cours de l'année 2023	158	100,0
- par le bâtonnier	134	84,8
- par le procureur général	3	1,9
- par l' auteur de la réclamation	21	13,3
Procédures disciplinaires en cours au 1er janvier 2024	177	
Décisions disciplinaires prononcées au cours de l'année 2023	87	
Motifs de saisine du conseil de discipline		
- sans lien avec une procédure pénale	109	
- en lien avec une procédure pénale	32	

Décisions rendues en matière disciplinaire		
Total	174	100,0
Ordonnance de rejet de la requête	26	14,9
Nullité de la procédure, renvoi des fins de poursuite	8	4,6
Relaxe	13	7,5
Avertissement	12	6,9
Blâme	11	6,3
Interdiction temporaire avec sursis	14	8,0
Interdiction temporaire pour partie avec sursis	13	7,5
Décision prononçant ou renouvelant la suspension provisoire	8	4,6
Ajournement	0	0,0
Interdiction temporaire sans sursis	11	6,3
Radiation	9	5,2
Retrait de l'honorariat	0	0,0
Peine assortie d'une privation	18	10,3
Peine accessoire de publication de la peine	10	5,7
Prescription d'une formation complémentaire en déontologie	18	10,3
Peine complémentaire d'interdiction temporaire de conclure un nouveau contrat de collaboration	0	0,0
Sanction pour non-respect des dispositions relatives à la LBC-FT	3	1,7
Recours exercés		
Appels à l'encontre des ordonnances de rejet de la requête <i>rendues en 2023</i>	1	
Appels à l'encontre des décisions du conseil de discipline <i>rendues en 2023</i>	32	

* à l'exclusion des 21 barreaux n'ayant pas répondu à l'enquête en 2024

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2024 -".